

Distr.: LIMITEE

CEA/TNG/MULPOC/RIE/I/22

Avril 1991

Original: FRANCAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Dixième réunion du Comité d'Experts
du MULPOC pour l'Afrique du Nord

Tanger, Maroc
24-26 avril 1991

LA COOPERATION ECONOMIQUE
ENTRE LES PAYS
D'AFRIQUE DU NORD

BILAN ET PERSPECTIVES

LA COOPERATION ECONOMIQUE
ENTRE LES PAYS
D'AFRIQUE DU NORD
BILAN ET PERSPECTIVES

S O M M A I R E

PREAMBULE	2
INTRODUCTION	5
I - <u>LE MAGHREB 1964-1975</u>	
la construction économique maghrébine à l'épreuve des nationalismes	7
II - <u>1981-1997 :</u>	
la période de maturation de la nouvelle expérience d'intégration maghrébine	23
III - <u>LA COOPERATION ECONOMIQUE INTRA-</u> <u>MAGHREBINE : du bilatéralisme au</u> Maghreb	38
A - Bilan des échanges commerciaux	40
B - L'union douanière : les obstacles à lever	63
C - La coopération productive intra- maghrébine	89
C ₁ . La coopération industrielle	90
C ₂ . La coopération agricole	101
CONCLUSION	110
IV - <u>LA COOPERATION ECONOMIQUE ENTRE LA</u> <u>LYBIE, L'EGYPTE ET LE SOUDAN</u>	118
A - l'expérience d'intégration économique entre l'Egypte et le Soudan	122

P R E A M B U L E

Ce rapport est établi dans le cadre de la consultation sur la coopération économique entre les pays d'Afrique du Nord demandée par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique.

Les termes de référence de cette étude, tels qu'ils apparaissent sur le contrat de consultation concernent six (06)

points précis :

- 1 - Les schémas des expériences passées d'intégration maghrébine
- 2 - Bilan des accords bilatéraux et multilatéraux entre les pays de la sous-région.
 - Analyse des performances atteintes par les sociétés mixtes industrielles réalisées entre les pays maghrébins.
- 3 - Analyse des obstacles tarifaires et non tarifaires à la libre circulation des marchandises, des personnes et du capital.

- 4 - Discussions sur les positions officielles de gouvernements maghrébins sur la manière de réaliser le Maghreb.
- 5 - Discussions avec les officiels de la région pour voir comment relier le Maghreb à la région nord africaine.
- 6 - Stratégie de développement autocentrée de la région.

Nous livrons ici le résultat d'une série de missions d'étude de courte durée (03 jours chacune) effectuées dans les six pays d'Afrique du Nord : Egypte, Soudan, Lybie, Tunisie, Algérie, Maroc.

L'objectif de ces missions consistait à prendre connaissance de l'état actuel de la coopération économique entre les pays de la sous-région et d'évaluer l'ensemble des possibilités à exploiter pour faire avancer encore plus le projet d'intégration économique des pays d'Afrique du Nord.

Incontestablement la création de l'Union du Maghreb Arabe fait avancer à grands pas le projet coopératif entre les pays du Maghreb et nous avons éprouvé de grandes difficultés à trouver une grille d'évaluation du projet qui puisse tenir compte à la fois de ce qui se fait et de ce qui devrait se faire. En ce qui concerne la coopération entre les pays de la zone Est (Egypte, Soudan, Lybie) le processus coopératif semble être relancé mais encore dans un cadre strictement bilatéral : Egypte - Soudan, Lybie - Soudan, Egypte-Lybie. Nous évaluons dans ce rapport l'état de cette coopération économique bilatérale de même que nous y examinons les points de vue des partenaires sur le statut de cette coopération et les perspectives de son élargissement.

Ce rapport est donc d'abord un recueil d'informations récentes recueillies sur le terrain dans le but d'analyser la dynamique intégrationniste actuellement en action dans la sous-région. Il est aussi un ensemble de propositions techniques visant à contribuer à résoudre les problèmes que rencontrent les processus de mise en place du Maghreb d'une zone de libre échange, puis d'une union douanière enfin d'un marché commun comme l'ont décidé les membres de l'U.M.A.

INTRODUCTION

La coopération économique entre les pays d'Afrique du Nord a toujours été organisée, la géopolitique aidant, en deux sous ensembles regroupant pour le premier le Maroc, l'Algérie, la Tunisie et la Lybie, pour le second, l'Egypte, le Soudan et la Lybie. Nous pouvons constater ici cette double appartenance de la Lybie aux deux sous ensembles qui a certes toujours privilégié l'un à l'autre au gré de la conjoncture politique mais qui en fait s'est toujours fixé comme rôle d'être l'élément moteur du projet d'unité arabe.

Les tentatives d'institutionnalisation de la coopération économique dans chacun des sous ensembles ont été inégales et les pays du Maghreb ont certainement accumulé plus d'expérience dans leur projet d'intégration économique que ceux du second sous ensemble constitué par l'Egypte, le Soudan et la Lybie.

Il semble que cette avance du Maghreb dans le processus de construction d'un sous ensemble coopératif s'explique d'abord par la volonté ancienne, de ces pays de réaliser une entité sous régionale homogène et porteuse de plus grandes perspectives de développement économique et sociale.

Nous présentons dans ce rapport les résultats d'une étude que nous venons de terminer et que nous avons consacré à l'analyse des expériences passées et actuelles d'intégration économique d'une part entre les pays du Maghreb, d'autre part entre l'Egypte, le Soudan et la Lybie. Pour ce dernier groupe de pays, il s'agit plus comme nous allons le montrer, de coopération commerciale quelquefois productive que de projet concret d'intégration.

LE MAGHREB

1964-1965

LA CONSTRUCTION ECONOMIQUE MAGHREBINE
A L'EPREUVE DES NATIONALISMES

○

La première expérience d'intégration économique maghrébine (1964-1975) a fait l'objet d'innombrables études, recherches et autres travaux. On peut considérer qu'elle est suffisamment connue pour pouvoir faire encore l'objet d'une réflexion originale.

Nous allons donc simplement la rappeler en ayant cependant comme souci principal de lui faire produire un éclairage utile pour une bonne compréhension de l'expérience actuelle de l'Union du Maghreb arabe convaincu que nous sommes que "l'expérience est cumulative pour celui qui veut la comprendre".

*

*

*

Les premières tentatives d'une coopération économique organisée entre les pays du MAGHREB visant un véritable processus de construction communautaire maghrébine remontent à la fin des années 1964 où l'indépendance politique de l'Algérie acquise, on pouvait désormais réaliser l'idéal maghrébin.

Il faut cependant préciser que c'est la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique qui a pris l'initiative de réunir les experts maghrébins au mois d'Avril 1964 pour discuter des possibilités d'une coordination du développement industriel des pays maghrébins.

Cette réunion des experts a recommandé à l'issue de ses travaux une conférence des Ministres de l'Economie des quatre pays maghrébins. Celle-ci eut lieu à Tanger du 29 Septembre au 1er Octobre 1964 et a regroupé les Ministres de l'Economie de l'Algérie, la Lybie, du Maroc et de la Tunisie. Elle fut suivie d'une seconde conférence toujours à Tanger les 26 et 27 Septembre 1964. Ces deux conférences débouchent sur la signature de protocoles d'accord considérés comme la charte économique du Grand Maghreb. Les Ministres décident en effet "d'arrêter un régime particulier en matière de coopération économique" sans toutefois se départir d'une grande prudence aussi bien dans le domaine de la coopération industrielle que dans celui des relations commerciales.

Ainsi par exemple en matière de coopération industrielle la seconde conférence de Tanger charge le CPCM (Comité permanent consultatif maghrébin) de préparer la mise en oeuvre d'un programme "en tenant compte des impératifs d'industrialisation dans les pays du Maghreb" rappelant ainsi qu'il y a des préoccupations nationales pour ne pas dire nationalitaires qui ne doivent jamais être occultées.

Dans le domaine commercial les études et propositions du CPCM que la conférence a chargé d'entreprendre et de faire dans le cadre du principe de "l'approvisionnement prioritaire dans les pays du Magh-

reb", ont toujours buté sur le problème de l'origine des produits et seuls des accords bilatéraux ont pu être signés entre l'Algérie et la Tunisie ; l'Algérie et le Maroc ; la Tunisie et le Maroc.

De même on décide lors de la deuxième conférence de la création et la mise en place d'institutions qu'on veut pragmatiques. La première institution qui est mise en place est le fameux Comité permanent consultatif maghrébin : le CPCPM qui est chargé d'étudier l'ensemble des problèmes afférents à la coopération économique et de proposer des démarches et des programmes d'action. Le CPCPM reste cependant un organe technique et consultatif non habilité à prendre des décisions qui engageraient les Etats membres. Le CPCPM va créer des commissions et des comités spécialisés dont il assure la tutelle et qu'il charge de mettre en oeuvre les décisions des conférences ou conseils des Ministres. Le CPCPM a pu ainsi être considéré comme la véritable "cheville ouvrière" de la construction maghrébina.

La deuxième conférence décide aussi la création du Centres d'études industrielles maghrébines le (CEI) qui recourant au financement des organisations internationales (PNUD) mettre plus de trois ans à voir le jour. Il est installé en Mars 1968 à Tripoli puis est transféré à Tanger en Janvier 1971 après le retrait de la Lybie. Le CEI a deux fonctions principales : la réalisation d'études dans le domaine industriel et la formation d'experts maghrébins. Il exerce ses activités sous la tutelle du CPCPM.

Le CPCPM toujours respectueux du principe de la démarche sectorielle retenue par le Conseil des Ministres et dans ce cadre, a créé et mis en place une vingtaine d'autres commissions et comités spécialisés comme le montre le schéma qui suit :

Deux organes de gestion l'un pour l'exportation de l'alfa (le Comptoir maghrébin de l'alfa (COMALFA) l'autre pour la gestion financière de la coopération en matière de transports ferroviaires (le Bureau Central de compensation maghrébin) (BCCM) ont été mis en place.

Ainsi un véritable édifice institutionnel à caractère technique et doté d'une grande opérationnalité a été mis en place pour "proposer au conseil des Ministres... toutes mesures de nature à renforcer la coopération économique" entre les quatre pays et "réaliser la construction de la communauté économique maghrébine".

Pourtant et malgré quatre (04) protocoles d'accords (1964 à 1966) et deux déclarations ministérielles (1967 et 1970) qui ont adopté les six conférences des Ministres qui se sont succédées de 1964 à 1970 (1), la densité de la coopération industrielle maghrébine est restée très faible tandis que les relations commerciales ont peu progressé. Durant la période le commerce intramaghrébin de l'Algérie représentait 1,7 % en ce qui concerne les importations totales de ce pays et, 1,08 % de ses exportations. Pour la Lybie les chiffres correspondants étaient respectivement de 1,84 % pour les importations et 0,19 % pour les exportations, pour le Maroc de 1,65 % pour les importations et 1,97 % pour les exportations, la Tunisie 1,27 % pour les importations et 10,2 % pour les exportations.

(1) En dehors des deux conférences de 1964, une troisième conférence s'est tenue à Tripoli (25 au 27 Mai 1965), la quatrième conférence à Alger (11 Février 1966), la cinquième Conférence à Tunis (22-23 Novembre 1967), la sixième (qui a été reporté sept fois avant de se réunir) à Tabat (20-25 Juillet 1970).

Part de chaque pays dans le commerce
intermaghrébin (1964-1970)

Echanges	:	Importations	:	Exportations	:
Pays	:		:		:
Algérie	:	1,78 %	:	1,03 %	:
Lybie *	:	1,84 %	:	0,19 %	:
Maroc	:	1,65 %	:	1,97 %	:
Tunisie	:	1,27 %	:	10,21 %	:

* Pour la Lybie ces chiffres couvrent la période 1964-1968.

Dans le secteur industriel, les stratégies naissantes d'industrialisation dans chacun des pays ont pris le pas sur une approche harmonisée, les modèles nationaux étant différents.

La leçon qui a été tirée par la cinquième conférence des Ministres de cette première période de coopération économique maghrébine, est que la faiblesse des relations économiques intramaghrébines était imputable principalement à l'approche sectorielle qui a été jusqu'à retenue. Celle-ci a montré toutes ses limites. En 1967 la cinquième conférence des Ministres considère que l'intégration économique du Maghreb requiert un programme d'action dans le cadre d'une solution globale" et charge le CPCM de réaliser une étude devant déboucher sur un "projet d'accord maghrébin de coopération économique".

En 1969 le CPCM avec l'aide d'un expert de la CNUCED réalise l'étude et produit un rapport sur "la solution globale transitoire qui préparera les conditions du passage à l'intégration maghrébine" (1). Les grandes lignes de ce rapport pourraient être résumées en quatre orientations principales :

1 - La libération du commerce intramaghrébin en libérant d'abord les échanges sans union douanière avec respect du principe de réciprocité et de l'équilibre des échanges commerciaux. Une liste de produits industriels assurés de la libre circulation et de la franchise sur le marché maghrébin devait être agréée. Le rapport recommandait d'arriver à des préférences maghrébines de 30 à 50 % par rapport aux pays tiers et d'éliminer progressivement tout contingentement. Chaque pays devait réduire ses droits de douane de 50 % à raison d'une réduction de 10 % par an pendant la période transitoire retenue et qui était de cinq (05) ans. De plus le rapport recommandait d'arriver à une définition commune de l'origine. La libération de la circulation des personnes, des capitaux et des services est renvoyée à plus tard.

2 - La répartition équitable des industries nouvelles à implanter sur le territoire des pays maghrébins avec création d'une banque maghrébine d'intégration pour financer les projets d'intérêt commun.

3 - La mise en place d'une union maghrébine des paiements.

4 - La réalisation de l'harmonisation fiscale.

(1) L'intitulé exact du rapport est "rapport sur les différentes méthodes d'approche en vue de réaliser l'unité économique du Maghreb".

Ce rapport, qui pourtant prenait la précaution de rappeler "qu'un pays qui cherche à réaliser une union économique avec d'autres pays ne l'accepte pas à n'importe quel prix mais seulement si des mesures suffisantes sont prises qui tiennent compte de ses préoccupations de développement économique" est rejeté par la sixième conférence tenue à Rabat en Juillet 1970 qui recommande de le reprendre pour l'amender et l'enrichir.

Après cette conférence la Lybie se retire du Maghreb et attirée par le Machrek, fonde avec la Syrie et l'Egypte en 1971 l'Union des Républiques arabes.

Au mois de Mai 1975 a lieu la septième conférence des Ministres à Alger sans la Lybie mais avec, pour la première fois, la Mauritanie. Cette conférence qui devait être couronnée par l'adoption d'une véritable stratégie détaillée et progressive l'intégration économique préparée par le CPCM a en fait enterriné la rupture et sera la dernière réunion officielle du Conseil des Ministres.

QUEL BILAN ETABLIR DE CETTE PREMIERE TENTATIVE D'INTEGRATION ECONOMIQUE MAGHREBINE ?

Tout d'abord en matière de coopération économique générale cette première expérience a été marquée par la prépondérance de l'activité bilatérale dans tous les domaines mis à part le secteur des transports, de l'exportation de l'alfa et le domaine des institutions où le multilatéralisme est arrivé à s'imposer. Au total quatre protocoles d'accord portant sur la coopération générale (1), huit accords

(1) Encore faudrait-il rappeler que les protocoles d'accord ne contiennent que des obligations de principe sans contenu concret. Ils ne sont pas de plus contraignants pour les gouvernements qui ne les ont pas adoptés.

dans le secteur des transports et un accord créant le CSI ont été effectivement signés par les quatre pays sur un ensemble de projets de coopération multilatérale préparés avec soin par le CPCM et le CSI.

Les tableaux qui suivent résument la coopération économique entre les pays du Maghreb durant cette première expérience d'intégration.

ACCORDS BILATERAUX

SECTEURS

16

1960-1973

Agriculture, hydro- lique, pêche	Commerce, Tarifs	Industrie	Tourisme	Energie	Ressources	Transports	Communications	Coopération écono- mique générale
	<p>Maroc-Tunisie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Convention sur les relations commerciales, suppression des tarifs douaniers sur certains produits (Oct. 1963). - Création d'une Chambre de Commerce mixte et d'une ou plusieurs Stés mixtes (Juin 1968). <p>Tunisie-Algérie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Convention commerciale (Sept. 1963). - Accord sur la coopération financière (Janv. 1970). - 2 conventions douanières (Com. mixte de coopération, Mars 1976). - Fourniture de gaz à la Tunisie à un tarif préférentiel, et - Création d'une chambre pour le développement des relations économiques (Mai 1976). <p>Tunisie-Lybie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Contrat de fourniture de cinq bateaux de pêche à STELM (Sté tuniso-lybienne de pêche (Juil. 1972)). 	<p>Libie-Tunisie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Projet de fabrication d'engrais chimiques (Juin 1969). <p>Maroc-Tunisie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fondation d'un office des producteurs arabes de phosphates (Sept. 1964). 		<p>Tunisie-Algérie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Accord de coopération dans le domaine des hydrocarbures et l'industrie (Janv. 1972). - Accords sur l'exploitation en commun de gisements d'hydrocarbures d'El Borma et d' - Fournitures de gaz naturel (Juin 1972). - Convention de coopération pour l'exploitation d'hydrocarbures (en 1975). 		<p>Libie - Tunisie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Accord sur les transports aériens (Juil. 1968). <p>Tunisie-Algérie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 conventions sur les transports de voyageurs et de marchandises (fév. 1970). <p>Tunisie-Lybie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Accord sur la création de Sté mixte d'exploitation maritime (la STELM) (Oct. 1970) (sa constitution en 1975). 		<p>Maroc-Algérie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 conventions financières et établissement de relations directes entre les Banques Centrales et les Trésors (Oct. 1975). <p>Maroc-Tunisie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 26.02.1972 signature et remplacement de la convention signée à Rabat le 26.02.1963 et son protocole additif signé à Tunis le 8.1.1969.
<p>Libie-Lybie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Accord sur le lancement d'une Sté mixte de pêche (1972). - Contrat sur la réalisation de forage en puits de 300m (Mai 1973). 	<p>Algérie-Lybie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Accord de coopération technique et administrative (Déc. 1969). - Accord sur la constitution de Stés économiques mixtes (Mai 1970). <p>Maroc-Algérie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Accord commercial et tarifaire (Avril 1963). - Accord commercial (Nov. 1966). - Création d'une commission mixte pour le développement des échanges commerciaux (Oct. 1967). - Convention pour renforcer les moyens de lutte contre les infractions douanières (Juin 1969). <p>Algérie-Maroc :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Accord de fourniture par la SONATRACH de la SAMIR (sept. 1968). - Accord de Truc sur des produits pétrochimiques contre 16000 T. d'engrais entre SONATRACH et Maroc-Chimie (Mars 69). 	<p>Algérie-Maroc :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Projet commun de création de Sté mixte (CIMA), Réalisation d'une Chimie (Sept. 1972). (Projet non abouti). <p>Algérie-Mauritanie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Contrat de gestion de la raffinerie de pétrole ou de réalisation d'ensemble industriel (en 1975). <p>Algérie-Tunisie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Accords sur la création d'une Sté mixte. - Réalisation et exploitation commune d'une cinémathèque en Tunisie. - Convention de coopération de réalisation en commun d'une unité de verre plat et d'une unité de traitement et de raffinage d'alcools (en 1975). 	<p>Algérie-Lybie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Accords sur le tourisme (Déc. 1969). <p>Maroc-Algérie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Accord portant création d'une Sté touristique, Setalmar (Mai 1969). <p>Tunisie-Algérie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Accord de coopération dans le domaine du tourisme (Janv. 1970). - Accord de coopération touristique (Juin 1970). <p>Libie-Tunisie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Contrat de gestion touristique (Janv. 1972). <p>Maroc-Lybie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prise de participation de 25 % de Lybiabantz dans le capital de la Sté Marocaine de promotion immobilière (en 1975). 	<p>Algérie-Lybie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Accord sur les hydrocarbures (Déc. 1969). <p>Algérie-Maroc :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Accords d'exploitation en commun de : gisement de zinc et de plomb (El Abed (Mars 1968)). - Exploitation commune du gisement minier de fer (Gara Djebile) (Juin 1972). (Accords non abouti). <p>Algérie-Tunisie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Contrat d'échange de courant par le biais de l'EGEA et la STEG (Janv. 1969). <p>Maroc-Algérie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Contrat de 5 ans de prestations de services entre le Bureau marocain de recherches et participations minières et la Sté nationale algérienne de recherche et exploitations minières (Mars 1965). 	<p>Algérie-Lybie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Accord d'envoi d'un contingent de travailleurs en Lybie. <p>Maroc-Lybie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Accord de recrutement de la main-d'œuvre marocaine au niveau des entreprises lybiennes (Oct. 1966). <p>Tunisie-Lybie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Accords d'envoi d'un contingent d'experts agronomes tunisiens (Déc. 1968). - Envoi d'instituteurs tunisiens (Av. 1973). 	<p>Algérie-Lybie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Accord sur le transport (Déc. 1969). - Accord de coopération en matière de transports aériens civils et sur la liberté de circulation et de résidence (Mai 1970). - Accord sur la création de Sté mixte de transport et d'hydrocarbures (Janv. 1971). - Accord sur les transports publics terrestres, réalisation d'une Sté mixte (Mars 1972) (accord non abouti). - projet de création de navigation maritime (CALTRAM) (Nov. 1972) (opérationnelle en 1982). <p>Algérie-Mauritanie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Création de compagnie mixte (la COMACIFIAN) (Av. 1973). <p>Maroc-Algérie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Convention sur les transports (Juin 1969). 	<p>Maroc-Algérie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Convention sur l'information et les télécommunications (Juin 1969). 	<p>Algérie-Lybie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Création d'un fonds commun (avec l'Irak) d'entraide face aux Stés pétrolières internationales. Pétrole : réalisation de projets dans l'industrie, les transports maritimes, les associations (Mai 1970). <p>Algérie-Maroc :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Accord de coopération (Janv. 1972). - Algérie-Maroc le 17.02.1973, annule et remplace la convention signée à Alger le 20 Nov. 1969 (OJPA du 13.4.73). <p>Algérie-Tunisie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Alger le 17.2.73, annule et remplace la convention signée à Tunis le 01.09.1973. <p>Libie-Tunisie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Accord de coopération économique technique et culturelle (Août 1971).

ACCORDS MULTILATERAUX

SECTEURS

TUNISIE-MAROC-ALGERIE-LYBIE

1964-1975

1964-1973	Agriculture, hydrau-	Commerce, Tarifs	Industrie	Tourisme	Energie	Ressources	Transports	Communications	Coopération économique générale
	<p>Ressources souterraines en eau du Sahara : étude de leur exploitation en commun (conférence d'experts et de représentants de l'UNESCO, Birman-dou, Algérie Mars 1965)</p> <p>Sylviculture a : étude de son rôle dans le développement économique et la préservation des forêts (semaine forestière, Rabat, Juin 1968)</p>	<p>Alfa a : - accord sur la commercialisation de l'alfa (déc. 1964) - accord pour la création d'un office pour l'exportation de l'alfa (conférence des Ministres de l'Econ. Tripoli, Mai 1965)</p> <p>Commerce extérieur - formation d'un comité d'experts pour l'exportation de l'huile d'olive : - formation d'un comité permanent des vins ; coordination de la politique d'exportation de l'huile, conserves, bié, dattes, fibres végétales ; standardisation des tarifs douaniers. Adoption d'un label commun pour les produits d'exportation (Commission maghrébine pour le commerce extérieur (Rabat, Oct. 1965).</p> <p>Relations commerciales - décision d'établir une liste des produits pouvant circuler librement entre les autres pays (Commission maghrébine pour les relations commerciales, Juil. Nov. 1967).</p>	<p>- Industrie métallurgique : projet de coordination (conférence des Ministres de l'Economie, Tripoli, Mai 1965).</p> <p>Industrie du verre, de l'arctique ; projet de coordination (Commission maghrébine pour l'harmonisation des industries, Rabat, Nov. 1965).</p> <p>Industries de montage et de sous-traitance des automobiles ; camions et tracteurs : coordination et harmonisation à l'étude (Commission maghrébine d'experts, Rabat, Nov. 1965 et CPCM, Alger, Déc. 1965).</p> <p>Etudes de la dessalinisation de l'eau de mer, de la création d'une industrie d'engrais chimiques et d'une industrie de produits pharmaceutiques : programme 1962 du CECI (CEI, Tripoli, Janv. 1963).</p> <p>Engrais chimiques : coordination de leur production (CPCM, Tripoli, Juin 1963).</p>	<p>Tourisme : formation professionnelle hôtelière et touristique ; coordination en matière de publicité ; encouragement au courant des échanges ; impression d'une carte routière pour l'Afrique du Nord (Commission inter-maghrébine du Tourisme, Alger, Oct. 1965).</p> <p>Tourisme a : - création d'un programme de propagande touristique commun ; - publication d'une revue, guide et carte touristique ; - coordination des règlements touristiques ; - formation professionnelle (Comité Maghrébin du Tourisme, Rabat, Nov. 1968).</p> <p>Tourisme a.b : - programme du CPCM 1970-71 : politique touristique commune (Vie Conférence des Ministres de l'Economie du Maghreb, Rabat, Juil. 1970).</p>	<p>Politique minière et énergétique : - coordination conjuguée au CECI (1965).</p>	<p>Main d'œuvre : - coordination des marchés du travail confiée au CECI, 1965.</p>	<p>Ligne aérienne a : - préparation d'un accord d'exploitation d'une ligne Casa-Alger-Tunis (Casablanca, décembre 1966).</p> <p>Lignes maritimes : - étude de l'exploitation commune de certaines lignes et de prises de position communes dans les conférences maritimes internationales (Comité des Transports Maritimes, Déc. 1966).</p> <p>Transports aériens : - définition des droits commerciaux relatifs à la Cie Air Maghreb ; - représentation par une délégation commune à l'organisation internationale des transports aériens (Comité des Transports Aériens, Rabat, Janv. 1968).</p> <p>Coordination de transports : - coordination 4 secteurs : air, mer, rail, route ; signature d'un accord de pool aérien pour la ligne Casa-Alger-Tunis (Comité Maghrébin des Transports et Communications, Tunis Av. 1968).</p>	<p>Télécommunications : - accord pour l'installation de lignes téléphoniques et télégraphiques volontaire de créer la Cie d'aviation Air Maghreb (Conférence des Ministres de l'Economie, Tripoli, Mai 1965).</p> <p>Tarifs postaux : - création d'une commission pour l'étude de la taxe des P et T entre les pays du Maghreb et les autres ; réduction de 50% des tarifs envisagée pour la presse et agences d'information maghrébines (Comité Maghrébin des P et T, Tripoli, Janv. 1968).</p> <p>Télécommunications : - étude de l'unification des systèmes et législations des P et T, projet d'épargne généralisée, renforcement du réseau de transmission ; (Comité de coordination maghrébin des Postes et Télécommunications, Rabat, Juin-Juil. 1970).</p>	<p>Plans généraux de développement - harmonisation confiée au CPCM (1965).</p> <p>Intégration économique : - projet d'accord intergouvernemental (pour 5 ans) de coopération sur libéralisation des échanges ; - harmonisation des protections à l'égard des pays tiers ; - accroissement des échanges de produits agricoles ; - création d'une banque maghrébine d'intégration. Projet élaboré par le CPCM. (Ve conf. des Ministres Maghrébins de l'Economie, Tunis, Nov. 1967).</p> <p>Intégration économique a.b : - programme du CPCM 1970-71 : - création d'une banque de financement des pays maghrébins ; - étude des relations Maghreb-CEE ; - solutions sur : - comité maghrébin de produits pharmaceutiques ; - comité d'assurances ; - bureau central de compensations (V. Conf. des Ministres de l'Economie du Maghreb, Rabat, Juil. 1970).</p>
	<p>Production agricole : - étude de la spécialisation harmonisée des productions et des moyens de coopération (CPCM, Rabat, Nov. 1968).</p>	<p>Alfa a : étude de la fixation des contingents d'alfa, de la fixation du prix-piancher, des modalités de commercialisation (Comptoir maghrébin de l'Alfa, Tunis Sept. 1967).</p> <p>Tabac a : - recherche des bases de collaboration agricole, industrielle, commerciale (régies de Tabac, Nov. 1969).</p> <p>- recherche de l'harmonisation des fabrications et des méthodes d'approvisionnement, (régies de Tabac, Nov. 1969).</p> <p>- recherche de l'harmonisation des fabrications et des méthodes d'approvisionnement, (régies de Tabac, Tunis, Juil. 1970).</p>		<p>Echanges : - étude de la réduction des obstacles aux échanges de produits industriels entre les 4 pays (CPCM et Bureau régional CEA, Rabat, Nov. 1963).</p> <p>Intégration indust. : - recherches en vue d'un accord intergouvernemental Maghrébin (CPCM et experts de la CNUCED, Alger, Mars 1967).</p> <p>Etudes a - sectorielles industrielles (travaux CEA) et statistiques indust. (rapport CECI) : examen de ces études (experts industriels du Maghreb, Tanger, Juin 1970).</p>			<p>Navigation : signature d'un accord pour la création d'une ligne maritime (Maghreb Coast Line entre les principaux ports des 4 pays (Directeurs des Cies de navigation Tunis, Mars 1969).</p> <p>Transports ferroviaires : - projet d'acquisition concertée de matériel ferroviaire (Comité des transports ferroviaires, Marrakech, Mai 1970).</p> <p>Transports aériens a.b : - approbation des statuts d'une Cie commune dont la mise en service est prévue début 1972 (Comité maghrébin des Transports aériens, Zeralda, Sept. 1970).</p> <p>Navigation a : étude de la compétitivité de la Maghreb Coast Line, coordination de la manutention et du stockage des marchandises en Europe (Cies de transports Maritime, Casablanca, Oct. 1970).</p> <p>Transports ferroviaires a : - discussion sur les tarifs communs (Comité des transports ferroviaires Alger, Déc. 1970).</p>	<p>Conférence Intégration Maghrébin Deux conférences en 1964 : - Tripoli (Mai 1965) - Alger (Mai 1965) - Alger (Fév. 1966) - Tunis (Nov. 1967) - Rabat (Juil. 1970)</p>	
				<p>Exlications des notes et sigles : a - Lybie exceptée b - Mauritanie admise en qualité de participant ou d'observateur</p> <p>CEI - Centre d'Etudes Industrielles CPCM - Comité Permanent Consultatif Maghrébin.</p>					

Ce primat du bilatéralisme dans le développement de la coopération économique maghrébine a pu être expliqué à la fois par des raisons juridiques et des raisons politiques. S'agissant des raisons juridiques l'analyse proposée met en cause le caractère trop formel des institutions permanentes mises en place qui malgré les travaux de qualité remarquable qu'elles ont pu produire, restaient des instances consultatives et ne pouvaient de ce fait imposer des décisions aux Etats membres. La conférence des Ministres elle même pourtant instance suprême ne pouvait engager les gouvernements qu'elle représentait. Ainsi au plan réglementaire et procédurier la mise en oeuvre de toute décision nécessitait un cheminement laborieux et de longs délais parce qu'élaborée dans un cadre juridique non contraignant. Mais ce sont surtout des raisons de nature politique qui expliqueraient davantage "l'échec" de l'expérience du CPCM. En Juillet 1970 juste après la sixième conférence des Ministres tenue à Rabat le Ministre algérien rappelait à qui voulait l'entendre "la construction du Maghreb doit être menée dans le strict respect des options de chaque pays. La promotion de la coopération intramaghrébine doit se faire au bénéfice exclusif des peuples".

Ainsi voulait-on rappeler les différences trop importantes des systèmes socio-politiques en place dans chacun des pays maghrébins et notamment les différences dans les degrés d'ouverture de chacune des économies nationales au capital étranger.

La septième conférence tenue à Alger n'a pas manqué de se heurter à quatre problèmes d'apparence technique mais qui soulevaient en fait des difficultés politiques.

- le contrôle maghrébin du capital
- le problème de l'origine des produits et du taux d'intégration
- l'agrément industriel
- les conditions de production (coût...).

* Le contrôle du capital : l'objet du débat ici était constitué par l'idée selon laquelle seuls les produits des entreprises situées dans les Etats membres, et dont le contrôle est détenu par des capitaux nationaux ou maghrébins pourraient être admis à la libre circulation sur le territoire des autres Etats membres. Cette condition est destinée à éviter que, sous prétexte d'avoir subi son dernier processus de fabrication dans un pays du maghreb, un produit se voit par exemple accorder automatiquement l'origine maghrébine alors que l'entreprise productrice est dominée en réalité par le capital étranger, ce qui reviendrait en fin de compte à faire profiter les économies étrangères et non les économies maghrébines des bénéfices de l'intégration.

* Le problème de l'origine des produits et du taux d'intégration : sur ce chapitre les points débattus devaient faire admettre que les produits fabriqués dans le Maghreb ne devraient pas être considérés, pour autant comme d'origine maghrébine, si au surplus, d'autres conditions n'étaient pas remplies en même temps : capital majoritaire maghrébin, taux d'intégration d'au moins 50 % etc...

* L'agrément industriel : S'agissant de cet aspect des discussions, il était admis qu'aux termes de l'article 25 du projet d'accord maghrébin de coopération économique de 1969, les Etats membre sont disposés à conclure des protocoles accordant l'agrément maghrébin à des industries, tant existantes que nouvelles, qui requièrent l'accès aux mar-

chés de l'ensemble des pays membres, afin de produire dans des conditions plus économiques qu'en cas de limitation de leur production aux dimensions du marché national.

Une des parties a suggéré que l'agrément maghrébin ne puisse s'appliquer qu'aux industries nouvelles pour lesquelles le marché national constitue l'essentiel, de sorte que le reste du Maghreb ne puisse servir que pour l'écoulement de l'excédent de leurs productions.

En revanche, d'autres parties ont soutenu que l'agrément devraient pouvoir être attribué aussi bien aux industries nouvelles qu'à celles déjà existantes. Le fait de vouloir réduire dans ce domaine le marché principal au seul marché local risqueraient de faire regresser la coopération qu'on voudrait justement développer.

* Les conditions de production : cette question remettait sur le tapis le problème de l'appréciation de la structure des coûts de production, révélatrice notamment de la valeur ajoutée nationale

Ces problèmes sont restés sans solution et la conférence des Ministres ne s'est plus jamais réunie.

Quelles leçons pourrait-on tirer de cette expérience ?

Par le volume des travaux et études qui ont été réalisés d'une part, par les problèmes identifiés et soulevés lors des sept conférences ministérielles d'autre part, la première expérience de coopération économique maghrébine aurait pu jeter des fondements solides pour un véritable processus intégrationniste si la politique n'avait pas pris le pas sur le réalisme économique. Nous considérons en effet que cette période reste marquée par la réalisation de vérita-

bles performances dans la concertation, la coordination et les tentatives d'harmonisation des politiques économiques nationales au moment même où les préoccupations de chaque Etat membre étaient légitimement axées sur les problèmes nationaux de développement économique et social.

Cette première expérience aura montré aussi combien la démarche communautaire ne cessera de se heurter aux nationalismes économiques et que la mise en place d'un véritable édifice institutionnel reste nécessaire mais non suffisante pour assurer les progrès du processus intégrationniste. L'expérience du CPCM nous aura de plus appris que de tels progrès semblent plus facilement réalisables en situation de survie qu'en situation de contraintes lâches. Une relative aisance financière permet toujours à l'évidence de se passer de l'autre et encore plus de devoir faire des concessions de quelque nature qu'elles soient.

Enfin en matière de coopération économique régionale l'imbrication mutuelle des intérêts économiques des partenaires de l'intégration économique peut très bien avoir lieu par l'approche bilatérale qu'il faut développer jusqu'à ses dernières limites. La coopération bilatérale peut en effet constituer le terreau où poussera le multilatéralisme puisqu'il suffira d'ouvrir cette coopération à un troisième puis à un quatrième et cinquième partenaire en fonction de leur désir et de leurs aptitudes à rejoindre le groupe.

Les années quatre vingt des économies maghrébines sont marquées par des transformations dans certains secteurs radicales. Les contraintes qui pèsent sur chacune des économies de la région et qu'on a pu caractériser de lâches au début de la décennie 1970 sont aujourd'hui serrées pour chacun des pays.

N'est-ce pas là cette situation de survie dont on a pu dire qu'elle favorise les regroupements ?

1981-1987

LA PERIODE DE MATURATION DE LA NOUVELLE EXPERIENCE
D'INTEGRATION MAGHREBINE

Juste après l'arrêt du processus d'intégration maghrébine qui avait démarré en 1964, l'Algérie et le Maroc entrent en conflit politique et diplomatique. Le Maghreb entame alors une période marquée par une absence quasi totale de relations économiques significatives entre les anciens partenaires et ce jusqu'au début des années 1980. La Tunisie va être d'ailleurs le centre de gravité de la relance de la coopération économique, principalement bilatérale, dans la région.

Nous avons réuni dans le tableau qui suit l'ensemble des accords bilatéraux, surtout, mais aussi multilatéraux qui ont été conclus entre les pays maghrébins depuis la fin de la décennie 70 jusqu'à la signature du traité de Marrakech portant constitution de l'Union du Maghreb Arabe (L'UMA).

Nous reprenons ici seulement quelques dates significatives du point de vue de la maturation de la nouvelle tentative d'intégration économique maghrébine car la relance du processus maghrébin ne date pas de la première réunion des cinq Chefs d'Etat à Zéralda (Algérie) le 10 Juin 1988 mais a été longuement préparée.

En Février, puis en Septembre 1981 la coopération algéro-tunisienne reprend par la signature de trois importantes conventions. La convention à caractère économique portait sur la création d'une banque mixte (1) dite du "Maghreb arabe" qui doit servir entre autres, à financer les nombreuses sociétés conjointes créées (une dizaine).

(1) Les deux autres conventions portaient l'une sur la création d'une agence pour la jeunesse et l'autre sur la création de deux Instituts de formation supérieure de cadres.

En Mars 1983 cette coopération tuniso-algérienne devient globale, et s'étend à tous les domaines par la signature entre les deux pays d'un traité d'amitié de fraternité et de concorde portant sur vingt ans (1). Il y a mise en place de commissions mixtes et élaboration d'un programme conjoint de mise en valeur des zones frontalières (2).

En Mars 1984 la circulation des personnes et des biens fait l'objet d'un accord. Un autre accord améliorant les conditions de transit dans chacun des deux pays est conclu.

A Alger la réunion de la commission mixte renforce la coopération bilatérale par la signature d'un traité consulaire, d'un accord de coopération industrielle visant la réalisation de plusieurs sociétés mixtes ainsi que de deux accords entre les banques d'Etat et les Trésors des deux pays.

Toujours en 1981, la Tunisie relance la coopération économique bilatérale avec la Lybie par la signature d'un nouveau protocole d'accord commercial qui prévoit une extension de la franchise douanière et l'octroi d'une préférence particulière aux produits originaires des deux pays.

De même un programme de coopération touristique est mis au point qui porte sur la participation lybienne au capital de la Société "Dar Jerba" pour 46,6 % et formation du personnel lybien dans les écoles hôtelières de Tunisie.

en Décembre 1983 la Tunisie et la Lybie s'accordent à privilégier dans leur coopération économique bilatérale :

- 1 - les échanges commerciaux
- 2 - la coopération dans le domaine de la main d'oeuvre.

(1) La Mauritanie rejoindra les deux pays en Décembre 1983 en apposant sa signature sur le traité.

Mais c'est en 1987-1988 que la coopération tuniso-lybienne atteint un rythme soutenu. Dans le domaine énergétique notamment, il y a signature d'un accord pour l'exploration et l'exploitation conjointe du plateau continental, celui-ci même qui précisément a constitué jusque là un point de discorde entre les deux pays. Une société mixte tuniso-lybienne est créée pour l'exploration de 3000 km². De même dans les domaines de l'électricité et de la main d'oeuvre il y a d'une part connexion des réseaux électriques et d'autre part envoi par la Tunisie de 10 000 travailleurs et 400 cadres en Lybie.

L'année 1981 est aussi pour la Tunisie l'année de relance de la coopération économique avec le Maroc. En Mars 1981 en effet plusieurs accords bilatéraux sont signés entre les deux pays principalement dans les secteurs de la mécanique, des textiles, de l'électricité et de l'agriculture.

En Octobre de la même année est signée à Rabat une convention commerciale couvrant de manière réciproque un contingent annuel de produits industriels libres à la circulation entre les deux pays.

Au mois de Juin 1982 est créé le premier projet industriel maroco-tunisien "Maghreb Machines à Bois" de même que sont étendus les projets de création d'une unité de production de popeline, d'une usine de production de moteurs et de fraiseuses. Il y a enfin coopération dans le domaine minier.

La Lybie et le Maroc rétablissent leurs relations diplomatiques en Juillet 1981 et une série d'accords notamment dans le domaine du commerce et de la main-d'oeuvre sont signés entre les deux pays.

En 1984 il y a signature entre le Maroc et la Lybie d'un traité portant union entre les deux pays, l'Union Arabo-Africaine (l'UAA qui sera rompue en AOÛt 1986).

Il est facile de constater ainsi que le début des années quatre vingt (80) marque la reprise de la coopération économique maghrébine. Celle-ci s'organise, s'institutionnalise, touche à des secteurs de plus en plus nombreux. Nous avons regroupé dans les tableaux qui suivent l'ensemble des accords de coopération économique qui ont été conclus de 1976 à 1989 entre les pays maghrébins soit à un plan bilatéral (plus nombreux) qu'à un plan multilatéral.

ACCORDS BILATERAUX ENTRE LES PAYS DU MAGHREB
(1976-1989)

28

Secteurs Partenaires	Transports Communications	Industrie	Energie	Agriculture	Ressources humaines sécurité sociale	Finances	Commerce	Coopération générale
Tunisie-Maroc	Entretien interministériel sur la création d'une ligne maritime tuniso-marocaine (Déc. 1980). Création d'une chambre hôtelière (Mai 1981).	Accords conclus au Maroc entre hommes d'affaires, dans le secteur des textiles et de la mécanique (Mars 1981). Autres projets : Sociétés mixtes chargées de réaliser des biens dont l'importation est commune aux deux pays (pièces en fonte et acier) (Mars 1981). Accords de coopération : - fabrication de tours à métaux et de traqueuses (au Maroc). - Prise de participation dans la SIE CEM (par la Tunisie) : projet de diversification de la gamme des produits. - Fabrication de machines à travailler le bois (en Tunisie). - Fabrication d'engrais et de réducteurs de vitesse. - Projet de forge industrielle devant être fonctionnelle en Mai 89). - Création d'unités de production de popeline d'une usine de production de moteurs et de traqueuses pour le marché des 2 pays (Juin 1982).	Création d'un organisme mixte de coordination (en 1976). Accord conclu entre hommes d'affaires, dans le secteur de l'électricité (Mars 1981).	Signature à Rabat d'un accord oléicole (Juin 1976). -Création d'un organisme mixte de coordination (en 1976). - Loi N° 79-01 portant ratification du protocole relatif à la coopération entre les Etats du Nord de l'Afrique dans la lutte contre la désertification (Janv. 1979). - Accords à Rabat portant sur coopération technique (élevage et production laitière). - Accord conclu entre hommes d'affaires, dans le secteur de l'agriculture à l'issue d'une visite au Maroc (Mars 1981). - Signature à Rabat d'un PV relatif à la coopération agricole (Juin 1981). - Signature à Rabat portant sur le développement de la coopération dans le domaine de l'agriculture (Mars 1982).	Conclusion d'un accord, à Rabat, de coopération entre les écoles d'ingénierie des deux pays (Janv. 1982). Signature à Rabat d'accord dans le domaine de l'enseignement et de la recherche scientifique (Mars 1982).	Projet sur un consortium dont le rôle serait de financer la réalisation des projets communs. Réaménagement de la convention régissant les rapports entre les trésors tunisiens et marocains.	Signature à Rabat d'un protocole additionnel à la convention commerciale : création d'une chambre de commerce Maroc-Tunisie (Janv. 1979). Entretien interministériel sur une ouverture d'une représentation commerciale de la Tunisie à Casablanca (Dec. 1980). Accords de coopération : - Développement des échanges commerciaux et industriels. - Signature d'une convention commerciale et tarifaire préférentielle (en 1981). Autres projets : - Intensification de courants d'échanges entre les deux pays. - Ouverture réciproque d'un contingent annuel touchant des produits industriels (signé à Rabat) (Dec. 1981). - A hauteur de 5 millions de dinars tunisiens à l'importation à partir du Maroc et de 50 millions de DH marocains à l'importation à partir de la Tunisie (en 1981). - Décret N° 1-31-401 portant promulgation de la loi N° 21-81 portant approbation du principe de la ratification de la convention commerciale et douanière entre le Maroc et la Tunisie fait à Tunis Dec. 1980 (Mars 1982). - Echange en zone franche (prévu) l'échange préférentiel se pratique depuis 1980.	-Création d'une grande commission mixte (Juin 1980). -Echanges à Tunis des instruments de ratification de l'accord de coopération économique et technique conclu avec le Maroc en Juin 1980 (Fév. 1981). - Dahir N° 1-31-22 portant publication de l'accord de coopération économique et technique entre le Maroc et la Tunisie (Av. 1981). - Décret N° 31-171 portant publication de l'accord de coopération économique et technique entre la Tunisie et le Maroc (Dec. 1981).
Tunisie-Lybie	-Reprise des relations aériennes et téléphoniques entre la Lybie et la Tunisie. -Un programme de coopération touristique entre les deux pays est mis au point.	Etude préliminaire en vue de la création en Tunisie d'installations de filature tuniso-lybienne. -Fabrication de nitrate d'urée. -Des groupes de travail mixtes ont été constitués pour évaluer et déterminer les possibilités de coopération dans le secteur industriel (Dec. 1983).	-Accord portant sur la prospection en commun sur leur plateau continental (Fév. 1973). -Procès verbal de la commission mixte tuniso-lybienne pour la création d'un réseau électrique (Juin 1981).	-Accord créant une société mixte chargée de la réalisation en Lybie par des Sies tunisiennes d'un programme d'élevage. -Création d'une pépinière commune, réactivation de la SIE tuniso-lybienne de pêche, coordination des échanges en matière agricole (Août 1977). -La Lybie financera un projet agricole à Sidi Barrani et un autre dans les Oasis du Sud tunisien (Août 1977). -Signature des PV des réunions de travail tenues à Tunis depuis le 27 et consacrée à l'accord de coopération agricole conclu avec la Jamahiriya (Oct. 77). -Contrat de mise en valeur de 243 000 ha, construction de 1040 fermes, plantation de 25 millions d'arbres dans les palmeraies lybiens de Sidi Kharr par la SIE tunisienne Bouchamaoui (Juin 1978). -Audit à l'accord agricole lybio-tunisien signé à Tunis. -Exonération des droits de douane sur les produits agricoles tunisiens exportés (Janv. 1979). -Accord important	-Accords sur la fourniture d'une assistance technique et de main-d'œuvre par la Tunisie dans les secteurs de l'agriculture, pêche (Août 1977). -Accord à Tunis. Envoi en Jamahiriya arabe lybienne d'ouvriers tunisiens non spécialisés permanents saisonniers et techniciens spécialisés dans différentes branches agr. (Oct. 77). -Accord portant sur le renforcement et le développement de la coop. dans les domaines de l'industrie et de l'agriculture de la formation prof. de main-d'œuvre (Mai 1978). -Mise en oeuvre de décisions conjointes sur la coop. dans le domaine de la Main-d'œuvre (Dec. 83). -Accord portant sur l'envoi de professeurs et d'instituteurs tunisiens en Lybie au titre de la coop. (Juin 1978). -Engagements lybiens de régler le contentieux sur les avoirs des ressortissants tunisiens (Juin 1987). -Début de transferts par la Lybie à la Tunisie des pensions des produits agricoles tunisiens exportés (50 000 dollars). -Accord important	-Accord d'un prêt de 15 millions de D.T pour financer des projets de développement (Juin 1977). -Constitution à Tunis d'une chambre économique mixte (Janv. 1978). -Accord pour la création d'une banque mixte au capital de 100 millions de DT et destinée à financer des projets industriels communs (Dec. 83). -Loi N° 34-54 portant ratification de la convention de l'accord signé à Tunis le 1er de 1983 entre la RT et la JALPS et relatif à la création d'une banque commune et d'une banque off shore et autorisant l'Etat à souscrire au capital de la banque arabe tuniso-lybienne de développement et au commerce extérieur (Juin 84). -Loi N° 1-33 portant ratification par la Lybie des accords et conventions signés en 1984. Création d'une banque mixte (Av. 1983).	-Contrat de vente de la Jamahiriya achetée 10 000 tonnes d'huile d'olive tunisienne (Août 77). -Accord et PV sur l'huile d'olive (Dec. 1982). -Une commission mixte sectorielle du commerce est instituée afin d'évaluer périodiquement la situation des échanges, de lever les difficultés et intensifier des échanges commerciaux (Dec. 1983). -Accord avec la Lybie d'un accord de développement des échanges commerciaux à la suite de la réunion de la grande commission mixte de coopération (Dec. 1984).	-Signature d'un accord portant création d'une chambre économique mixte (Janv. 1978). -Réunion de la commission mixte lybio-tunisienne création d'une organisation commune d'investissement et d'entreprises mixtes. (Juin 1983).

29

Secteurs	TRANSPORTS	INDUSTRIES LEGERES	INDUSTRIE LOUEE	ENERGIE	AGRICULTURE	MAIN D'OEUVRE ET SECURITE SOCIALE	FINANCES	COMMERCE
Pays								
ALGERIE-TUNISIE	<ul style="list-style-type: none"> - Création d'une Sté mixte de transports maritimes le 30.05.83 (la Tunisie en demande l'ouverture aux capitaux étrangers) - Projet création d'une Sté mixte d'études et de réalisation de travaux de voies et du génie civil (lancement en cours à Janvier 1989) - Projet création d'une Sté mixte de transports internationaux de marchandises (SOTANAL) (protocole signé en sept.1983) 	<ul style="list-style-type: none"> - Sté mixte de production de ciment plant SOTACIS implantée en Tunisie (il est prévu l'entrée de la Lybie dans le capital de la Sté) (régie la production des cimentiers) 	<ul style="list-style-type: none"> - Projet équipements agricoles - SOMITRA : production de transformateurs de grande puissance implantée en Algérie - SOMATON : fabrication de machines à travailler la soie (située en Algérie) - SOMIPLAST : fabrication de machines pour le plastique (située en Algérie) - MATAL : fabrication de voitures à tisser (implantée en Tunisie) - SARMO : fabrication de matériaux d'acier de petite puissance (située en Tunisie) - ATAC : réalisation des structures métalliques (située en Tunisie) 	<ul style="list-style-type: none"> - Projet hydroélectrique (siège en Tunisie) dont l'activité est prévue - Projet Irén (G-1) en Aloudan (les im- munisations du Fonds des Nations Unies pour l'Environnement) 	<ul style="list-style-type: none"> - Sociétés mixtes - Prouve pour la création d'une Sté mixte d'agriculture a été signée en Juin 1980. - Autres accords et conventions - Convention concernant les conditions d'emploi et de travail des expatriés signée en Juin 1983 - Convention de coopération agricole signée en Juin 1983 - projet de convention entre l'Algérie et la Tunisie 	<ul style="list-style-type: none"> A) Main d'œuvre - Convention d'établissement signée le 26.01.80 (relative au décret 21.103 du 12.07.1981, Accord un statut particulier aux ressortissants tunisiens) B) Sécurité sociale - Convention générale de sécurité sociale a été signée en Avril 1982. 	<ul style="list-style-type: none"> - Banque de coopération du Maghreb arabe (institutions des tunisiens) s'associer aux entreprises publiques algériennes 	<ul style="list-style-type: none"> - Convention commerciale et tarifaire signée le 9 Janvier 1981 - protocole additionnel signé le 17.03.1984 - Les produits originaires et en provenance de chacun des territoires sont échangés en franchise des droits et taxes de douane - Le règlement des échanges se fait en devises convertibles
ALGERIE-LYBIE	<ul style="list-style-type: none"> - Création d'une Sté mixte de transports maritimes CALTRAM le 16.10.1983 (siège en Algérie) - Projet de création d'une Sté mixte de transports terrestres (Convention signée en Mars 1972, projet non réalisé) - Diminution lyonnaise à SNIT pour être ingénieur conseil pour la mise en place du réseau ferroviaire 	<ul style="list-style-type: none"> - Projet de création d'une Sté d'échanges de matériaux de construction (située en Lybie) (en cours de réalisation) 	<ul style="list-style-type: none"> - Projet de Sté mixte de fabrication de moteurs diesel haute puissance (implantée en Algérie) - Projet de Sté mixte pour la fabrication de boîtes à vitesses - Sté de montage de véhicules légers tout terrain (implantée en Algérie) - Projet de Sté mixte de fabrication d'aluminium (située en Lybie) - projet machines à tisser (une usine en Lybie et une usine en Algérie) - Projet de Sté mixte de fabrication de véhicules particuliers (implantée en Lybie) 	<ul style="list-style-type: none"> - Projet de création d'une Sté mixte de traitement du gazoduc Oued Salal (Algérie) Zouara (Lybie) (siège en Houliand) - Sté mixte d'exploitation et de production des hydrocarbures (située en Algérie) - Sté mixte de géophysique dont le siège est en Lybie - Sté mixte de pétrochimie (projet PHAD) en Algérie et polypropylène en Lybie (Protocole d'accord signé en Juin 1983, mais non encore ratifié) 	<ul style="list-style-type: none"> - Convention phyto-sanitaire - Convention sanitaire-vétérinaire - Convention de lutte anti-muricide - Les trois (3) conventions ont été signées les 27 et 18.01.1983 	<ul style="list-style-type: none"> A) Main d'œuvre - Accord de coopération dans le domaine du travail et des ressources humaines a été signé le 30.11.1982 en vue d'implémenter les mouvements de main-d'œuvre et de garantir les droits des deux (2) pays B) Sécurité sociale - Accord cadre de sécurité sociale a été signé en Décembre 1982, mais reste soumis à la ratification par les deux pays 	<ul style="list-style-type: none"> - Compagnie de réassurance (ACORE) basée à Londres (institutions de gestion renforcées) 	<ul style="list-style-type: none"> - Convention commerciale et tarifaire signée le 1.12.1967 - Les produits originaires et en provenance du territoire ouvrier de chaque partenaire sont échangés en franchise des droits et taxes de douane (60 % de taux d'intégration) - Les 2 parties s'engagent à donner des licences d'importation pour l'importation de ces produits (mutuels) - Les règlements s'effectuent en devises convertibles ou conformément aux arrangements des 2 parties contractantes.
ALGERIE-MAROC	<ul style="list-style-type: none"> - Projet de création d'une Sté mixte de fabrication de rails - Projet de création d'une Sté mixte relative à une double d'hotels touristiques 	<ul style="list-style-type: none"> - Création en 1976 d'une Sté mixte de ciment CIMAR (située à Oujda - Réalisée par la partie marocaine Participation algérienne en voie de règlement) 	<ul style="list-style-type: none"> - Sté de trading (COGECIM) (implantée au Maroc) 	<ul style="list-style-type: none"> - projet de Sté mixte d'activités techniques et économiques relatives au gazoduc Algérie, Maroc, Europe 	<ul style="list-style-type: none"> - projet de convention de coopération dans le domaine de la justice administrative a été remis à la partie marocaine - projet de convention sanitaire-vétérinaire sera soumis à la signature des deux parties lors de la prochaine session de la grande commission mixte 	<ul style="list-style-type: none"> A) Main d'œuvre - Convention signée le 13.01.1983 modifiée par le protocole du 13.01.89 (relative au titre des droits économiques, la légalité fiscale et l'accès à la propriété immobilière et aux professions réglementées) B) Sécurité sociale - Convention générale de sécurité sociale a été soumise à l'Algérie le 23.12.1980 (non encore ratifiée par l'Algérie) 	<ul style="list-style-type: none"> - Accord cadre entre la BADR et des partenaires marocains dans l'agro-alimentaire (projet) - Sté de trading entre le CPA et un groupe privé marocain 	<ul style="list-style-type: none"> - Convention commerciale et tarifaire signée le 17.03.73 (Les produits originaires et en provenance du territoire de chacun des 2 pays s'échangent en franchise des droits et taxes de douane) - Les opérations de réexportation des produits s'effectuent en devises convertibles
	<ul style="list-style-type: none"> - 2- Lorsque l'état de la structure du transport aérien est considéré le déficit du poste "transport aérien" dans la balance des paiements de l'Algérie dans ses relations commerciales avec le Maroc, la Tunisie et la Lybie. En effet, alors que l'Algérie représente 66 à 68 % de la demande bilatérale de transport aérien, elle n'encaisse que 32 à 33 % du poste rapatriement des recettes en devises, d'un montant à hauteur de 8 à 12 %. 					<ul style="list-style-type: none"> - Arrangements bancaires entre la BCA et chacun des instituts d'émission (Tunisie - Maritane - Lybie) datant de 1974. Doivent être réexaminés. En cours avec le Maroc - projet de création de Sté mixte de réassurance - projet de convention pour la suppression de la double imposition. 		

30

ACCORDS BILATERAUX ENTRE LES PAYS DU MAGHREB
(1976-1989)

Transports Communications	Industrie	Energie	Agriculture	Ressources Hum. sécurité sociale	Finances	Commerce	Coopération générale
<p>Création de liaisons aériennes directes entre les deux pays (en 1983).</p> <p>- Les compagnies Royal Air Maroc et Libyan Airlines ont signé un protocole d'accord de coopération dans les domaines d'équipement et de formation de personnel aéronautique (en 1984).</p>	<p>-Création d'industries textiles :</p> <p>- création d'industries alimentaires</p> <p>-création d'industries du cuir</p> <p>- création d'industries pharmaceutiques.</p>	<p>-Accord pour l'échange d'experts techniques dans le domaine de lutte contre l'érosion des sols et le reboisement. (Janv. 1977).</p>	<p>-Convention signée sur la main-d'oeuvre.</p> <p>-Accord de coopération dans le domaine de la main d'oeuvre. (Juil. 1981)</p> <p>- Envoi d'un contingent d'ouvriers spécialisés dans les programmes d'équipement et de construction auxquels il était associé (en 1983).</p>		<p>-Loi N° 1.85 portant ratification par la Lybie des accords et conventions signées en 1984 qui prévoyaient la création d'une banque de soutien à l'investissement et le traité de l'Union Arabe Africaine du 13.08.1984 (Av. 1985).</p> <p>- Signature entre la BNCE et le crédit arabe lybien extérieur d'un accord aux termes duquel la Lybie accorde un prêt de 100 Millions de dollars au Maroc (1985).</p>	<p>-Accord de coopération commerciale (Juil. 1981).</p> <p>-Engagement du Maroc à importer du pétrole Lybien (en 1983).</p>	<p>-Signature entre les deux pays d'une convention pour le renforcement de la coopération bilatérale (26 Janv. 1984).</p> <p>-Signature à Oujda entre le Roi Hassan II et le Colonel Kadhafi d'un traité "d'Union Africaine" instituant une union d'Etats entre le Maroc et la Lybie (13 Août 1984)</p> <p>-Dahir N° 1.55.51 du 3.06.1985 portant publication du traité instituant une Union d'Etats entre le Royaume du Maroc et la J.A.L. fait à Oujda (le 13 Août 1984) les annexes (Juin 1985). (1)</p>

Dans le cadre de l'UAA les deux partenaires avaient convenu :

- d'oeuvrer pour la réalisation en 1986 du projet de société arabo-africaine de prospection pétrolière.
- d'accélérer l'élaboration des études relatives à la réalisation d'un projet commun dans le domaine des engrais chimiques à base de phosphates marocains et de gaz naturel lybien, ainsi que les études concernant l'exploitation des gisements de fer du Rif pour l'approvisionnement du complexe sidérurgique lybien de Misurata.

Les décisions suivantes ont d'autre part été prises :

- Approbation de l'accord sur la création de la société arabo-maroco-lybienne de construction, d'équipement de maintenance.
 - Exonération des entreprises marocaines des cautions bancaires et leur enregistrement avec facilité auprès des services lybiens compétents.
 - création d'une société mixte des pêches maritimes et étude d'un projet de création d'une ligne maritime entre le Maroc et la Lybie.
 - création d'une commission technique pour l'étude des moyens susceptibles de développer l'action commune dans le domaine de l'agriculture.
 - Prise en considération des projets mixtes dans l'élaboration des prochains plans de développement des deux pays.
 - augmentation des liaisons aériennes entre les deux pays.
- Pour ce qui est de la santé publique, de l'emploi, de la sécurité sociale, de la coopération culturelle et de la recherche scientifique, il a été décidé de tenir des réunions des commissions mixtes pour mettre au point les modalités d'application des accords convenus.

ACCORDS MULTILATERAUX ENTRE LES PAYS DU MAGHREB
(1976-1989)

Partenaires	Secteurs	Industrie - Energie	Agriculture
Lybie-Maroc-Tunisie		Installation d'une usine de fabrication des compresseurs ; les études de faisabilité sont établies. Projet qui pourrait être élargi à l'Algérie (le site pressenti est en Algérie).	
Algérie-Maroc-Lybie-Mauritanie		<p>Complexe sidérurgique conjoint. L'objectif du projet est d'augmenter l'autonomie du secteur des produits sidérurgiques</p> <p>Projet d'ouverture de négociations à son sujet entre les quatre pays.</p>	
Algérie-Maroc-Lybie-Tunisie		<p>-Création d'une société tripartite Algérie-Tunisie, Lybie de transports de gaz.</p> <p>-Existence d'un projet de fabrication de tracteurs (agricoles arabes) Algérie Tunisie-Mauritanie Lybie.</p>	<p>Signature d'un accord entre les cinq (05) pays de la ceinture verte qui précise que le nouveau siège du secrétariat permanent du comité mixte de lutte contre la désertification est à Tunis (en 1978).</p> <p>Décret N° 82-437 portant ratification du protocole de coopération entre les pays d'Afrique du Nord en matière de lutte contre la désertification signé au Caire le 5 Février 1977. (Décembre 1982).</p>

L'idée d'un maghreb communautaire réapparaît concrètement et notamment sur le terrain économique. Mais c'est la reprise d'abord timide et discrète (première rencontre entre les deux Chefs d'Etat algérien et marocain le 26 Février 1983), puis officielle et intense, entre le Maroc et l'Algérie (deuxième rencontre entre les deux Chefs d'Etat le 4 Avril 1987) qui va faire faire un bond qualitatif important au projet du "Maghreb économique". En effet juste après la reprise des relations diplomatiques entre les deux pays l'ouverture des frontières et la mise en place d'une commission mixte au Mois de Mai 1988, il y eut le sommet maghrébin de Zéralda en Algérie (10 Juin 1988) où pour la première fois les cinq Chefs d'Etat maghrébins se réunissent et décident de la reprise du processus d'intégration maghrébine.

La mise en place d'une commission dénommée la "Grande Commission" et de cinq sous-commissions spécialisées est décidée par le Sommet de Zéralda (1). La Grande Commission et ses cinq sous-commissions vont travailler sans relâche jusqu'au Sommet de Marrakech qui a lieu les 16 et 17 Février 1989.

(1) La "Grande Commission" regroupe les premiers Ministres de chaque pays (l'Algérie y est représentée par le coordonnateur du Parti du FLN) et les Présidents des sous-commissions spécialisées : la première dans l'économie, la seconde dans les finances, la troisième dans la culture, l'éducation et l'information, la quatrième dans la sécurité et la cinquième dénommée commission politique.

1989 : LA CREATION DE L'UMA

Le Sommet de Marrakech s'est achevé par la signature d'un traité créant l'Union du Maghreb Arabe ou UMA, une déclaration commune et l'adoption des procès-verbaux des réunions de travail des cinq sous-commissions spécialisées. On peut déjà à ce niveau d'analyse relever trois éléments nouveaux qui différencient l'expérience actuelle de l'UMA de l'expérience passée du CPCM.

- 1 - Il y a un traité de base qui crée l'Union Maghrébine et qui est au plan juridique plus contraignant qu'une simple déclaration.
- 2 - Le projet d'intégration retenu adopte une démarche globale touchant à l'ensemble des dimensions et non plus la démarche sectorialisée qui a caractérisé la première expérience.
- 3 - Le Maghreb va se construire à cinq et non plus à trois ou au mieux à quatre comme l'a été l'expérience passée.

Examinons à présent le contenu économique des textes créant et organisant l'UMA.

A - Le traité de Marrakech

Deux articles du traité touchent aux aspects économiques de l'intégration maghrébine. L'article 2 qui stipule : "l'Union se propose de ... travailler progressivement à réaliser entre les Etats membres la libre circulation des personnes et le libre mouvement des services, des marchandises et des capitaux", et l'article 3 qui précise : "la politique commune mentionnée dans l'article précédent

visé à réaliser les objectifs suivants : ... dans le domaine économique, réaliser le développement industriel agricole, commercial et social des Etats membres et prendre toutes les dispositions nécessaires dans ce sens notamment par la création de projets communs et la préparation de programmes généraux et spécifiques adéquats..."

Le degré de généralité retenu dans la rédaction de ces deux dispositions va autoriser plusieurs interprétations quand à la nature et à la méthode de réalisation du Maghreb économique. Ces interprétations diversifiées vont d'abord être l'oeuvre des co-signataires. En effet s'il y a un consensus de nature économique qui vise notamment à assurer la libre circulation des personnes et le libre mouvement des services, des marchandises et des capitaux, il y a des divergences quant à la démarche à adopter pour y arriver. La Tunisie recommande de construire le Maghreb économique par étape de la zone de libre échange à l'union économique avec une structure fixe et un programme planifié comme on a été construire la CEE. L'Algérie et le Maroc proposent quant à eux de renforcer la coopération et les complémentarités bilatérales en développant simultanément les relations commerciales et la coopération productive en mettant en place une structure communautaire lâche une stratégie par étape mais sans calendrier précis. La Lybie quant à elle recommandait d'aller directement à la confédération maghrébine avec un "drapeau maghrébin" et une carte d'identité commune aux cinq pays, garantissant une totale liberté de circulation des biens et des personnes. Une telle union politique n'est de toute manière pour les lybiens qu'une phase dans la voie de l'Union Arabe.

La Mauritanie pour sa part à une démarche hésitante ne rejetant de manière précise aucune méthode proposée mais n'appuyant non plus aucune orientation clairement définie.

B - L'édifice institutionnel de l'UMA

Six structures permanentes et hiérarchisées composent l'édifice institutionnel de l'UMA qui contrairement à celui mis en place lors de la première expérience dispose au niveau du Conseil suprême de pouvoirs de décision.

Il y a en premier lieu le Conseil Suprême qui regroupe les cinq Chefs d'Etat et qui se réunit deux (02) fois par an. La présidence est tournante à chaque session (tous les six mois). Le Conseil Suprême dispose d'un secrétariat permanent rattaché au Président en exercice du Conseil Suprême.

Le Haut Conseil est la seconde structure de l'édifice. Il regroupe les premiers Ministres (ou équivalents) des cinq pays maghrébins.

Le Haut Conseil se réunit à la demande du Conseil Suprême.

La troisième structure est constituée par le Conseil des Ministres qui regroupe les Ministres des affaires étrangères des cinq pays.

Le Conseil des Ministres prépare les réunions du Conseil Suprême.

Le Comité de suivi se présente comme la "cheville ouvrière" de l'UMA. Il regroupe les secrétaires d'Etat chargés des affaires maghrébines. Il veille au suivi des décisions du Conseil Suprême. Il prépare les réunions du Conseil des Ministres. Il se réunit autant de fois que nécessaire. Le Comité de suivi vient de se doter de quatre commissions spécialisées au sein desquelles travaillent les Ministères concernés (et non pas obligatoirement les Ministres concernés) organisés en groupes ad-hoc et non pas en structures permanentes. Ces commissions spécialisées sont :

- la commission sécurité alimentaire
- la commission économique et financière
- la commission infrastructure de base
- la commission ressources humaines(1).

Les deux commissions qui doivent se réunir avant la fin de l'année sur décision du Comité de Suivi et vu l'importance des dossiers à traiter sont la commission sécurité alimentaire et la commission ressources humaines. Ces deux commissions doivent proposer des projets de dispositions et de décisions à prendre par le Sommet de Tunis qui est prévu pour le mois de Janvier.

Deux autres structures sont prévues par le traité de Marrakech et ont été mises en place :

Le Comité consultatif composé de cinquante (50) membres à raison de dix députés par pays (2). Le Comité Consultatif se réunit une fois par an pour examiner les décisions prises par le Conseil Suprême et suggéré des dossiers à étudier.

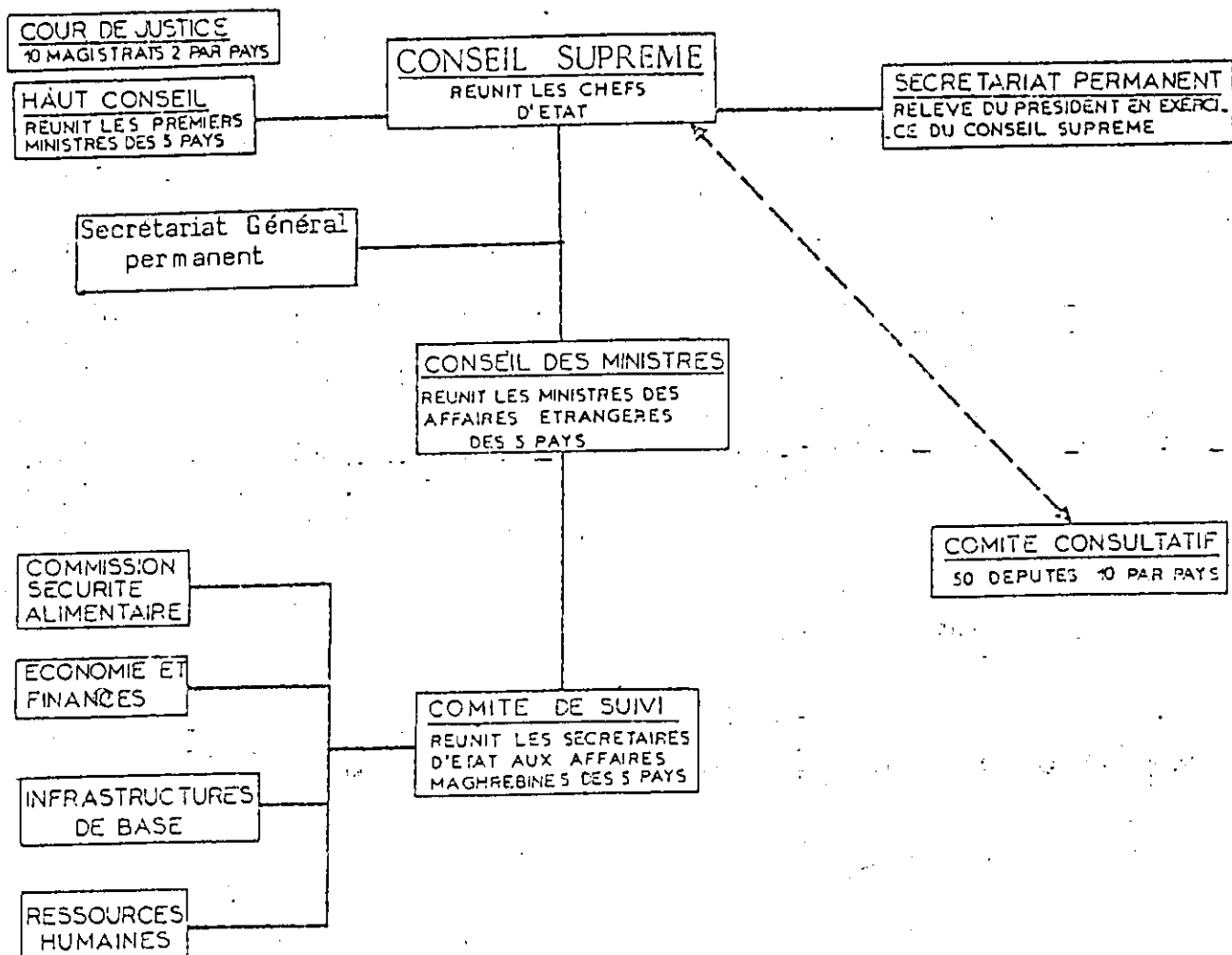
La Cour de justice composée de dix (10) membres à raison de deux (02) magistrats par pays. Elle dispose d'un budget autonome, élit son président. Elle est chargée d'aplanir les difficultés d'interprétation et de mise en oeuvre des traités et accords soumises par l'un des Etats ou par le Conseil Suprême. Ses décisions sont exécutoires et sans appel.

Nous reconstituons dans le schéma qui suit l'édifice institutionnel de l'UMA.

(1) La Lybie a proposé la mise en place d'une structure chargée de la coordination en matière de sécurité. le comité de suivi n'a pas retenu cette proposition n'y voyant pas d'utilité pour l'instant.

(2) Le Comité Consultatif a été élargi et comprend dorénavant 20 députés

L'EDIFICE INSTITUTIONNEL DE L'U.M.A



LA COOPERATION ECONOMIQUE
INTRA MAGHREBINE : DU BILATERALISME
AU MAGHREB ECONOMIQUE

Lorsqu'on examine l'état des relations économiques intra maghrébines et le niveau du potentiel productif de la région, il est facile de comprendre l'importance du projet unioniste pour les économies en présence. En effet alors que la sous région maghrébine se présente comme celle qui, dans le continent africain, possède le plus de facteurs porteurs de coopération économique intra régionale, celle-ci est aujourd'hui presque purement symbolique, même dans le domaine des échanges commerciaux où le Maghreb commerce principalement avec les pays du Nord et parmi eux surtout l'Europe communautaire. Une première tentative de rattrapage de ce "manque à gagner" a été entreprise de 1965 à 1975 avec "l'expérience du CPCM". Elle a malheureusement avortée comme nous avons pu le montrer dans la première partie de ce rapport. La récente création de l'UMA est la seconde tentative de développement de la coopération économique régionale. Nous examinons à présent les objectifs de cette nouvelle expérience et les conditions à réunir pour lui assurer quelques chances de succès. Cette fois-ci les obstacles à lever semblent avoir été bien identifiés, les étapes à franchir définies et les instruments notamment institutionnels mis en place.

Pour bien mesurer le chemin à parcourir et mieux apprécier la teneur du programme d'action de l'UMA nous présentons dans un premier chapitre l'état des relations économiques intra-maghrébines notamment dans leur volet commercial. Le second chapitre analysera les obstacles à lever pour passer du bilatéralisme commercial à l'union douanière puis au marché commun. Le chapitre III traitera de la coopération productive maghrébine notamment dans ses volets industriel et agricole.

A - BILAN DES ECHANGES COMMERCIAUX INTRA MAGHREBINS

I - LES ECHANGES COMMERCIAUX INTRA-MAGHREBINS PAR LES CHIFFRES

D'une manière générale, les échanges commerciaux entre les pays du Maghreb sont faibles, peu diversifiés et fluctuants. (1).

L'essentiel de ces échanges se fait entre d'une part le groupe Tunisie, Algérie et Lybie et d'autre part entre le groupe Maroc, Tunisie et Lybie. La part relative des flux commerciaux entre ces pays et la Mauritanie, est de loin, la plus insignifiante. Malgré l'évolution dynamique des appareils de production nationaux de chacun des pays maghrébins et les spécificités liées à chacun de ces appareils, ceux-là n'ont pu développer d'opportunités de complémentarité et de coopération commerciale.

○ La forte rigidité de la structure géographique des relations commerciales du Maghreb vis à vis de leurs partenaires étrangers, caractérise également leurs relations commerciales mutuelles.

Par ailleurs, ces échanges déjà structurellement limités, ont subi de constantes fluctuations, au gré de la conjoncture socio-politique, les faisant varier entre les niveaux modestes et l'absence totale d'échanges.

L'éventail des produits échangés, demeure particulièrement réduit. Les principaux flux portent sur les produits énergétiques, les textiles et les cuirs, les denrées alimentaires ainsi que certains produits chimiques inorganiques.

(1)- La majeure partie des échanges extérieurs des pays du Maghreb, se fait avec la CEE, principal partenaire de l'ensemble des pays de la région.

Les accords commerciaux additionnels conclus au cours des années 1980, n'ont pas entraîné une dynamisation importante des échanges, qui restent situés à près de 2% dans le commerce total de chacun des pays, ni une plus grande diversification.

Au contraire, en valeur relative, le niveau des échanges enregistré vers le milieu de la décennie 1980, a baissé par rapport à la décennie 1970, au cours de laquelle, le commerce intra-régional était de l'ordre de 10% avec une part prépondérante de la Tunisie.

Bref aperçu sur les échanges commerciaux intra-maghrébins entre les années 1960 et 1970 et jusqu'au milieu des années 1980 :

Au cours des années 1960, les flux d'échanges de biens et de services intra-maghrébins sont extrêmement réduits. La création du Comité Permanent Consultatif Maghrébin (C.P.C.M.) dont l'objectif était la promotion de la coopération économique dans la région, a eu un très faible impact.

Plus de 80% du commerce extérieur des pays maghrébins se réalisent avec l'Europe de l'Ouest, l'Amérique du Nord et l'U.R.S.S., au cours de cette période. Dans ces échanges, les pays du Maghreb importent pour plus de 40% de demi-produits, 22% de biens d'équipement et plus de 21 % de produits alimentaires.

La faiblesse des échanges intra-maghrébins, n'est que l'indicateur de la faiblesse des économies de la région durant cette phase, qui correspond au lancement des processus d'industrialisation nationaux.

Dès lors, les objectifs qui ont guidé la création du C.P.C.M. ont fonctionné plus comme un idéal unitaire à construire et n'ont pu être matérialisés dans des réalisations durables à même de participer au développement économique des pays de la région.

Mais un regroupement peut-il impulser le développement ou tout juste l'accélérer, surtout dans le cadre de logiques nationalistes ou étatiques et d'hégémonie économique ?

O Durant cette décennie, le commerce intra-régional s'est réalisé entre la Tunisie, le Maroc et l'Algérie dans le cadre d'accords strictement bilatéraux. Globalement les accords bilatéraux signés en 1964 stipulaient :

- l'admission en franchise de droits de douane sans limitation de quantité d'une première liste de produits ;

- une deuxième liste de produits faisant l'objet de restrictions quantitatives ;

- les autres produits restent soumis au tarif douanier général.

L'essentiel des flux commerciaux étaient composés de produits primaires et d'une gamme très réduite de produits issus d'industries de transformation embryonnaires.

Au cours des années 1970, le commerce intra-maghrébin quoiqu'en progression, demeure limité, au regard de l'accroissement des potentiels économiques de chacun des pays. Il représente une valeur de 40 millions de \$ (sans la Lybie et la Mauritanie) soit près de 10 % du total du commerce extérieur des pays maghrébins. En valeur relative, les exportations de chacun des pays de la région vers le Maghreb représente une moyenne de 3 à 5 % du total des exportations.

Durant cette phase, l'Algérie a réalisé des soldes excédentaires avec le Maroc et ce jusque vers le milieu des années 1970, date à laquelle ont cessé leurs échanges commerciaux à la suite de la conjoncture politique défavorable. Les taux de couverture des exportations par les importations ont évolué vers la hausse et à titre d'exemple, les exportations vers le Maroc sont passées de 32 à 254 millions DA (prix constants) entre 1966 et 1974, contre des volumes d'importation de l'ordre de 24 et 182 millions DA respectivement. Mais c'est le commerce tunisien qui a été le plus "maghrébin" durant cette période, puisque sa part est prépondérante dans les échanges intra-maghrébins, tant au niveau des importations que des exportations. C'est d'ailleurs le seul pays de la région à avoir enregistré un solde positif avec l'ensemble de ses partenaires maghrébins, au moins jusque vers le milieu de la décennie.

Comme durant la période passée, le commerce se fait surtout avec le voisin immédiat. Ainsi le Maroc commerce surtout avec l'Algérie qui est très largement à la fois son principal fournisseur et son principal client dans le Maghreb.

Quant à la Tunisie, la part du Maroc dans son commerce, minime au début de la décennie, s'est considérablement accrue vers la fin de celle-ci. Les échanges commerciaux entre le Maroc et la Tunisie ont évolué comme suit (millions DA).

	: 1966	: 1970	: 1976	: 1979 :
Imports	: 0,2	: 6,4	: 11,9	: 7,9 :
Exports	: 3,4	: 3,9	: 43,3	: 60,5 :

Le commerce de chacun de ces trois pays avec la Lybie et la Mauritanie, a été insignifiant jusque vers les dernières années de la décennie 1970.

L'autre fait intéressant à souligner est que la nature des échanges n'a pas connu durant cette phase une diversification notable. Les flux commerciaux réguliers ont porté sur le pétrole, les phosphates et quelques produits alimentaires (essentiellement l'huile d'olive). Mais la part des produits manufacturés s'est relativement développée avec la prédominance des produits algériens et tunisiens issus des industries mécaniques, des matériaux de construction et dans une moindre mesure des industries textiles.

Durant la première moitié de la décennie 1980, les échanges commerciaux intra-régionaux, restent marqués par les mêmes caractéristiques que celles observées antérieurement :

- Faiblesse chronique des échanges. En termes relatifs, ces derniers ont même regressé à cause de l'arrêt des relations de coopération entre l'Algérie et le Maroc, notamment. L'essentiel des échanges de l'Algérie au sein de la région s'effectue avec la Tunisie (46%) pays avec lequel, elle accuse d'ailleurs un déficit de sa balance commerciale jusqu'en 1987.

- Les accords commerciaux demeurent encore des accords bilatéraux. Toutefois ce qui distingue les accords commerciaux signés au cours des années 1970 de ceux conclus dans les années 1980, ce sont pour cette dernière période :

a - la suppression progressive des listes restrictives des produits bénéficiant de la franchise des droits et taxes de douane ;

b - la baisse du taux d'intégration nationale requis des produits échangés à 40 %.

Notons que l'accord entre le Maroc et la Tunisie stipule même l'exonération partielle des taxes (d'effet équivalent) qui frappent certains produits importés par les deux pays (à charge que le total des taxes exonéré ne dépasse pas 20 % de la valeur CIF des produits). A cela s'ajoute l'ouverture d'un contingent réciproque pour les produits industriels.

- La structure des échanges intra-maghrébins n'a pas subi de changements considérables par rapport à celle des années 1960 et 1970. Les produits primaires continuent d'être dominants, malgré la baisse des volumes de produits alimentaires dans les échanges, sauf pour la Lybie qui commence à être un exportateur de céréales au Maghreb, plus précisément vers la Tunisie. A côté des produits primaires (pétrole et

dérivés, phosphates, minerais...), on assiste à un plus grand effet de diversification de la gamme des produits industriels échangés. Mais, il est important de noter que les produits industriels échangés sont pour l'essentiel issus des industries de transformation (biens de consommation finale : textiles ; papiers ; produits chimiques) ou sont encore des demi-produits bien que dans une moindre proportion.

Situation actuelle du commerce intra-maghrébin par pays.

Après avoir stagné à des niveaux faibles, les échanges intra-maghrébins enregistrent depuis ces quelques dernières années une légère progression qui semble augurer d'un dynamisme plus accentué dans les relations de coopération économique entre les pays du Maghreb.

En millions de dollars la valeur du commerce intra-maghrébin de chacun des pays a été le suivant en 1988 :

	:Algérie:	Lybie :	Maroc :	Mauritanie :	Tunisie:	Total :
Algérie	: -	: 29	: 5,5	: 5,5	: 78	: 118
Lybie	: 8,2	: -	: 0,9	: -	: 7,7	: 16,8
Maroc	: 10,7	: 96	: -	: 3,2	: 4,8	: 114,7
Mauritanie	: 3,3	: -	: 0,23	: -	: -	: 3,53
Tunisie	: 57	: 37	: 11,5	: 0,16	: -	: 105,6

Source : "Tijaris" ; "Inter-Maghreb trade relations".
Banque Islamique de développement.

En valeur relative, les échanges commerciaux intra-maghrébins demeurent globalement faibles puisqu'ils se situent à 2 % en moyenne du commerce extérieur total des pays de la région.

Au niveau des exportations, le Maroc est le principal fournisseur des pays maghrébins avec une part relative de 39 %, suivi par l'Algérie 29 % et la Tunisie 26 %, du total des exportations intra-maghrébines. Ainsi 95 % de l'ensemble des exportations, à l'in-

En matière d'importations, la Lybie et la Tunisie sont les principaux clients du marché maghrébin et totalisent à eux deux 70 % des importations en provenance de la région.

Mais ces parts d'échanges commerciaux intra-maghrébins sont extrêmement minimales dans le commerce extérieur de chacun des pays membres de l'UMA. Les exportations marocaines, algériennes et tunisiennes ne représentent respectivement que 4,4 % ; 1,6 % et 4,6 % de leurs échanges commerciaux globaux. Par ailleurs, les importations lybiennes et tunisiennes rapportées à leurs importations totales avec l'extérieur sont seulement de l'ordre de 3 et 4 % respectivement.

Parts des échanges intra-maghrébins dans le total du commerce en 1988

	: Exportations (millions \$: Importations (millions \$)			:
	:Vers Magh-			du Maghreb:			:
	reb (1)	(2)	(%)	(3)	(4)	%	:
Algérie	118	7.143	1,6	61,8	6.532	0,95	:
Lybie	16,8	6.793	0,25	178,2	6.225	2,86	:
Maroc	158	3.623	4,4	56	4.766	1,2	:
Mauritanie:	3,5	456	0,8	9,5	518	1,8	:
Tunisie	105,6	2,309	3,9	140,5	3.557	3,9	:
Total	402	20.324	1,98	446	21.598	2,06	:

Source : "Tijaris" op. cit

ANALYSE DES ECHANGES INTRA-MAGHREBINS PAR PAYS

1 - Les échanges commerciaux de l'Algérie avec les autres pays du Maghreb

En 1988, les échanges commerciaux de l'Algérie avec le reste du Maghreb se sont élevés à près de 1 200 millions DA avec un taux de couverture global nettement favorable. Les exportations représentent

les 2/3 de l'ensemble de ses transactions intra-maghrébines contre 1/3 en matière d'importations. Avec une valeur de 794 millions DA, les exportations ont ainsi progressé de 20 %, comparativement à l'année 1987, alors que les importations ont accusé une baisse de 14 % entre les deux dates, passant de 486 à 416,28 millions DA.

Echanges commerciaux entre l'Algérie et les autres pays
Maghrébins (millions DA)

	: Exportations		:Variation:	: Importations		:Variation :
	:		: %	:		: %
	: 1987	: 1988	:1988/87	: 1987	: 1988	: 1988/87
Lybie	: 83	: 1 955	: + 120	: 2	: 61	: + 2 950
Maroc	: -	: 37	: -	: -	: 1,28	: -
Mauritanie	: 223	: 37	: - 8,34	: 35	: 24	: - 32,4
Tunisie	: 354	: 525	: +48,3	: 449	: 330	: - 26,5
Total	: 660	: 794	: +20	: 486	: 416,28	: - 14,4

Source : "Tijaris" op. cit.

L'Algérie est ainsi un partenaire davantage fournisseur qu'acheteur sur le marché maghrébin. Son solde commercial avec le Maghreb est positif et de l'ordre de 378 millions DA, en augmentation de 117% par rapport à l'année 1987.

La normalisation de ses relations commerciales avec le Maroc n'a pas encore d'effets significatifs, la Tunisie et la Lybie constituent pour le moment ses principaux partenaires. Près de 90 % de ses exportations totales maghrébines se font en direction de ces deux pays, lesquels sont également ses principaux fournisseurs : 94 % de ses importations proviennent en effet de la Tunisie et de la Lybie, malgré la baisse enregistrée avec la Tunisie au cours de cette période.

La part de ses exportations avec la Mauritanie, après avoir enregistré une valeur de 223 millions DA en 1987, ont considérablement chuté en 1988, pour atteindre 37 millions DA seulement, soit une variation de - 83,4 %.

Le volume de ses importations avec ce pays a aussi regressé d'une année à l'autre avec une variation de - 31,4 %, les faisant ainsi passer de 35 à 24 millions DA.

En ce qui concerne les marchandises objet des transactions, les exportations de l'Algérie vers les autres pays de la région consistent essentiellement en : fer, fonte et acier pour la Mauritanie et la Tunisie ; huiles et combustibles minéraux pour la Lybie et la Tunisie ; équipements électriques pour le Maroc et la Tunisie et équipements mécaniques (4 % seulement) vers la Tunisie.

Les importations de l'Algérie en provenance des pays maghrébins comprennent principalement des produits agricoles et des produits semi-finis et de consommation finale.

Elle achète des produits de la pêche, des peaux et cuirs de Mauritanie. Ses principales importations de la Tunisie sont constituées pour 52,3 % de produits manufacturés (demi-produits ; aluminium ; cuivre ; fonte ; acier et produits issus de l'industrie du papier et de chimie) ; de 16,7 % d'engrais et de 14 % de produits mécaniques et électromécaniques.

2 - Les échanges commerciaux du Maroc avec les autres pays du Maghreb

En 1988, les échanges commerciaux du Maroc avec le reste des pays maghrébins ont porté sur une valeur globale de 1 532 millions DH, enregistrant ainsi une baisse de 6 % par rapport à l'année 1987. Cette baisse est directement liée à la chute de ses volumes d'importation en provenance de la Lybie et de la Tunisie durant cette période. Celles-ci sont passées de 611 millions DH en 1987 à 234 millions en 1988, soit une variation de - 61,7 %.

Ses exportations ont quant à elles nettement progressé avec un accroissement de 28 % entre 1987 et 1988, date à laquelle elles ont atteint 1 300 millions DH.

Le principal client du Maroc est la Lybie qui a cessé de l'être en 1989 au profit de la Tunisie avec laquelle le Maroc réalise une balance commerciale excédentaire.

La Tunisie et la Lybie absorbent 92 % de l'ensemble des exportations marocaines en direction du marché maghrébin.

En 1987 et 1988, l'excédent commercial marocain avec ses partenaires maghrébins s'est accru de 162 % (1064 millions DH en 1988).

C'est également au cours de l'année 1988 que son commerce avec l'Algérie a repris, mais est encore extrêmement réduit. Ses exportations vers l'Algérie ont été de 88 millions DH tandis que ses importations en provenance de ce pays ont représenté quelques 87 millions DH.

S'agissant des marchandises objet des transactions commerciales du Maroc avec ses partenaires maghrébins, les produits importés de Tunisie sont constitués pour l'essentiel par les polyphosphates ; la farine lactée ; les tissus divers et les dattes.

A l'exportation, on trouve principalement les pâtes de bois au sulfate de soude ; les fils synthétiques ; les feuillages de placage ; les huiles lubrifiantes et les préparations alimentaires diverses.

Evolution de la balance commerciale entre le Maroc
et la Tunisie (millions DA)

	: 1987	: 1988	: Janvier/Septembre 1989	:
Imports	: 247,4	: 137,3	: 129,0	:
Exports	: 240,5	: 395,2	: 267,3	:
Solde	: - 6,9	: 257,9	: 138,3	:
Taux de couver- ture (%)	: 97,2	: 267,8	: 207,2	:

Source : données constituées à partir des sources citées voir note (*).

Les importations en provenance de la Lybie sont presque exclusivement composées d'huile brute de pétrole et de peaux diverses. Quant aux exportations vers ce pays, elles sont constituées de produits manufacturés quelque peu diversifiés, comprenant notamment des chaussures, des produits textiles et autres tissus ainsi que des articles d'artisanat.

Evolution de la balance commerciale entre le Maroc
et la Lybie (millions DH)

	: 1987	: 1988	: Janv./Sept. 1989	:
Imports	: 364,3	: 8,6	: 71,9	:
Exports	: 761,1	: 782,2	: 428,7	:
Solde	: 396,8	: 773,6	: 356,8	:
Taux de cou- vertures %	: 208,9	: 9 095,3	: 596,2	:

Source : Données constituées à partir des sources op. cit.

(*) Conjoncture - Mai 1990 N° 143

O. AKALAY "Echanges commerciaux entre le Maroc et les autres pays du Maghreb". In Sem. Casablanca AJIAL "Intégration maghrébine" - Mai 1989.

B. ALLALI "Le commerce intra-maghrébin". In Séminaire "Dynamisation des Echanges Maghrébins" - Janvier 1989.
"TIJARIS" op. cit.

Les transactions avec l'Algérie sont constituées du côté des importations par le propane butane et l'amoniac liquéfié, Les exportations marocaines en direction de ce pays portent principalement sur des produits alimentaires tels que fèves ; graines fourragères de semence : pois chiche ; blé dur ; tomates fraîches ; lentilles et levures ainsi que sur certains produits manufacturés (pistons ; freins ; segments).

Les échanges commerciaux entre le Maroc et la Mauritanie sont insignifiants. Les importations en provenance de ce pays sont quasi-inexistants et se limitent à quelques tonnes de poissons et crustacés. En revanche, les exportations sont relativement diversifiées et portent sur les conserves de sardines ; tabacs ; tissus et certains autres produits manufacturés (pneux ; transformateurs ; ...).

Evolution des échanges commerciaux entre le Maroc
et la Mauritanie (millions DH)

	1987	1988	Jan./Sept. 1989
Imports	-	1,1	1,9
Exports	15,9	26,2	16,4

Source : Données constituées à partir des sources op. cit.

De manière générale, les échanges commerciaux du Maroc avec les autres pays maghrébins sont à l'instar des autres pays très faibles. Ils ne dépassent guère les 3 % dans le total des échanges extérieurs du pays.

3 - Les échanges commerciaux de la Tunisie avec les autres pays maghrébins

Les échanges commerciaux de la Tunisie avec les autres pays maghrébins se sont élevés à 220 millions DT en 1988 contre 184 mil-

lions en 1987, soit une augmentation aussi bien des importations que des exportations et qui s'observe déjà depuis au moins ces cinq dernières années, mais s'est particulièrement accélérée au cours des années 1988 et 1989.

La part des exportations tunisiennes vers le Maghreb s'est accrue selon un rythme soutenu passant d'une moyenne de moins de 5% au cours de la période 1984-1988 à près de 7 % en 1989. En valeur absolue, le montant des exportations a ainsi progressé de 79,5 Millions DT à 194 millions entre les deux périodes. En l'espace d'une année, 1988-89, l'accroissement des exportations enregistré est de l'ordre de 105 %.

Les importations se sont également élevées de manière sensible au cours de ces dernières années. En 1987 et 1988, cette augmentation a été de l'ordre de 16,6%.

La balance commerciale globale de la Tunisie, après avoir été déficitaire sur toute la période 1984-88, a dégagé un excédent de 34 millions DT en 1989. Ainsi, le taux de couverture est passé respectivement de 70,2 à 122 %.

L'Algérie est le premier fournisseur de la Tunisie, suivie par le Maroc dont les exportations vers la Tunisie ont été de 46 millions DT en 1989.

La Lybie est quant à elle le premier client de la Tunisie avec un montant de 61 millions DT, tandis que le Maroc dont la balance commerciale avec la Tunisie accuse un déficit de l'ordre de 30 millions DT au détriment de la Tunisie est très peu "acheteur" auprès du marché tunisien. Les échanges tunisiens avec la Mauritanie sont marginaux.

Les principaux produits exportés par la Tunisie sur le Maghreb sont : les fontes, fer et acier ; engins mécaniques ; matériaux de construction et matières plastiques pour l'Algérie ; engrais et produits céramiques pour la Lybie ; produits chimiques inorganiques et préparations à base de céréales pour le Maroc.

Du côté des importations, la Tunisie achète des céréales, du pétrole et des dérivés de pétrole de Lybie ; des produits minéraux ; des textiles synthétiques et des produits de l'élevage du Maroc ; des produits mécaniques et électriques ainsi que des hydrocarbures de l'Algérie.

Evolution des échanges commerciaux de la Tunisie
avec les pays du Maghreb (milliers D.T.)

	1987		1988		1989	
	Imports	Exports	Imports	Exports	Imports	Exports
Algérie	94 701	55 407	76 224	50 904	97 329	61 631
Lybie	4	6 412	7 616	33 415	16 021	115 711
Maroc	24 256	14 093	41 933	10 259	46 090	16 541
Mauritanie	1,5	34	-	138	231	450
Part du Maghreb dans les échanges de la Tunisie(%)	4,38	4,21	3,91	4,64	3,86	6,98

Source : Idem

Ainsi nous pouvons constater à la lumière de ces chiffres combien le commerce intra-maghrébin demeure peu important. pourtant les pays maghrébins ont encore bien des produits à échanger entre eux. Nous examinons maintenant les conditions à réunir pour libérer d'autres flux d'échanges intra-régionaux.

II - Les conditions préalables pour la promotion et la libéralisation des échanges commerciaux intra maghrébins dans le cadre de la réalisation du processus "unioniste"

Malgré la tendance dynamique qui s'observe de plus en plus à l'heure actuelle dans le commerce intra-maghrébin, le poids des échanges demeure limité : 2 % du commerce total des pays de la région.

A titre comparatif, en 1985 et selon la CNUCED, le commerce intra-régional a représenté 18,5 % pour les pays de l'Asie du Sud Est

(ANSE) 9,2 % pour les pays de l'Association Latino-Américaine (ALADI) et 7,4 % pour les pays de la Communauté de l'Afrique de l'Ouest (CEAO). Pour le COMECON, le commerce intra-régional dépasse la moitié du total du commerce extérieur.

En 1988, les échanges intra-communautaires de la CEE ont été portés à 62 % contre seulement 25 % durant les années 1970, tandis que le nombre de fusions des 1000 premières entreprises a été de 287 entre 1985 et 1986 et de 499 entre 1988 et 1989.

Le dynamisme des relations communautaires a par ailleurs permis la création de 8,5 millions d'emplois en 1988.

Pourquoi donc cette faiblesse des échanges commerciaux intra-maghrébins ? Est-elle due à l'absence de complémentarités et de possibilités de coopération ? Certainement pas puisqu' en supposant levés certains obstacles (économiques mais aussi extra-économique) qui pèsent sur le commerce, ces échanges peuvent être développés, au moins dans certains secteurs tels que les secteurs industriels, énergétiques, chimiques et agricoles, où existent de réelles potentialités.

La spécialisation des appareils productifs de chaque pays maghrébin, qui semble avoir orienté la structure des échanges maghrébins en les limitant, peut aujourd'hui constituer autant de "gisements" et d'opportunités pour la promotion non seulement des transactions commerciales, mais surtout aussi, permettre de véritables possibilités d'intégration économique à terme.

Mais comment réaliser d'ores et déjà et à très court terme, un accroissement des échanges commerciaux intra-maghrébins, avant la réalisation de l'objectif d'intégration économique, qui elle suppose un certain nombre de restructurations des appareils productifs nationaux et une série de mécanismes et de supports politico-économiques tels que :

- L'harmonisation des politiques de production et de commercialisation industrielles et agricoles ;
- L'homogénéisation des législations réglant le commerce extérieur dans le cadre de l'Union douanière et du marché commun ;
- L'harmonisation des politiques monétaires et fiscales ;
- Un processus de délocalisation et de redéploiement, industriels et commerciaux (investissements multilatéraux croisés ; co-production et soustraitance ; filiarisation de la production, etc...).

L'accroissement recherché des échanges commerciaux au sein de la région, en l'absence de bouleversement immédiat des structures productives existantes, suppose un certain nombre de conditions réunies dont en premier lieu :

- L'évaluation du potentiel commercial existant au sein de la région :
Selon l'estimation faite par la banque islamique de développement en 1989, les échanges intra-maghrébins peuvent être multipliés par 10 sans toucher aux structures de production existantes.

L'accroissement potentiel des échanges se mesure par la différence entre la valeur des exportations d'un produit donné et celle des échanges effectifs relatifs à ce produit. Si les exportations sont inférieures aux importations, cela veut dire que les échanges sont limités non pas par la demande, mais plutôt par l'offre (à l'exportation). L'accroissement du potentiel commercial consisterait alors à augmenter le niveau des exportations total de ce produit par le Maghreb au détriment des pays ou des régions extra-maghrébins.

De même si les importations sont inférieures aux exportations (cas où c'est la demande qui limite les échanges), le potentiel des échanges est mesuré par la différence entre la valeur totale des importations du Maghreb de ce produit donné et celle des importations effectives de celui-ci en provenance du Maghreb.

Dès lors, l'accroissement de ce potentiel implique que les pays maghrébins importent au sein de la région les produits offerts jusqu'ici par des pays non-maghrébins, alors qu'ils sont exportés par la région. En d'autres termes, il suffirait de réorienter géographiquement les échanges commerciaux extérieurs des pays de la région à son profit.

Partant de cette méthode d'évaluation, l'étude a montré (1) que ce potentiel représente près de 3 milliards de \$ et paraît tout à fait mobilisable, si certaines conditions étaient réunies.

(1) Sur la base des données de 1987 sur le commerce extérieur et l'étude effectuée par le Centre Islamique pour le Développement du Commerce 1988. Revue TRAD op. cit.

Le tableau ci-après révèle les différents produits pour lesquels un potentiel d'échange existe et qui peut être valorisé par la réorientation et l'intensification des flux commerciaux des pays maghrébins à l'intérieur de leur propre zone.

L'accroissement du potentiel des échanges pour les produits issus de différentes branches économiques est calculé d'une part par la différence entre la valeur totale des exportations de l'ensemble des pays maghrébins vers les marchés extérieurs et celle destinées au marché maghrébin et d'autre part, par la valeur totale des importations des marchés extérieurs et celle en provenance de la zone maghrébine.

Produits limités par l'offre : (exportations inférieures aux importations)

Offre maghrébine		Accroissement po- : tiel des : échanges (%) :
• Animaux vivants destinés à l'alimentation	:	8,5
• Viandes et préparation de viandes	:	100
• Produits laitiers et oeufs d'oiseaux	:	19,2
• Céréales et préparation à base de céréales	:	73,2
• Sucres, préparation à base de sucre de miel	:	100
• Café, thé, cacao, épices et produits dérivés	:	58,1
• Nourriture destinée aux animaux	:	99,1
• Produits et préparation alimentaires divers	:	17,7
• tabacs bruts et fabriqués	:	53,3
• Cuir, peaux et pelleteries	:	100
• Graines et fruits oléagineux	:	46,6
• Liège et bois	:	99,6
• Pâtes à papier et déchets de papier	:	88,1
• Fibres textiles et leurs déchets non transformés en fil	:	93,6
• Huiles, cokes et briquettes	:	32,8
• Huiles et graisses d'origine animale	:	100
• Huiles végétales fixes et graisses, huiles comestibles	:	100
• produits chimiques organiques	:	95,5
• Produits pour teinture, tannage et colorants	:	100
• Produits pharmaceutiques et médicaux	:	88,8
• Explosifs et articles de pyrotechnie	:	7,1
• Matières plastiques	:	21,6
• Matières et produits chimiques n.d.a.	:	65,0
• Cuirs et peaux préparés et ouvrage en cuir	:	98,9
• Caoutchouc manufacturé n.d.a.	:	88,3
• Ouvrage en liège et en bois (à l'exception des meubles)	:	84,3
• Papiers, cartons et ouvrages en pâte de cellulose	:	46,5
• Fils, tissus, articles façonnés n.d.a.	:	91,8
• Articles minéraux métalliques, manufacturés n.d.a.	:	70,4
• Métaux ferreux, fer et acier, fonte	:	73,6
• Métaux non ferreux	:	95,2
• Articles manufacturés en métal n.d.a.	:	67,1
• Générateurs, machines génératrices et moteurs	:	86,9
• Machines et appareils spécialisés pour industries particulières	:	70,7
• Machines et appareils pour le travail des métaux	:	100
• Machines et appareils industriels d'application générale n.d.a.	:	64,5
• Machines et appareils de bureau	:	100
• Appareils et équipement de télécommunication	:	100
• Machines et appareils électriques n.d.a.	:	98,2
• Véhicules routiers	:	72,2
• Matériel de transport	:	100
• Appareil sanitaire, de plomberie, de chauffage n.d.a.	:	100
• Meubles et leurs parties et pièces détachées	:	82,8
• Appareils professionnels, scientifique et de contrôle n.d.a.	:	100
• Appareils de photo et d'optique	:	100
• montres et horloges	:	100
• Articles manufacturés divers n.d.a.	:	86,9

Produits limités par la demande (exportations supérieures
importations %)

Produits	: Accroissement po- : tentiel des : échanges
. Poissons, crustacés, mollusques, préparations	: 52,3 : : 96,6 :
. Légumes et fruits	: 100 :
. Boissons	: 99,7 :
. Engrais bruts et minéraux bruts	: 97,2 :
. Minerais métallifères et déchets de métaux	: 97,3 :
. Matières brutes d'origine animale ou végétale	: 94 :
. Pétrole et produits dérivés du pétrole	: 42,5 :
. Gaz naturel et gaz manufacturé	: 95,9 :
. Produits chimiques inorganiques	: 100 :
. Huiles essentielles et produits utilisés en parfumerie	: 86 :
. Engrais manufacturés	: 100 :
. Articles de voyage	: 100 :
. Vêtements et accessoires de vêtements	: 100 :
. Chaussures	: 100 :

* Selon classification : CITI 2.

Quelles sont les conditions à réunir pour libérer et réorien-
ter vers la région ces flux commerciaux prometteurs pour le Maghreb.
Il faut très certainement mentionner comme première condition la
levée des obstacles administratifs et procéduriers qui découragent
l'intensification des échanges entre maghrébins.

Lors de sa dernière réunion tenue à Alger la Commission ministérielle "Economie et Finances" de l'UMA, consciente de ces entraves à éliminer, a adopté un projet de convention portant sur la mise en place de l'Union douanière maghrébine avant la fin de l'année 1995. Ce projet perçoit bien les étapes à parcourir pour exploiter ces possibilités et aller encore plus loin dans le processus de concrétisation du projet intégrationniste.

Ainsi ce projet qui a été soumis à l'approbation du Sommet d'Alger tenu les 21 - 22 et 23 Juillet 90 retient (10) dix décisions principales devant mener progressivement à l'union douanière maghrébine. Ces décisions portent sur une série d'actions qui devront être concrétisées selon le cheminement suivant :

- 1 - Réalisation du démantèlement tarifaire total pour les produits d'origine locale ;
- 2 - Coordination des politiques douanières nationales ;
- 3 - Adoption d'une tarification unifiée avant 1991 ;
- 4 - Elimination progressive de toutes les entraves non tarifaires d'effet équivalent ;
- 5 - Mise en place d'une politique commune en matière de commerce extérieur ;
- 6 - Respect du principe de la concurrence loyale entre les producteurs des pays maghrébins membres de l'UMA ;
- 7 - Respect de l'égalité de traitement des opérateurs économiques (publics et privés) des pays maghrébins membres de l'UMA ;

8 - Respect des accords nationaux liant chacun des pays membres de l'UMA à ses partenaires extérieurs.

9 - Mise en place de mesures de sauvegarde et de compensation ;

10- Réalisation de l'Union douanière avant la fin de l'année 1995.

Nous abordons dans cette seconde partie de notre rapport, l'identification des problèmes concrets à résoudre pour passer de la coopération commerciale bilatérale à la multilatéralisation des acquis puis à la mise en place de la zone de libre échange avant d'arriver comme le stipule la convention à l'union douanière maghrébine.

* *
*

8- DU BILATERALISME COMMERCIAL A L'UNION DOUANIERE :
LES OBSTACLES A LEVER ET LES NOUVELLES REGLES A RESPECTER

Nous savons que l'ensemble des pays maghrébins ont signé entre eux, mais dans un cadre strictement bilatéral des conventions commerciales et tarifaires. Toutes ces conventions portent sur des franchises douanières mutuelles. Le plus préférentiel parmi les accords bilatéraux est celui qui lie la Tunisie au Maroc signé le 30 Avril 1986 à Tunis, le moins préférentiel étant celui qui lie le Maroc à la Mauritanie signé le 4 Août 1986 à Nouakchott.

Le tableau qui suit reconstitue la liste des accords commerciaux et tarifaires intra-maghrébins.

Pays	Nature de la Convention	Date et lieu de signature	Contenu
Maroc-Tunisie	Convention commerciale et tarifaire	30 Avril 1986 à Tunis	Les produits originaires de chacun des deux pays sont soumis aux réglementations nationales concernant les produits nationaux en aussi bien en matière de droits et taxes de douanes que de mesures d'effet équivalent.
Maroc - Algérie	"	17 Mars 1973 à Alger	Les produits échangés sont exonérés des droits et taxes de douanes.
Maroc-Mauritanie	"	4 Aout 1986 à Nouakchott	Les produits appartenant aux listes A et B et originaires ou en provenance de chacun des deux pays sont exonérés des droits et taxes de douanes.
Maroc-Lybie	"	4 Août 1983 à Tripoli	Les produits originaires de chacun des deux pays sont exonérés de droits et taxes de douanes.
Algérie-Tunisie	"	17 Mai 1984	Les produits originaires et en provenance du territoire douanier de chacun des deux partenaires sont échangés en franchise des droits et taxes de douane. Le règlement des échanges se fait en devises convertibles.
Algérie-Lybie	"	1er Décembre 1987	1 - Les produits originaires et en provenance du territoire douanier de chaque partenaire sont échangés en franchise des droits et taxes de douanes (40%) de taux d'intégration. 2 - Les deux parties s'engagent à délivrer à leurs opérateurs respectifs les licences d'importation pour ces produits. 3 - Les règlements s'effectuent en devise convertibles ou conformément aux arrangements des deux parties contractantes.

Algérie-Algerie	Convention Commerciale et tarifaire	12 Novembre 1973	1 - Les produits originaires et en provenance de chacun des deux pays s'échangeant en franchise des droits et taxes de douane. 2 - Les règlements s'effectuent en de- vises convertibles.
Tunisie-Egypte	"	14 Septembre 1981	Les produits originaires et en prove- nance du territoire douanier de chacun des partenaires sont échangés en fran- chise des droits et taxes de douanes.
Tunisie-Libye	"	1983	Les produits originaires sont échangés en franchise douanière ; il n'y a pas de liste ; la règle d'origine appliquée est de 40 % de valeur ajoutée locales

On peut relever trois caractéristiques de ces accords :

- 1 - Ils sont strictement bilatéraux ;
- 2 - Ils sont variables quant aux préférences mutuelles accordées. Les différences touchent au contenu, à l'étendue et aux modalités d'octroi des préférences. Certains accords couvrent l'ensemble des droits de douane et taxes d'effet équivalent et accordent des exonérations totales (Maroc - Tunisie), d'autres ne touchent que le droit d'importation et qu'une liste déterminée de produits ;
- 3 - Ils sont exécutoires dans le respect des législations, règlements et procédures du commerce extérieur de chaque pays.

La Commission économique-et financière de l'UMA a bien relevé ces caractéristiques et a bien vu qu'il y avait en tout premier lieu à multilatéraliser ces conventions c'est à dire à élargir à tous les partenaires les préférences accordées dans le cadre des conventions bilatérales même si dans un premier temps cette globalisation devait se faire dans le respect de la réglementation commerciale de chaque pays.

Ce principe de "globalisation des acquis" soulève cinq (05) problèmes dans la recherche des voies et moyens à mettre en place pour sa concrétisation.

1er problème

L'étendue des préférences. Le problème ici est de savoir s'il faut multilatéraliser les préférences de la convention bilatérale la plus large ou bien de celle la plus restrictive. Deux thèses ont pu être relevées.

1ère thèse : la démarche prudente (Algérie) :

L'alignement des préférences doit se faire par le minimum : il faut exonérer, partiellement, des listes de produits nettement désignés et limités quitte à inscrire l'exonération des produits restant dans un calendrier préalablement arrêté.

L'argument qui soutient cette thèse est celui qui consiste à accorder au processus de mise en place d'une zone de libre échange (qui détermine le succès des autres phases) le maximum de chances de réussite (en fait l'Algérie appréhende qu'une démarche plus libérale ne favorise les modèles exportateurs et déjà déprotégés comme celui du Maroc et de la Tunisie).

2ème thèse : Elle défend le point de vue de l'alignement sur la convention la plus libérale (Tunisie, Maroc). Dans ce cas il y aurait exonération totale des droits de douanes et taxes d'effet équivalent pour tous les produits originaires. C'est là une démarche qui démontre une volonté d'aller vite. Il faut alors régler les problèmes de la détermination de l'origine, de la mise en cohérence des législations nationales du commerce extérieur et des régimes de change ainsi que la question des compensations et des sauvegardes.

2ème problème : L'origine des produits

Dans le cadre actuel des conventions bilatérales les principes privilégiés quant au règlement de cette question sont celui des produits entièrement obtenus et celui de la règle de la valorisation locale minimale exprimée en pourcentage, le taux de 40 % d'intrants locaux étant généralement admis pour conférer le caractère originaire du produit. Ce dernier principe n'a pu faire éviter des problèmes

entre partenaires maghrébins (cf le cas entre le Maroc et la Tunisie sur l'importation par le Maroc de faïences en provenance de Tunisie et qui seraient à plus de 80 % d'origine italienne). La thèse aujourd'hui dominante au Maghreb à propos de la détermination de l'origine est celle de l'utilisation d'une combinaison de deux critères (admise généralement par la communauté internationale) : le pourcentage ad valorem et les listes de transformations et d'ouvrages.

3ème problème : Les régimes de commerce extérieur

Les conventions bilatérales actuelles stipulent que les échanges préférentiels devront s'effectuer dans le respect des réglementations propres à chaque pays en matière de commerce extérieur. Or actuellement les régimes d'importation en vigueur dans les pays maghrébins sont différents : la Tunisie et surtout le Maroc ont les régimes d'importation les plus libéraux, la Mauritanie mais surtout la Lybie et l'Algérie les régimes les plus administrés (1).

Le démantèlement tarifaire partiel risque d'emmener à des comportements protectionnistes d'autant plus possibles que les législations nationales en vigueur le permettent. Même le Maroc pourtant libéral a instauré un système de déclaration préalable à l'importation qui n'est ni plus ni moins qu'une autorisation d'importation pour tous les produits pourtant libres à l'importation à admettre en franchise conventionnelle (suite aux problèmes avec la Tunisie).

4ème problème : Les modalités de paiement

Il est largement admis que les accords de paiement bilatéraux et encore plus, multilatéraux favorisent le développement des flux commerciaux et de manière plus générale la coopération économique bilatérale (ou multilatérale). Les expériences mondiales dans ce domaine ont démontré que :

(1) Il faut relever que l'Algérie depuis quelques semaines a juridiquement libéraliser presque totalement son commerce extérieur.

1 - Les opérations économiques effectuées en vertu de ces arrangements financiers sont plus directes et plus rapides.

2 - L'emploi de devises dans le commerce bilatéral ou multilatéral est limité grâce à de tels accords de paiement qui de plus permettent la réalisation d'économies notables de monnaies convertibles.

3 - De ce fait les risques liés à une diminution des réserves de change et leurs conséquences sur le processus de libéralisation des transactions commerciales entre les partenaires sont réduits.

4 - Enfin les accords de paiement réduisent les coûts à la fois des transactions et ceux des opérations de change.

Dans la sous région du Maghreb, il n'y a pas d'accords de paiement multilatéraux entre les pays. Seuls des accords de paiement bilatéraux ont été signés entre l'Algérie et chacun des autres pays (Tunisie, Maroc, Lybie) de même que des accords de paiement bilatéraux existent entre la Tunisie et le Maroc, la Tunisie et la Lybie.

Les principes de base de ces accords bilatéraux de paiement sont quasiment les mêmes pour chacun des pays :

1 - l'unité de compte utilisée à des fins statistiques et comptables est soit : - le dollar américain

soit : - la monnaie nationale convertible

2 - la fréquence du règlement des soldes nets de compensation est généralement la périodicité mensuelle.

3 - la monnaie dans laquelle la compensation doit être effectuée est une monnaie convertible (dollars US, FF, FS, FB, DM). Généralement toutes les opérations sont admises au principe de la compensation.

Il est évident que des progrès restent encore à faire dans ce domaine dans le but de faire jouer aux accords de paiements leur fonction d'encouragement au développement des échanges commerciaux intra-maghrébins.

Les possibilités d'amélioration des accords bilatéraux actuellement en vigueur sont multiples, il est en effet possible de :

- compléter les accords de paiements par des accords de crédit réciproque pour assurer le cas échéant un appui financier à court et moyen terme à la balance des paiements de l'un ou l'autre des co-signataires ;

- Etablir un système de communication fluide et permanent entre les Banques commerciales du Maghreb ;

- Harmoniser les réglementations des changes au Maghreb.

De même il n'existe au niveau d'aucun pays membre de l'UMA aucune ligne de crédit spécialisée pour financer totalement ou partiellement de telles transactions. Enfin aucun système d'assurances et de garanties des transactions intra-maghrébine n'existe.

5ème problème : Les sauvegardes et les compensations

Le problème qui se pose à tout processus d'intégration économique à quelque'étape qu'il soit est celui de la répartition équitable des avantages et des inconvénients (entre les partenaires) de la libéralisation des échanges. Les différences dans les structures productives nationales et leur degré de développement entraînent irrémédiablement une inégale répartition de ces avantages et ces inconvénients. L'étape de la globalisation des acquis se réalise ainsi dans un contexte très

différencié que seul le principe des sauvegardes et des compensations peut corriger. Le démantèlement pour tel ou tel produit va entraîner des déséquilibres structurels pour un secteur donné dans un ou plusieurs pays partenaires. Il y a alors mesures de sauvegarde pour ce type de produit avec réintroduction d'une taxe ou d'une autorisation préalable d'importation mais ces sauvegardes doivent être limitées dans le temps. Les mesures de compensation quant à elles appellent la constitution d'un fonds spécial pour lequel il faut prévoir des ressources.

Le fonctionnement d'un tel fonds de compensation n'est pas chose aisée : il doit être basé sur l'établissement des preuves du dommage, la définition des mesures à prendre, les délais d'application...

Ces problèmes étant identifiés et devant être pris en charge il convient de rappeler que cette première phase, qu'on a appelé la phase de globalisation des acquis doit connaître aussi le lancement des travaux d'harmonisation et d'unification des législations et procédures liées au commerce extérieur.

II - LA PHASE DE L'ETABLISSEMENT DE LA ZONE DE LIBRE ECHANGE

Dans le cadre de l'UMA le traité de Marrakech pose le principe de la libre circulation des marchandises sans fixer de manière précise la formule juridique dans laquelle cette libre circulation des marchandises doit avoir lieu. Il se contente d'indiquer que cette libre circulation doit se réaliser PROGRESSIVEMENT (art. 2) en vertu d'une politique commerciale commune à adopter tendant au développement des échanges entre les pays membres. Ainsi donc il est recommandé un processus d'intégration économique par étapes : zone de libre échange, union douanière, marché commun.

L'établissement d'une zone de libre échange consacre la suppression des droits et taxes ainsi que toute restriction quantitative pour l'essentiel des échanges commerciaux intra-maghrébins portant sur des produits originaires de chaque pays maintenant par ailleurs ses propres restrictions et fiscalités vis à vis des pays tiers.

Dans la zone de libre échange le démantèlement porte sur :

- Toutes les restrictions tarifaires et toutes les barrières douanières non tarifaires (procédures, formalités, obligations...).

- Toutes les restrictions quantitatives et mesures d'effets équivalents.

- Les techniques restrictives des échanges.

- Les monopoles d'Etat et les restrictions liées aux marchés publics.

- Les aides de l'Etat ayant une incidence sur les échanges qu'il s'agisse d'aide à la production, à la consommation, à l'investissement, à l'importation ou à l'exportation.

- Les restrictions en matière de prix ou de marges de commercialisation.

- Les discriminations fiscales.

Il s'agit en fait de lever en faveur des partenaires membres de la zone de libre échange toutes les restrictions qui définissent la protection effective de l'économie.

Devra-t-on le faire immédiatement pour tous les produits ou seulement pour une liste déterminée de produits ?

Le GATT définit la zone de libre échange comme étant "un groupe de deux ou plusieurs territoires douaniers entre lesquels les droits de douane et les autres réglementations commerciales restrictives sont éliminés pour l'essentiel des échanges commerciaux portant sur les produits originaires des territoires constitutifs de la zone de libre échange (art. 24 § 8b).

Ainsi les pays membres de la zone de libre échange procèdent à un démantèlement tarifaire et non tarifaire dans leurs relations commerciales mutuelles ; vis à vis des pays tiers chaque pays membre garde son tarif et sa réglementation commerciale.

Le problème qui va se poser est alors celui de l'origine des produits qui doit être correctement pris en charge afin d'éviter les détournements de trafic c'est à dire qu'un Etat membre ayant les droits de douanes les plus bas ou le régime d'importation contingentaire le plus libéral, n'importe les produits des pays tiers et ne les réexporte par la suite en l'état vers les autres pays membres.

Nous venons ainsi de définir les deux étapes qui conditionnent l'intensification des échanges commerciaux intra-maghrébins et qui permettent l'établissement du principe de la libre circulation des marchandises maghrébines à l'intérieur de l'espace maghrébin. Les problèmes à solutionner sont encore nombreux mais non insurmontables.

Il faut cependant être conscients que la mise en place d'une zone maghrébine de libre échange n'est pas une fin en soi. Loin s'en faut : la zone de libre échange n'est que le commencement du processus intégrationniste et doit donner naissance à une dynamique unioniste. La liberté de circulation des personnes et des capitaux doit aussi être instaurée d'abord par l'établissement d'une union douanière puis d'un marché commun. Le traité de Marrakech le prévoit en tout cas même s'il ne fixe ni les étapes ni l'échéancier.

Par quoi vont se caractériser ces étapes et quels sont les problèmes qui devront être pris en charge.

L'Union douanière suppose bien évidemment instaurée la zone de libre échange. Mais elle suppose plus que cela puisqu'elle se définit par la création d'un seul territoire douanier devant se substituer aux territoires douaniers des pays membres de même qu'elle supprime à l'égard des produits en provenance des pays membres toutes les entraves non-tarifaires, toutes les formes de protection effective en vigueur dans ces pays. Enfin elle institue sur le plan externe un tarif douanier et une réglementation commerciale communs à l'égard des pays tiers.

A ce stade, tout produit considéré comme originaire du Maghreb circulera librement d'un pays maghrébin à un autre sans restriction aucune et tout produit non originaire importé par un pays maghrébin en provenance d'un pays non maghrébin sera soumis aux mêmes

conditions fiscales et commerciales d'importation que celles prévalant dans les autres pays du Maghreb, sachant que ce produit non originaire, une fois admis dans un premier pays maghrébin d'importation, pourra circuler librement vers et dans les autres pays du Maghreb.

De plus le fonctionnement d'une union douanière maghrébine entraîne l'adoption :

- . d'une réglementation douanière maghrébine unifiée caractérisée principalement par l'intégration des territoires des différents Etats membres en un territoire maghrébin unique, la mise en place d'un tarif extérieur commun (qui suppose achevés les travaux de codification douanière) et la mise en oeuvre de procédures et de formalités douanières unifiées ;
- . d'une réglementation commune du commerce extérieur vis à vis des Etats non membres ;
- . de positions communes dans les enceintes internationales.

Il faut déjà signaler ici que le Maroc et la Tunisie étant membres à part entière du GATT devront respecter un certain nombre de règles qui vont régir leurs commerces extérieurs. Ainsi l'article 24 § 4 du GATT stipule : "l'établissement d'une Union douanière ou d'une zone de libre échange doit avoir pour objet de faciliter le commerce entre les territoires constitutifs et non d'opposer des obstacles au commerce d'autres parties contractantes avec ces territoires".

Il en résulte de cette disposition des statuts du GATT que :

- * les pays membres doivent veiller à maintenir les courants commerciaux traditionnels existants avec les pays tiers ;

- * dans le cas des unions douanières le tarif extérieur commun et les réglementations commerciales communes ne doivent pas constituer des obstacles aux échanges avec les pays tiers.

Ainsi l'harmonisation des législations tarifaires et commerciales à l'égard des tiers, dans la mesure où elle implique le Maroc et la Tunisie, vont impliquer pour les autres partenaires de l'UMA le respect de ces dispositions du GATT. Les courants commerciaux traditionnels de chacun des pays membres de l'UMA ne doivent pas être contrecarrés volontairement.

Globalisation des acquis, zone de libre échange et Union Douanière constituent donc les étapes nécessaires à la libéralisation totale des échanges de produits entre les pays maghrébins.

Cette tâche qui n'est pourtant qu'une étape sur le long parcours de l'intégration économique est loin d'être simple et interpelle fortement la volonté politique de chacun des partenaires. Il faut aussi souligner son caractère primordial puisque le succès dans la mise en place de l'union douanière facilitera l'application du programme de réalisation du marché commun dont nous examinons maintenant les grandes étapes.

LE MARCHE COMMUN MAGHREBIN

Alors que la zone de libre échange et l'Union douanière se fondent principalement sur le développement des courants commerciaux

entre partenaires, le marché commun est fondé en plus sur le principe de la libre circulation des facteurs de production à l'intérieur de la zone.

La mise en place d'un marché commun permet un certain nombre d'avantages dont bénéficient les Etats membres et qui ont été identifiés par les théories de l'intégration.

Ainsi on reconnaît à la formule du marché commun de favoriser :

- * La pleine utilisation des capacités installées et le redimensionnement des unités de production en fonction de la taille de ce vaste marché.
- * La création d'unités nouvelles dimensionnées à l'échelle du marché avec une diminution des coûts de production et l'obtention d'économies d'échelle.
- * Le rallongement des séries et des gammes de produits et la transformation plus poussée des matières premières, élargissant ainsi la base industrielle de la zone.
- * La possibilité de fabriquer en commun des produits à forte intensité technologique (biens d'équipement et machines).
- * L'incitation au développement et à l'extension des investissements privés étrangers.

La réalisation du marché commun maghrébin suppose donc la libre circulation au sein de la zone des facteurs de production capital et travail. Nous savons par ailleurs que l'article 2 du traité

constitutif de l'U.M.A. prévoit que les Etats signataires assureront progressivement (1) entre eux la libre circulation des personnes, des services, des marchandises et des capitaux.

Nous avons vu quelles étaient les conditions à réunir et les actions à mener pour réaliser la libre circulation des marchandises au sein de l'UMA. Nous examinons à présent les problèmes à prendre en charge pour assurer la libre circulation des capitaux d'une part, des personnes d'autre part.

A - La libre circulation des capitaux

En l'état actuel des législations nationales maghrébines et des relations économiques entre les partenaires de l'UMA, ni le capital financier ni le capital productif ne bénéficient de liberté de circulation à l'intérieur du Maghreb. C'est la liberté de circulation du capital productif qui mettra à l'ordre du jour la liberté de circulation des capitaux financiers.

Il faut donc définir le cadre juridique d'une politique d'investissements conjoints maghrébins qui puisse impulser le développement de sociétés mixtes maghrébines.

Les codes d'investissement nationaux en vigueur actuellement dans les pays maghrébins sont trop différents et ne garantissent aucune préférence pour les promoteurs maghrébins qui veulent investir dans les pays de l'UMA.

(1) "progressivement" pour bien montrer que la création d'un marché commun intégré est un processus long et lent. La C.E.E. a mis plus de trente années pour arriver au marché unique.

En effet dans ce domaine il n'y a jamais eu avant ce jour de législation particulière à la sous région en matière de constitution de sociétés mixtes ou de joint-ventures entre pays maghrébins. Aucun texte législatif dans aucun pays maghrébin ne régit de manière particulière ou incitative le partenariat productif, bancaire ou commercial intra-maghrébin. Il existe dans chacun des pays des codes d'investissement à portée générale qui régissent les investissements directs étrangers sur les territoires de chacun d'entre eux. Nous avons alors deux groupes de pays selon leur attitude vis à vis de l'investissement direct étranger : d'un côté la Lybie et l'Algérie où jusqu'à aujourd'hui les législations en vigueur ne sont pas favorables à la participation étrangère à l'accumulation nationale de manière directe. Encore que l'Algérie a élaboré depuis un texte très incitatif et très favorable à l'investissement direct étranger rejoignant ainsi le groupe de pays à tendance libérale dans ce domaine.

De l'autre côté le Maroc et la Tunisie, qui ont des codes d'investissement très incitatifs et favorables à l'investissement direct étranger. De plus la Lybie et l'Algérie ont des secteurs économiques publiques très importants et dominants dans les politiques nationales d'investissement. Ces deux pays interdisaient jusqu'à présent les associations du capital étranger avec le capital privé national. Seules des sociétés mixtes avec le capital public national sont autorisées (1).

Les quatre autres pays de la sous région sont au contraire favorables aux associations du capital privé national avec le capital privé étranger. Dans la mesure où comme nous l'avons déjà signalé, il

(1) Il faut cependant noter l'observation que nous avons déjà formulée à l'encontre de l'Algérie qui va libéraliser les formules d'association des opérateurs nationaux quelque soit leur appartenance juridique avec le capital étranger.

n'existe pas de législation particulière aux associations de capital intra-maghrébines, toute possibilité de constitution de sociétés mixtes et de partenariat entre pays maghrébins était en l'état des législations en vigueur extrêmement limitée.

Sur un autre plan les systèmes fiscaux nationaux et notamment les impôts sur les sociétés sont différents d'un pays à l'autre et il n'y a jamais eu jusqu'à récemment d'accord particulier entre partenaires maghrébins dans ce domaine. Dès lors les mouvements de capitaux entre ces pays ne sont pas particulièrement facilités par les règlements et procédures en vigueur dans chacun d'entre eux.

Nous pouvons à titre d'illustration présenter les codes des investissements nationaux du Maroc, de la Tunisie et de l'Algérie pour mieux évaluer l'apport de la convention maghrébine qui va être signée dans ce domaine.

Le code des investissements marocain

Le code des investissements du Maroc est très souple et libéral. Il favorise l'investissement privé national et étranger. Ce dernier n'est soumis à aucune condition de marocanisation. Ainsi des entreprises résidentes au Maroc peuvent être détenues intégralement par des capitaux étrangers. Bien entendu beaucoup d'avantages financiers (rapatriement des bénéfices, des fonds et capitaux propres...) et fiscaux (exonération d'impôts et taxes sur des périodes allant de 5 à 10 ans selon la nature de ces impôts) sont accordés aux investisseurs. Les procédures d'agrément ont été largement assouplies et plus particulièrement en cette fin d'année 1989 où les directives officielles visent particulièrement à assouplir les procédures et les délais d'agrément. Ces avantages et incitations diverses en direction de l'investissement privé existent dans les trois principaux domaines d'activité économique : industrie, tourisme, immobilier. Le domaine lui-même est régi par un code d'investissement très souple.

Le ccde des investissements tunisien. Deux régimes sont distingués :

- le régime de droit commun
- le régime privilégié

Le régime de droit commun : Ce régime est peu favorable à l'investissement étranger. Celui-ci est soumis à un contrôle des changes et un régime fiscal sévères.

L'investisseur étranger est carrément écarté du secteur du commerce interne.

Le régime privilégié : Ce régime s'applique aux secteurs :

- du tourisme
- de l'industrie
- du commerce international

On y distingue deux catégories d'entreprises :

- les entreprises qui exportent la totalité de leurs productions et celles du commerce international
- les entreprises qui exportent seulement une partie de leurs productions.

Les entreprises de la première catégorie bénéficient du régime douanier de la zone franche quelque soient leurs lieux d'implantation en Tunisie et d'une exonération fiscale quasi totale non limitée dans le temps. Lorsqu'elles sont non résidentes (c'est à dire lorsque 66% au moins de leur capital appartient à des non résidents) elles ne sont tenues de rapatrier en Tunisie que les sommes nécessaires au paiement des dépenses engagées en Tunisie.

S'agissant de la deuxième catégorie d'entreprises c'est à dire les entreprises industrielles et touristiques n'exportant pas la totalité de leurs productions, les avantages accordés sont les avantages classiques traditionnellement accordés aux entreprises étrangères dans les pays en voie de développement.

Le projet de code des investissements algérien

Tout investisseur algérien a le droit de s'associer avec des investisseurs étrangers pour exercer tout type d'activité sur le territoire national y compris dans la profession bancaire et d'assurance et ce dans le cadre d'un statut de résident ou de non résident (off shore).

Le projet de code accorde :

- des avantages fiscaux très attractifs
- un régime des transferts très avantageux
- un arbitrage international pour tout litige
- une protection des investissements par des accords bilatéraux et multilatéraux
- des procédures simples d'agrément des SEM
- une possibilité d'une acquisition majoritaire ou exclusive de ces sociétés par des partenaires étrangers.

Sur la base de ce constat relatif à la réglementation des investissements étrangers directs dans la région, la commission "Economie et Finances" de l'UMA a relevé la difficulté actuelle à développer la coopération financière et productive intra-maghrébine et a élaboré deux projets de convention qui visent à encourager l'investissement maghrébin dans les pays de l'UMA : le premier projet de convention porte sur "le traitement préférentiel au sein des économies maghrébines pour les investissements originaires des pays membres de l'UMA", le second sur la question de "la double imposition et la coopération maghrébine en matière d'impôts sur le revenu".

I - CONVENTION PORTANT TRAITEMENT PREFERENTIEL AU SEIN DES ECONOMIES
MAGEREBINES POUR LES INVESTISSEURS ORIGINAIRES DES PAYS MEMERES DE
L'UMA

Cette convention réglemente l'investissement intra-maghrébin de manière préférentielle et lui accorde un certain nombre d'encouragements et d'avantages de diverses natures.

En matière de réalisation de l'investissement, l'investisseur originaire du Maghreb bénéficie pour son investissement dans un pays membre de l'UMA des encouragements et facilités suivantes :

A - Des facilités administratives sont accordées pour :

1 - l'obtention de l'agrément de l'investissement et
l'importation des équipements nécessaires

2 - l'acquisition de terrain (en location ou en achat)

B - L'investisseur étranger originaire des pays de l'UMA est traité au plan fiscal à égalité avec l'investisseur national.

- C - la commercialisation de la production de l'investissement étranger est libre à l'intérieur et à l'extérieur du pays d'accueil sous réserve du respect de la réglementation en vigueur
- D - L'investisseur est libre de sa politique de production, sa politique financière et sa politique de recrutement
- E - L'investisseur dispose de tous les droits de propriétaire sur son investissement
- F - L'importation des équipements et des inputs n'est soumise qu'aux taxes douanières
- G - L'investisseur choisit, dans le cas où le pays d'accueil l'exige, les nationaux susceptibles d'être associés au projet
- H - L'investisseur bénéficie de facilités pour le recrutement de main d'oeuvre nationale lorsqu'il le demande.

○ En matière de garanties financières, les dispositions suivantes sont retenues :

- Le transfert de capitaux est autorisé ;
- Tout dommage subi par l'investisseur en contradiction avec les dispositions de l'acte d'agrément est remboursé par le pays d'accueil (atteinte aux droits et garanties de l'investisseur, refus d'exécution d'un procès judiciaire...).
- D'autres avantages peuvent être accordés par le pays d'accueil et seront mentionnés dans l'acte d'agrément.

Les garanties juridiques portent sur le caractère exceptionnel des actes de nationalisation ou d'expropriation des investissements maghrébins réalisés dans le cadre de cette convention. De même tout litige qui n'a pu être réglé à l'amiable est porté devant les juridictions de l'UMA, les juridictions arabes (dans lesquelles sont affiliés les membres de l'UMA) ou encore l'arbitrage international.

Le projet de convention sur "la double imposition et la coopération maghrébine en matière d'impôts sur le revenu" est une législation de soutien direct à la convention sur les investissements inter-maghrébins. Elle vise à encourager ces investissements en favorisant l'organisation des mouvements de capitaux et de personnes.

LA LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES

La question de la liberté de circulation des personnes renvoie en fait à celle de la politique communautaire en matière d'emploi et de liberté d'établissement. Il faut tout de suite préciser que c'est assurément la question la plus délicate à régler.

S'agissant de l'emploi, la liberté de circulation des personnes signifie d'abord :

1 - une législation maghrébine commune garantissant l'emploi à tout travailleur maghrébin dans tous pays membre de l'UMA. Cet emploi est assorti des mêmes conditions de rémunération, de sécurité sociale, de retraite quelque soit le pays d'accueil.

2 - la liberté de circulation de personnes signifie aussi dans le domaine de l'emploi le droit pour tout travailleur maghrébin d'exercer un emploi dans tout pays membre de l'UMA et d'y bénéficier des mêmes droits et obligations que les travailleurs nationaux.

De même que doivent être garantis le regroupement familial ainsi que le rapatriement des revenus au pays d'origine.

La politique commune d'emploi et de liberté d'établissement est bien entendu élaborée et mise en oeuvre par étape.

A - La première étape est une étape d'ouverture contrôlée de chacune des économies membre de l'UMA au facteur travail originaire des pays partenaires. Cette ouverture se fait dans le respect des réglementations sociales nationales (propres à chaque pays).

La main d'oeuvre maghrébine va ainsi pouvoir circuler à l'intérieur de l'espace maghrébin de manière "organisée". L'organisation de cette circulation doit toucher aux quotas admis, aux qualifications demandées, aux conditions d'installation dans le pays d'accueil et de rapatriement des revenus. Toute cette organisation se mettra en place dans un cadre négocié tenant compte des possibilités et des besoins de chaque pays, la question de l'emploi étant pour tous une question particulièrement sensible.

B - La seconde étape consisterait en l'établissement d'une convention multilatérale organisant les échanges de main d'oeuvre sur la base du principe de la libre circulation dans l'espace maghrébin.

Le système du contingentement sera supprimé, les travailleurs maghrébins pourront s'employer librement dans chaque économie en fonction de l'offre et de la demande.

C - La troisième étape portera sur l'harmonisation au plan maghrébin des politiques salariales et de prestations sociales des pays membres de l'UMA. Des droits économiques et sociaux harmonisés seront accordés à tout travailleur originaire des pays de l'UMA et désirant s'installer et travailler dans l'un des cinq pays de l'Union.

En ce qui concerne les travailleurs indépendants qu'il s'agisse de professions libérales ou de prestations de service le droit d'établissement et d'exercice de leurs professions leur est reconnu dans chacun des cinq pays maghrébins. Ainsi le droit :

- d'entrer, de circuler, de séjourner ou de s'établir dans tout pays membre de l'UMA

- de bénéficier dans le pays de séjour des libertés publiques (à l'exception des droits politiques)

- de posséder des biens meubles et immeubles, d'en assurer la gestion et d'exercer toutes sortes d'industries, de commerce, de culture et toute autre profession au même titre que les nationaux des pays de séjour

- de transférer librement les biens et les produits de leur vente dans le cadre des réglementations en vigueur

- d'obtenir des concessions et de conclure des marchés publics

- de participer à des organismes de défense professionnelle

- de bénéficier de la liquidation des successions en faveur de tout ayant droit et du transfert du produit de la succession vers le pays du ressortissant.

Voilà donc rappelé le schéma d'ensemble de construction du marché commun maghrébin et identifiés les problèmes à prendre en charge et les dossiers à instruire pour que cette construction se réalise avec le maximum d'efficacité et le minimum de coûts pour chacun des partenaires. Ce schéma a été élaboré dans le cadre de ce rapport dans le simple but de recenser la nature des actions à entreprendre et préciser les étapes à franchir.

Nous terminons cette livraison par la présentation de la situation dans le domaine de la coopération productive maghrébine dans ses aspects industriel et agricole sachant que le Maghreb économique se construit actuellement à la fois sur le plan commercial et sur le plan productif.

C-LA COOPERATION, PRODUCTIVE

INTRA-MAGHREBINE

I - LA COOPERATION INDUSTRIELLE MAGHREBINE

A - INDUSTRIES ET POLITIQUES INDUSTRIELLES DANS LES PAYS MAGHREBINS

Si l'on examine la situation du développement industriel dans les pays de la sous-région, il semble que les stratégies d'industrialisation adoptées par ces pays aient généralement été axées sur les industries fondées sur l'exploitation des ressources locales, (Maroc, Tunisie, Algérie, Lybie) la substitution de productions locales aux importations (Tunisie, Maroc, Lybie), l'exportation (Tunisie, Maroc), et enfin la production de biens intermédiaires et de biens d'équipement (Algérie). Les politiques d'industrialisation poursuivies par les différents pays pour mettre en oeuvre leurs stratégies de développement industriel ont différé de manière significative selon l'environnement socio-économique, les priorités nationales, l'arsenal des mesures adaptées aux systèmes et à l'infrastructure locaux, et les ressources naturelles disponibles dans chaque pays.

En Algérie, par exemple, on a mis l'accent sur la sidérurgie, les industries mécaniques, métallurgiques, électriques, électroniques, chimiques et pétrochimiques, ainsi que sur les services conseils et l'ingénierie, et sur les moyens de formation destinés à ces industries.

Au Maroc et en Tunisie, on a surtout insisté sur les industries légères et productrices de biens de consommation pour satisfaire les besoins nationaux ainsi que sur la promotion des exportations de biens manufacturés à forte intensité de main d'oeuvre et de produits traditionnels locaux.

Dans la Jamahiriya Arabe Lybienne les politiques et stratégies d'industrialisation ont plutôt été axées sur les industries du pétrole et du gaz, les industries fondées sur l'exploitation des ressources locales, la sidérurgie, la substitution des productions locales aux importations et la production de biens de consommation. Le secteur des services d'appui reste encore très peu développé.

De manière un peu plus détaillée on peut relever les caractéristiques suivantes des politiques industrielles de chacun des pays de la sous-région.

La stratégie algérienne d'industrialisation vise à développer en priorité les filières amont, sidérurgie et pétrochimie de production de biens intermédiaires lourds qui devraient rendre possible un "noircissement progressif de la matrice inter-industrielle". Cette industrialisation s'appuie quasi exclusivement sur le marché intérieur en substituant la production nationale aux importations et en élargissant l'éventail de consommation.

* le potentiel industriel progressivement mis en place en Lybie poursuit deux objectifs essentiels :

- aider au développement des activités agro-pastorale en les "modernisant";
- satisfaire une demande intérieure en biens de consommation (finale et durable);

C'est ainsi que les branches industrielles sidérurgie, chimie et pétrochimie, mécanique et matériaux de construction d'une part, agro-alimentaires, bois et papier et textiles d'autre part ont été

mis en place et relativement développées. Il faut préciser cependant que cette politique industrielle lybienne n'a pas encore permis la mise en place d'un système industriel intégré, le rythme d'industrialisation ayant été de plus cassé par le retournement du marché pétrolier mondial et l'apparition d'une contrainte serrée dans ce pays.

* Les politiques industrielles mises en place au début de la planification tunisienne dans ce pays accordaient la priorité aux branches chimie (30 %) et industries extractives (11 %) ainsi qu'aux branches mécaniques, métallurgiques et électriques (17 %) et aux branches textiles et habillement (11 %).

Ces politiques industrielles visaient la satisfaction du marché intérieur dans le cadre d'une stratégie de substitution aux importations.

A partir du début de la décennie 1970 et devant l'échec des premières politiques industrielles, les planificateurs tunisiens accordent la priorité aux exportations industrielles et mettent en place une stratégie de substitution aux exportations basée essentiellement sur les industries "chimie" et textile et habillement.

Cette stratégie industrielle de substitution aux exportations a privilégié le développement d'opérations de bout de chaîne (assemblage, confection...) qui a renforcé la dépendance de l'industrie tunisienne à l'égard de l'approvisionnement extérieur en input.

* Les politiques industrielles qui se sont succédées au Maroc rappellent l'expérience tunisienne d'industrialisation.

Les branches industrielles substitutives aux importations ont eu la priorité et c'est ainsi que les "textiles et cuir", matériaux de construction et agro-alimentaire, chimie et para-chimie ainsi qu'à un degré moindre les branches mécanique et électromécanique ont été les lieux privilégiés de l'accumulation industrielle. Les industries manufacturières ont été durant une seconde phase orientées vers les marchés d'exportation et notamment vers la CEE.

Comme en Tunisie, ce sont surtout les opérations de façonnage et de mise au point finale des biens industriels qui caractérisent l'industrie marocaine.

b - UNE INDUSTRIE MAGHREBINE COMPLEMENTAIRE ET DIVERSIFIEE

Ainsi le Maghreb dispose d'un potentiel industriel appréciable même s'il reste à le compléter et à l'intégrer davantage. Des industries de biens intermédiaires qui doivent cependant être diversifier et développer, des capacités de production de biens industriels de consommation importantes, un encadrement humain bénéficiant maintenant d'une bonne expérience constituent des atouts pour la concrétisation d'une véritable stratégie industrielle maghrébine.

Il faut pourtant rappeler que, à l'instar de la coopération commerciale qui caractérise leurs relations économiques, la

coopération industrielle intra-maghrébine est réduite aujourd'hui à une série d'accords bilatéraux, quelques unités industrielles mixtes, beaucoup de projets de joint-venture bilatéraux. Il est évident que cette coopération industrielle bilatérale n'est inscrite pour l'instant dans aucune stratégie d'intégration industrielle maghrébine et relève plus de relations économiques de type classique visant à compléter, bien faiblement d'ailleurs, les politiques industrielles nationales. Dans sa réunion de la deuxième quinzaine du mois de Mai à Alger.

Le Conseil Ministériel de l'industrie semble avoir bien vu que les branches les plus motrices de l'industrie maghrébine sont non intégrées et que cette partie centrale du processus industriel gagnerait à être complétée par les industries dites d'intégration c'est à dire de fabrication de biens intermédiaires et de biens d'équipement et de machines-outils. De telles industries financièrement lourdes pourraient être réalisées dans un cadre maghrébin qui leur assurerait un marché de grande taille et donc une viabilité économique certaine.

Le Conseil Ministériel maghrébin de l'industrie qui a déjà tenu à ce jour trois réunions, a récemment proposé au Sommet de l'UMA qui doit se tenir à Alger le principe de l'élaboration d'une stratégie industrielle fondée sur la complémentarité et la spécialisation. Dans cette perspective chacun des pays membres de l'UMA est appelé à élaborer des stratégies de branches dans ses domaines d'excellence et à les soumettre aux groupes d'experts.

L'élaboration d'une stratégie industrielle globale et cohérente devant faire partie de la charte économique maghrébine pourra alors se faire et constituer le cadre d'évolution de la coopération industrielle maghrébine actuelle vers une véritable politique d'intégration industrielle régionale tournée à la fois vers la satisfaction des marchés maghrébins en expansion mais aussi et surtout vers des marchés d'exportation encore accessibles.

Dans cette perspective le conseil ministériel chargé de l'industrie a favorisé la création d'un certain nombre d'institutions souples et sans pouvoir de décision chargées de développer la concertation intra maghrébine et d'impulser la coopération dans les différentes branches industrielles existantes (ou à lancer) dans les pays membres de l'UMA. Sept institutions ont été à ce jour mises en place. Il s'agit de :

- 1 - Le Conseil maghrébin de la sidérurgie
- 2 - L'Union maghrébine des matériaux de construction
- 3 - Le Comité d'études pour l'évaluation des potentialités existantes en matière de véhicules particuliers et industriels et l'élaboration d'une stratégie sectorielle maghrébine
- 4 - L'Association maghrébine des industriels de la mécanique
- 5 - L'Union professionnelle des industries électroniques et informatiques du Maghreb
- 6 - L'Union maghrébine des textiles et cuir
- 7 - La Fédération maghrébine des producteurs et distributeurs de produits pharmaceutiques et équipements médicaux.

De même le Conseil ministériel de l'industrie recommande au Sommet de favoriser :

- Le développement de la sous traitance et des industries d'intégration dans le domaine du machinisme agricole autour de l'industrie existante en Algérie (PMA)
- le développement de la sous traitance et des industries d'intégration dans le domaine des industries de matériels de travaux publics autour de l'industrie existante en Algérie (ENMTP)
- la redynamisation du centre d'étude et de recherches industrielles de Tanger
- la création d'une revue industrielle maghrébine et d'une banque de données sur les industries maghrébines
- de multilatéraliser les projets industriels bilatéraux existants.

Ainsi, le processus de création d'un marché commun et d'une zone économique intégrée, doit être basé sur une spécialisation poussée des pays membres en fonction des particularités qu'offrent leurs potentiels de production respectifs. Une telle spécialisation permettrait de maximiser les avantages comparatifs et facilitera également les mouvements de main-d'oeuvre, de marchandises et de capitaux.

Les expériences d'une intégration purement commerciale sans prolongements durables se sont souvent soldées par un échec, lorsqu'elles n'ont pas été soutenues par une coopération basée sur le renforcement de la base productive régionale ou sous-régionale.

Cette observation est encore plus valable dans le cas des pays en développement où les faibles niveaux d'industrialisation des pays membres ainsi que la non diversification de leurs tissus industriels, limitent structurellement les niveaux de leurs échanges inter-régionaux, les gammes de produits échangeables étant fortement réduites. En revanche, la mise en commun de leurs potentialités et l'allocation d'une partie de leurs ressources dans des stratégies de coproduction et de co-développement sont à même d'intensifier et d'accroître les possibilités d'échange à l'échelle de la région. En d'autres termes, une telle approche peut permettre l'émergence d'une interdépendance réelle et un véritable processus d'intégration structurante et durable.

Pourtant la mise en oeuvre d'une telle coopération productive régionale soutenue par des politiques sectorielles communes n'est pas sans difficultés. Quatre problèmes ont pu être identifiés au cours du processus de coopération productive intra-maghrébine.

1 - L'inégalité dans la répartition des avantages (1) :

Les expériences d'intégration économique qui ont échoué sont nombreuses même lorsqu'elles s'appuyaient sur des politiques économiques coordonnées, une monnaie unifiée, des institutions multilatérales. L'une des raisons des échecs souvent citée est celle qui a trait à la question de la répartition des avantages et des gains de la coopération entre partenaires. L'un de ces exemples éloquent est celui de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE).

(1) Ces éléments ont été rédigés à partir d'une enquête menée dans le cadre de cette étude auprès de certains opérateurs économiques, maghrébins, parties prenantes de projets de coopération productive au Maghreb, (dans les branches des industries mécaniques, électroniques informatiques...).

En effet, un partenaire peut se désintéresser d'un projet, lorsqu'il pense que celui-ci lui occasionnera des pertes plus grandes que les gains qu'il compte en tirer.

Cette question est d'autant plus complexe que dans le cas des Economies maghrébines actuelles, les opérateurs privés ou même publics autonomes, soumis au calcul économique, sont tous soucieux de la rentabilité financière maximum.

Par conséquent, pour éviter que cette question ne soit une source de désaccords et de limitation des possibilités de coopération, il est indispensable de mettre en place des mécanismes de compensation qui corrigent les éventuelles inégalités dans la répartition des avantages.

Ces mesures de péréquation des gains et des pertes, selon les partenaires peuvent prendre la forme d'un transfert direct à l'Etat ou à l'entreprise pénalisée, ou bien de moyens indirects tels que les achats préférentiels.

2 - Le partage des risques

Comme toute expérience de regroupement, l'intégration maghrébine est un choix conscient qui implique le respect par tous les partenaires d'une série de "règles de jeu".

La coopération productive notamment dans le secteur industriel implique des investissements, parfois extrêmement lourds et porteurs de gros risques. Tout comme la répartition des gains, qui doit être gérée équitablement, les risques doivent être aussi supportés par l'ensemble des partenaires. C'est d'ailleurs le sens du mot anglais "joint venture". Cet aspect de la coopération implique que des mesures réglementaires d'accompagnement soient définies à l'occasion

de la conclusion des contrats de co-production, engageant l'ensemble des partenaires - opérateurs économiques et Etat.

3 - La question des prix des marchandises co-produites

cette question constitue l'un des aspects les plus épineux liés à l'intégration économique régionale. En effet, nous savons que dans le cas des industries hautement capitalistiques des pays en développement, les coûts de production sont élevés (biens d'équipements, machines-outils ; biens de consommation durables...), surtout que les niveaux de productivité ici sont faibles. Cette situation se traduit par une faible compétitivité, voire une absence de compétitivité totale à l'égard des produits fabriqués dans des pays plus industrialisés. Pour certains produits, les prix sont parfois deux fois supérieurs aux prix internationaux (cas du tracteur algérien et autres machines agricoles). Cette donnée peut jouer à l'encontre d'une stratégie de coopération. Mais dans ce cas également, la question des prix peut être contournée par des mesures compensatoires, non pas seulement à un niveau micro-économique (à l'échelle de l'entreprise) mais aussi au niveau macro-économique.

Il est vrai que l'intégration économique régionale poursuit plusieurs objectifs de type : industriel, technique et technologique ; socio-économique, indépendants du problème des prix et des coûts. Mais l'opérateur économique reste surtout attaché à une rationalité micro-économique lui faisant rechercher d'abord le bénéfice le plus grand. Il faudrait alors que des mesures diverses d'encouragement (subventions ; compensations ; exonérations...) soient définies en vue de maximiser les occasions de commercer au sein de la région.

La question des prix pour des groupes spécifiques de produits peut d'ailleurs être atténuée par la dimension du marché, voire surtout par la garantie de celui-ci aux producteurs.

LA QUESTION DES MARCHES ET DES DEBOUCHES

L'une des garanties les plus appréciées lors des programmes de coopération productive réside dans la sécurité du marché et les possibilités réelles de débouchés pour les produits.

Les produits fabriqués par les usines en joint venture et visant à satisfaire les besoins de la région doivent nécessairement bénéficier d'un régime préférentiel.

En d'autres termes, le principe est celui de coopérer dans un climat de certitude. L'ouverture des frontières à la libre concurrence internationale pour des produits offerts par les sociétés mixtes maghrébines (1) sans aucune "balise" ni moyen de protection ne peut aller dans le sens de la coopération régionale.

L'adaptation, l'extension et le dimensionnement des capacités de production pour le marché maghrébin a inéluctablement pour corollaire la garantie du marché de la zone. Pour cela, il importe que non seulement les partenaires "jouent le jeu" mais que le marché soit judicieusement et réellement suivi (études ; prospectives...).

(1) Cas du machinisme agricole au Maroc et en Tunisie, au moment où l'idée du tracteur maghrébin dont le leader est l'Algérie est consacrée au niveau institutionnel.

Il est indispensable que le marché commun régional soit constamment préféré au marché international. Des mécanismes suffisamment élaborés existent pour que ce traitement préférentiel du produit maghrébin sur le marché maghrébin puisse être assuré au moins durant la phase de démarrage et de montée en cadence des unités de production conjointes.

L'ouverture à la concurrence internationale ne sera bénéfique pour l'industrie maghrébine que lorsque celle-ci aura maîtrisé l'ensemble des éléments constitutifs du procès de production et donc amélioré ses performances.

En conclusion on peut retenir que quelques soient les difficultés qui vont certainement surgir sur le chemin de l'intégration industrielle maghrébine, les potentiels nationaux en place tant matériels qu'humains autorisent les plus grands espoirs pourvu que politiquement le Maghreb industriel soit réellement voulu.

Dans le domaine agricole aussi des possibilités de réalisation de l'autosuffisance alimentaire dans le sens d'un équilibre de la balance agricole maghrébine existent.

Nous examinons maintenant ces possibilités par une analyse du potentiel agricole maghrébin et des projets de coopération souhaitables.

II - LA COOPERATION AGRICOLE

La question de l'intégration maghrébine dans le secteur agricole se pose de manière particulière comparativement au secteur industriel. En effet celui-ci recèle de plus grandes possibilités de coopération alors que les agricultures maghrébines se caractérisent par une

série de facteurs bloquants et limitatifs. Pour l'ensemble des pays maghrébins, le secteur agricole se caractérise par une série d'obstacles dont les plus importants sont :

1 - Une faible proportion des terres agricoles cultivables par rapport à la superficie totale de la région. Pour une population de 57,4 millions d'habitants et qui en comptera 83 millions en l'an 2000, le Maghreb ne dispose que de 20 à 25 millions d'ha de S.A.U. L'analyse des S.A.U. nationales montre que c'est le Maroc qui dispose de la plus importante superficie devant l'Algérie, la Tunisie, la Lybie et la Mauritanie.

Cependant il faut relever que le potentiel des terres agricoles disponibles et non encore cultivées dans chacun des pays révèle des possibilités sérieuses pour la région d'accroître la production et d'atteindre progressivement l'objectif de l'auto-suffisance. Le tableau qui suit montre le niveau et la structure d'occupation des terres agricoles.

2 - Une forte dépendance alimentaire et le recours croissant aux importations pour couvrir les besoins d'une population en croissance élevée. Le déficit entre l'offre et la demande agricoles au Maghreb est principalement un déficit en produits de base (blé ; produits laitiers ; huiles végétales et sucre).

Le coût de ses importations, relativement important (plus de 3 milliards de \$ en 1986), fait ainsi du Maghreb une zone extrêmement dépendante des marchés extérieurs.

Malgré le rythme de croissance agricole enregistré depuis le début des années 1980 dans le cadre des politiques agricoles définies au cours de cette période (réduction du déficit alimentaire et expansion des exportations) la production agricole maghrébine reste insuffisante.

3 - Une faible mécanisation : des efforts ont été réalisés dans ce domaine, mais le taux de mécanisation reste faible pour l'ensemble des pays limitant de manière considérable le niveau de production et les taux de rendement. De ce fait, le secteur agricole maghrébin se caractérise par un déséquilibre au niveau de sa structure productive avec l'articulation d'un secteur moderne, mécanisé et pratiquant des cultures intensives et d'un secteur traditionnel à faibles rendements.

A titre illustratif nous savons que, en dépit des efforts importants d'investissement et les quelques actions d'intensification, les agricultures maghrébines demeurent encore des agricultures extensives et faiblement dotées en capital. La Tunisie utilise un tracteur pour 173 ha ; le Maroc un tracteur pour 189 ha et l'Algérie un tracteur pour 100 à 120 ha.

4 - De faibles capacités en matière d'irrigation : sur les 20 à 25 millions d'ha, l'irrigation ne représente que 6 % en moyenne dans la région : (4 % en Algérie ; 4 % en Tunisie ; 9,6 % au Maroc et 2,7 % en Lybie).

C'est là un des facteurs limitant les plus importants et un élément explicatif des faibles rendements et par conséquent du recours croissant aux importations alimentaires destinées à la satisfaction de la demande locale.

5 - Une forte dépendance des conditions climatiques (cycles longs de sécheresse ; pluviométrie réduite...) qui affectent sensiblement l'agriculture maghrébine. Seul le Maroc a eu une politique hydraulique que prometteuse.

6 - Une production concurrentielle à l'intérieur de la zone et des types de cultures existants au Maghreb sont quasi identiques ; les cinq pays produisent globalement les mêmes produits avec une caractéristique commune : la faiblesse des rendements pour ces cultures comme l'indique le tableau qui suit :

NR2/DP

Evolution des Rendements par Culture et par Pays

Designation	Algérie	Libye	Mauritanie	Mali	Maroc	Senegal	Yemen
1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968
1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040
2041	2042	2043	2044	2045	2046	2047	2048
2049	2050	2051	2052	2053	2054	2055	2056
2057	2058	2059	2060	2061	2062	2063	2064
2065	2066	2067	2068	2069	2070	2071	2072
2073	2074	2075	2076	2077	2078	2079	2080
2081	2082	2083	2084	2085	2086	2087	2088
2089	2090	2091	2092	2093	2094	2095	2096
2097	2098	2099	2100	2101	2102	2103	2104
2105	2106	2107	2108	2109	2110	2111	2112
2113	2114	2115	2116	2117	2118	2119	2120
2121	2122	2123	2124	2125	2126	2127	2128
2129	2130	2131	2132	2133	2134	2135	2136
2137	2138	2139	2140	2141	2142	2143	2144
2145	2146	2147	2148	2149	2150	2151	2152
2153	2154	2155	2156	2157	2158	2159	2160
2161	2162	2163	2164	2165	2166	2167	2168
2169	2170	2171	2172	2173	2174	2175	2176
2177	2178	2179	2180	2181	2182	2183	2184
2185	2186	2187	2188	2189	2190	2191	2192
2193	2194	2195	2196	2197	2198	2199	2200
2201	2202	2203	2204	2205	2206	2207	2208
2209	2210	2211	2212	2213	2214	2215	2216
2217	2218	2219	2220	2221	2222	2223	2224
2225	2226	2227	2228	2229	2230	2231	2232
2233	2234	2235	2236	2237	2238	2239	2240
2241	2242	2243	2244	2245	2246	2247	2248
2249	2250	2251	2252	2253	2254	2255	2256
2257	2258	2259	2260	2261	2262	2263	2264
2265	2266	2267	2268	2269	2270	2271	2272
2273	2274	2275	2276	2277	2278	2279	2280
2281	2282	2283	2284	2285	2286	2287	2288
2289	2290	2291	2292	2293	2294	2295	2296
2297	2298	2299	2300	2301	2302	2303	2304
2305	2306	2307	2308	2309	2310	2311	2312
2313	2314	2315	2316	2317	2318	2319	2320
2321	2322	2323	2324	2325	2326	2327	2328
2329	2330	2331	2332	2333	2334	2335	2336
2337	2338	2339	2340	2341	2342	2343	2344
2345	2346	2347	2348	2349	2350	2351	2352
2353	2354	2355	2356	2357	2358	2359	2360
2361	2362	2363	2364	2365	2366	2367	2368
2369	2370	2371	2372	2373	2374	2375	2376
2377	2378	2379	2380	2381	2382	2383	2384
2385	2386	2387	2388	2389	2390	2391	2392
2393	2394	2395	2396	2397	2398	2399	2400
2401	2402	2403	2404	2405	2406	2407	2408
2409	2410	2411	2412	2413	2414	2415	2416
2417	2418	2419	2420	2421	2422	2423	2424
2425	2426	2427	2428	2429	2430	2431	2432
2433	2434	2435	2436	2437	2438	2439	2440
2441	2442	2443	2444	2445	2446	2447	2448
2449	2450	2451	2452	2453	2454	2455	2456
2457	2458	2459	2460	2461	2462	2463	2464
2465	2466	2467	2468	2469	2470	2471	2472
2473	2474	2475	2476	2477	2478	2479	2480
2481	2482	2483	2484	2485	2486	2487	2488
2489	2490	2491	2492	2493	2494	2495	2496
2497	2498	2499	2500	2501	2502	2503	2504
2505	2506	2507	2508	2509	2510	2511	2512
2513	2514	2515	2516	2517	2518	2519	2520
2521	2522	2523	2524	2525	2526	2527	2528
2529	2530	2531	2532	2533	2534	2535	2536
2537	2538	2539	2540	2541	2542	2543	2544
2545	2546	2547	2548	2549	2550	2551	2552
2553	2554	2555	2556	2557	2558	2559	2560
2561	2562	2563	2564	2565	2566	2567	2568
2569	2570	2571	2572	2573	2574	2575	2576
2577	2578	2579	2580	2581	2582	2583	2584
2585	2586	2587	2588	2589	2590	2591	2592
2593	2594	2595	2596	2597	2598	2599	2600
2601	2602	2603	2604	2605	2606	2607	2608
2609	2610	2611	2612	2613	2614	2615	2616
2617	2618	2619	2620	2621	2622	2623	2624
2625	2626	2627	2628	2629	2630	2631	2632
2633	2634	2635	2636	2637	2638	2639	2640
2641	2642	2643	2644	2645	2646	2647	2648
2649	2650	2651	2652	2653	2654	2655	2656
2657	2658	2659	2660	2661	2662	2663	2664
2665	2666	2667	2668	2669	2670	2671	2672
2673	2674	2675	2676	2677	2678	2679	2680
2681	2682	2683	2684	2685	2686	2687	2688
2689	2690	2691	2692	2693	2694	2695	2696
2697	2698	2699	2700	2701	2702	2703	2704
2705	2706	2707	2708	2709	2710	2711	2712
2713	2714	2715	2716	2717	2718	2719	2720
2721	2722	2723	2724	2725	2726	2727	2728
2729	2730	2731	2732	2733	2734	2735	2736
2737	2738	2739	2740	2741	2742	2743	2744
2745	2746	2747	2748	2749	2750	2751	2752
2753	2754	2755	2756	2757	2758	2759	2760
2761	2762	2763	2764	2765	2766	2767	2768
2769	2770	2771	2772	2773	2774	2775	2776
2777	2778	2779	2780	2781	2782	2783	2784
2785	2786	2787	2788	2789	2790	2791	2792
2793	2794	2795	2796	2797	2798	2799	2800
2801	2802	2803	2804	2805	2806	2807	2808
2809	2810	2811	2812	2813	2814	2815	2816
2817	2818	2819	2820	2821	2822	2823	2824
2825	2826	2827	2828	2829	2830	2831	2832
2833	2834	2835	2836	2837	2838	2839	2840
2841	2842	2843	2844	2845	2846	2847	2848
2849	2850	2851	2852	2853	2854	2855	2856
2857	2858	2859	2860	2861	2862	2863	2864
2865	2866	2867	2868	2869	2870	2871	2872
2873	2874	2875	2876	2877	2878	2879	2880
2881	2882	2883	2884	2885	2886	2887	2888
2889	2890	2891	2892	2893	2894	2895	2896
2897	2898	2899	2900	2901	2902	2903	2904
2905	2906	2907	2908	2909	2910	2911	2912
2913	2914	2915	2916	2917	2918	2919	2920
2921	2922	2923	2924	2925	2926	2927	2928
2929	2930	2931	2932	2933	2934	2935	2936
2937	2938	2939	2940	2941	2942	2943	2944
2945	2946	2947	2948	2949	2950	2951	2952
2953	2954	2955	2956	2957	2958	2959	2960
2961	2962	2963	2964	2965	2966	2967	2968
2969	2970	2971	2972	2973	2974	2975	2976
2977	2978	2979	2980	2981	2982	2983	2984
2985	2986	2987	2988	2989	2990	2991	2992
2993	2994	2995	2996	2997	2998	2999	3000

Source : FAO

On peut enfin relever que malgré l'orientation exportatrice que les planificateurs marocain et tunisien ont tenté d'imprimer à leurs agricultures respectives les exportations agricoles du Maghreb restent limitées.

En effet, seul le Maroc et dans une moindre mesure la Tunisie réalisent des exportations significatives et ont pu maintenir leurs exportations traditionnelles de produits agricoles ; la Lybie, devrait elle aussi pouvoir devenir un exportateur de céréales essentiellement avec la fin du projet de construction de la rivière artificielle. Au Maroc, la part des exportations alimentaires dans les exportations totales représente en moyenne 25 à 30 %. En Tunisie ce taux est de 10%. Il s'agit là des parts les plus élevées au Maghreb. Ce sont essentiellement des produits de la pêche (crustacés ; mollusques ; poissons ; poissons frais...) qui se sont développés au détriment

des produits agricoles, qui restent au stade de produits agricoles

coles n'ont pas abouti et ce pays n'est que symboliquement présent sur les marchés extérieurs.

Les limites à l'expansion des exportations sont d'ordre interne et externe, les contraintes de débouchés, particulièrement vers la CEE (principal client des pays maghrébins : avec 60 % en moyenne des exportations agro-alimentaires) freinent les exportations vers les marchés communautaires alors même que les efforts de diversification vers d'autres régions ou pays n'ont pas été à ce jour concluants. Au plan interne les possibilités d'augmenter les exportations hors

C'est sur la base de ces structures agricoles que va être élaborée la politique de coopération agricole maghrébine. Des objectifs vont être définis et des moyens mobilisés.

Parmi les objectifs assignés d'ores et déjà à la politique maghrébine de coopération et d'intégration agricoles, la commission ministérielle spécialisée : "sécurité alimentaire" a identifié une série d'actions à mettre en oeuvre dont les plus importantes sont :

- . Le développement des industries en amont et en aval de l'agriculture et servant l'intensification agricole ; et la valorisation de la production ;
- . La lutte contre l'érosion ;
- . L'exploitation commune des ressources halieutiques ;
- . Le développement coordonné de la recherche agronomique au niveau maghrébin ;
- . L'élaboration et l'adoption d'un plan commun de développement de la production animale ;
- . La mise en oeuvre d'un programme commun en matière de santé animale ;
- . La mise en oeuvre d'un programme commun en matière de protection des plantes et des forêts ;
- . L'exploitation rationnelle de l'eau et la mise en oeuvre d'un programme de recherches en hydraulique.

Cette charte de la coopération agricole maghrébine a déjà donné lieu à la préparation de quatre projets de convention à soumettre au Sommet des Chefs d'Etat qui doit se tenir à Alger les 21 et 22 Juillet 1990. Il s'agit de conventions portant sur :

- 1 - Un programme phytosanitaires ;
- 2 - La création d'une structure maghrébine de recherches, de formation et d'orientation agricoles ;
- 3 - La création d'un organisme maghrébin pour le développement des céréales et des légumes secs ;
- 4 - Une convention sur les échanges de produits agricoles qui définit les procédures auxquelles ces échanges sont soumis en attendant la réalisation de l'union douanière et dans une phase ultérieure, le marché commun.

Il est clair que ces quatre conventions demeurent insuffisantes pour réaliser l'objectif central assigné à la coopération et à l'intégration agricoles, à savoir l'auto-suffisance et la sécurité alimentaire de la région.

Plusieurs étapes restent à franchir.

La libéralisation des échanges de produits agricoles dans le but de la création d'un marché agricole maghrébin, ne doit être considérée que comme une étape de la stratégie d'intégration qui sera forcément progressive. Ce marché agricole maghrébin, qui suppose la libéralisation progressive du commerce des produits dont les listes restent à établir

selon la règle du partage équitable des gains à l'échange, apparaît possible d'autant plus que les débouchés extérieurs traditionnels du Maghreb se ferment. Dès lors une fois négociées les questions de prix et de qualité des produits à échanger au sein de la zone, la mise en place du marché maghrébin des produits agricoles est possible. Mais il faut rappeler que cette libéralisation des échanges doit inéluctablement être accompagnée par une réelle intégration des secteurs industriel et agricole à l'échelle maghrébine (industrie/agriculture). L'accroissement de la production et des niveaux de rendement des cultures maghrébines nécessite une stratégie d'intensification commune (mécanisation plus grande ; accroissement des capacités d'irrigation...) et doit d'ores et déjà être concrètement conçue et amorcée dans le cadre d'un plan de développement agricole commun.

La coopération économique entre les pays du Maghreb, bien que pour l'essentiel à caractère bilatéral, a bien progressé pour pouvoir constituer aujourd'hui une base solide de mise en place d'un véritable processus intégrationniste. L'utilité économique des accords pour chacun des partenaires semble avoir été le critère central de la démocratie et c'est heureux.

Il reste néanmoins à signaler cette attitude "nationaliste" qui entraîne chacun des partenaires à n'accepter la coopération que lorsque celle-ci ne perturbe en rien "son" modèle et "ses" choix économiques. Or on sait qu'une stratégie communautaire ne peut être réduite à la sommation des stratégies nationales.

Une coopération maghrébine plus communautaire dans sa démarche, plus résolument intégrationniste visant à diminuer la sensibilité des économies de la région dans leurs relations avec l'économie mondiale constituerait une issue plus certaine à la crise actuelle des nationalismes économiques maghrébins. Les "modèles de développement" en place ne devraient pas être considérés comme immuables surtout lorsqu'ils sont largement ouverts et fortement soumis à la logique de fonctionnement du capitalisme mondial.

Il faudrait dès lors compléter la démarche actuelle par la prise en compte d'une préoccupation incontestablement maghrébine : celle que laisse apparaître l'analyse des contraintes extérieures qui pèsent sur les économies de la sous-région.

L'ensemble des pays de l'UMA gagneraient à l'évidence à minimiser le poids de ces contraintes et à tenter d'amorcer la "déconnexion" du Maghreb par rapport à la dominance de l'économie capitaliste mondiale.

Trois contraintes sont aujourd'hui particulièrement serrées et semblent difficiles à dépasser dans le cadre strictement national :

- la dépendance alimentaire
- l'approvisionnement extérieur de l'outil de production
- l'endettement extérieur.

LES CONTRAINTES EXTERIEURES ET LA DEMARCHE COMMUNAUTAIRE MAGHREBINE

L'examen du fonctionnement des économies maghrébines fait ressortir trois types de contraintes extérieures qui pèsent de tout leurs poids sur la performance des systèmes en place :

La Crise des agricultures maghrébines et la dépendance agro-alimentaire :

Notre objectif ici étant simplement de montrer la dépendance agro-alimentaire des pays maghrébins nous nous contenterons de donner quelques informations chiffrées sur la question.

Les factures relatives aux importations alimentaires de chacun des pays maghrébins sont de plus en plus lourdes : aussi bien l'Algérie que la Tunisie et le Maroc ainsi bien entendu que la Lybie et la Mauritanie n'arrivent à satisfaire leurs besoins alimentaires qu'en recourant aux importations massives de biens de consommation agricoles. Déjà en 1985 les cinq pays ont importé pour la valeur de 3,3 milliards de dollars U.S. de produits alimentaires ainsi répartis :

Algérie	1,8 milliards de dollars
Maroc	497 millions de dollars
Tunisie	260 milliards de dollars
Lybie	570 millions de dollars
Mauritanie	106 millions de dollars

Ces importations sont constituées pour l'essentiel de céréales, huiles végétales, produits laitiers et sucre. En matière de céréales par exemple l'Algérie a importé en 1986 70 % de sa consommation, la Tunisie près de 50 % et le

Les déficits financiers des balances agricoles de chacun des pays maghrébins sont bien évidemment importants. Ils ont été en 1986 de 1.297 millions de dollars en Algérie, 285 millions de dollars au Maroc et 145 millions de dollars en Tunisie.

Ces quelques chiffres sur la dépendance alimentaire du Maghreb mettent en évidence l'utilité de la coopération agricole maghrébine qui peut aller jusqu'à l'élaboration d'une politique agricole commune visant à une meilleure utilisation du potentiel agricole de la région qui n'est pas négligeable. Les politiques d'exportations agricoles menées actuellement au Maroc et en Tunisie sur la base "d'avantages comparatifs" et visant à l'équilibre de la balance agricole de chacun des deux pays semblent vouées à l'échec ne serait-ce qu'en pensant uniquement au retrécissement déjà constaté des débouchés européens. Le marché maghrébin intégré devrait pouvoir constituer l'alternative surtout s'il est soutenu ne serait-ce que par une concertation des politiques agricoles.

II - LE RECOURS IMPORTANT A L'APPROVISIONNEMENT EXTERIEUR DE L'OUTIL DE PRODUCTION

Chacun des pays maghrébins met actuellement en place dans le cadre de politiques économiques qui lui sont propres, un système productif local. Il reste entendu qu'aucun de ces pays n'a achevé cette mise en place et les outils de production réalisés restent encore largement dépendants, pour leur extension et surtout leur fonctionnement de l'approvisionnement extérieur.

Ainsi pour la même année 1986, l'Algérie, la Tunisie et le Maroc ont consacré plus de 60 % de leurs importations totales à l'approvisionnement dit productif.

Importations productives des pays
du Maghreb en 1986

	Algérie	Maroc	Tunisie
Matières premières et demi produits	31 %	37,9 %	35,6 %
Equipements industriels	31 %	22 %	20,6 %
Equipements agricoles	0,8 %	1,8 %	1,3 %
Total importations productives	62,8 %	61,7 %	57,5 %

On peut préciser davantage ces informations en présentant la part des consommations intermédiaires importées par chacun de ces pays pour faire fonctionner son appareil industriel.

Les industries manufacturières tunisiennes ont importé 35 % de leurs consommations intermédiaires ainsi réparties :

- Industries mécaniques	53,6 % d'intrants importés		
- Industries chimiques	41,4 %	"	"
- Industries agro-alimentaires	28 %	"	"
- Industries des matériaux de construction	18 %	"	"

De même le bilan devises des industries textiles et habillement a toujours été négatif à l'exception de l'année 1986 (+ 99 millions de D.T.).

Enfin l'élasticité des importations par rapport à la production dans l'industrie tunisienne serait de 1,8.

Industrie marocaine n'est pas en meilleure posture. En 1986, 60 % des importations totales du Maroc étaient constituées de biens destinés au secteur productif industriel. Les branches importatrices se distribuant ces approvisionnements extérieurs de la manière suivante :

- 11 % pour les branches agro-industrielles
- 12 % pour les textiles et cuir
- 26 % pour la chimie
- 51 % pour les industries mécaniques et électriques

Le volume des investissements industriels étant peu élevé ces dernières années l'essentiel de ces importations est constitué de demi produits et input divers nécessaires au fonctionnement de l'outil de production.

L'économie algérienne pour sa part est aussi dépendante de l'approvisionnement extérieur.

La production intérieure reste soumise à l'intensité de cet approvisionnement. Ici l'élasticité de la production par rapport aux importations était en 1986 de 1,1

Ces chiffres, tout en aidant à comprendre davantage le bien fondé et l'utilité de la coopération industrielle qui se développe actuellement au Maghreb et que nous avons présenté dans notre deuxième chapitre montrent aussi les progrès qu'il reste à accomplir dans ce domaine. Dans ce cas l'intégration par la production est inévitable et le partenariat gagnerait à se développer rapidement notamment dans les industries d'intégration c'est à dire les industries d'équipement et les industries de sous-traitance.

LE POIDS DE LA DETTE EXTERIEURE

La dépendance alimentaire, et la dépendance de l'approvisionnement productif extérieur sont aggravées par le fardeau de la dette que supportent les pays maghrébins rendu d'autant plus insupportable que leurs recettes courantes sont en diminution. Le tableau qui suit révèle le poids de ce fardeau.

	Algérie	Maroc	Tunisie	Lybie	Mauritanie
Dette totale des pays maghrébins en 1986	21,9	18,3	6,7	~10	~2
<u>Dette totale</u> Recettes courantes	230 %	350 %	210 %	-	-
<u>Service de la dette principal+ intérêts</u> Recettes d'exportation	70 %	72 %	42 %	-	-

La contrainte financière devient dans cette deuxième moitié de la décennie 80, lourde pour chacune des économies de la région. La nécessité d'une gestion concertée de la dette extérieure mais surtout faire preuve d'imagination pour développer les échanges commerciaux en économisant les moyens de paiement extérieur apparaissent bien comme des actions communautaires utiles et possibles. Les mécanismes de compensation qui régissent bien qu'encore timidement, une partie des relations économiques internationales sont aujourd'hui suffisamment élaborés pour permettre de contourner l'obstacle de l'insuffisance des moyens de paiement extérieur à laquelle se heurte chacun des pays maghrébins.

Ainsi l'issue à la crise des échanges commerciaux intra maghrébins résiderait dans la double série d'actions à mener en faveur de la coopération productive industrielle et agricole d'une part et en réfléchissant à la mise en place de mécanismes élaborés de compensation d'autre part.

Face à ces contraintes extérieures qui justifient à elles seules pour leur prise en charge, l'utilité et même la nécessité d'un regroupement économique maghrébin, de quels atouts dispose cette sous région du continent africain.

Le Maghreb est un ensemble d'une superficie de 5.783.183 Km² sur lequel vivait en 1987 une population de 59,4 millions d'habitants⁽¹⁾.

Le potentiel foncier agricole est constitué d'une superficie agricole utile (SAU) de 25 millions d'hectares. Il faut relever le caractère extensif des agricultures maghrébines qui recèlent donc d'importantes réserves de productivité qu'un programme concerté d'intensification permettrait de libérer.

Les ressources naturelles que recèle le sous sol de l'ensemble maghrébin des cinq sont importantes : 5 % des réserves mondiales de pétrole (4 milliards de tonnes) ; 4 % des réserves mondiales de gaz naturel (3.761 milliards de m³) ; 34 % des réserves mondiales de phosphate (44 milliards de tonnes) ; 16,6 % des réserves mondiales de charbon (134 millions de tonnes) ; 100 % de réserves mondiales de cobalt (210 millions de tonnes) ; 2 % des réserves mondiales de zinc (45 millions de tonnes) et 104 millions de tonnes de manganèse.

(1) Cette population maghrébine est composée de 38,8 % d'algériens, 38,6 % de marocains, 12,6 % de tunisiens, 6,8 % de lybiens et 3,15 % de mauritaniens qui croît à un taux moyen annuel de 2,7 %.
C'est dire l'importance du marché maghrébin unifié.

. Un PNB en 1987, de 109,9 milliards de \$.
Ce PNB se répartit à raison de 57,8 % pour l'Algérie,
20,3 % pour la Lybie, 12,95 % pour le Maroc, 8,2 % pour la
Tunisie, 0,75 % pour la Mauritanie (1).

. Une structure de la PIB qui fait apparaître
en 1987 une part importante de l'industrie : 44,2 % et
comme nous l'avons déjà signalé, une industrie diversifiée à
structure productive complémentaire et permettant de larges
perspectives.

(1) Le PNB par tête et par pays est le suivant :

- Lybie	5.500 \$/hbt
- Algérie	2.760 \$/hbt
- Tunisie	1.210 \$/hbt
- Maroc	620 \$/hbt
- Mauritanie	440 \$/hbt

LA COOPERATION ECONOMIQUE
ENTRE LA LYBIE - L'EGYPTE ET LE SOUDAN

L'histoire de la coopération économique entre les trois pays de la partie Est de l'Afrique du Nord (Libie, Egypte, Soudan) est beaucoup plus chahutée que celle que nous avons rappelé pour le Maghreb. C'est cette dynamique sans cesse cassée puis relancée qui nous oblige à une rapide chronologie des événements qui ont constitué la toile de fond des tentatives d'intégration économique entreprises par les trois pays, Libie, Egypte et Soudan.

C'est en 1969 à la fin du mois de décembre plus exactement que le Chef de l'Etat égyptien Gamal Abdenasser, dans une perspective de redéploiement politique et diplomatique, évoque pour la première fois avec ses pairs libyens et soudanais le projet d'une intégration économique tripartite. La disponibilité du pétrole en Libie, les ressources naturelles abondantes au Soudan et notamment les potentialités agricoles, la main d'œuvre qualifiée en Egypte appellent à la complémentarité entre les trois pays.

Le 27 Décembre 1969 les trois Chefs d'Etat signent "la Charte de Tripoli" qui donne naissance à un front révolutionnaire. Un engagement est pris par les trois Chefs d'Etat pour élaborer un programme de coopération

militaire, politique et économique (1). Aucune institution n'est créée mais les trois Chefs d'Etat décident de se rencontrer tous les quatre mois.

Moins d'un an après, en Septembre 1970, la mort de Nasser semblait relancer le processus d'unification tripartite : en hommage à la mémoire du disparu Noumeiry, Khaddafi et Sadate décident de créer une fédération tripartite. Mais les troubles politiques au Soudan emmenèrent ce pays à demander le report de la création de la fédération. Sur proposition égyptienne des comités de planification et de coordination sont mis en place pour entamer le travail de maturation du projet fédératif.

Le 27 Novembre 1970, le nouveau Chef d'Etat Syrien se rend au Caire et demande l'adhésion de son pays à la fédération tripartite.

(1) Quelques jours plus tard la Lybie se désengage du processus d'intégration économique maghrébine auquel elle était partie prenante avec l'Algérie, la Tunisie et le Maroc.

Le Soudan en est toujours absent (crise politique interne) et l'Union des Républiques Arabes est créée entre l'Egypte, la Syrie et la Lybie.

En Février 1972 six mois après la ratification de la constitution de l'U.R.A. la Lybie non convaincue de la viabilité d'un projet à trois, soumet à l'Egypte un projet bilatéral de "fusion totale". Après plusieurs tractations les deux Chefs d'Etat annoncèrent la fusion totale de leurs deux pays pour le 1er Septembre 73 au plus tard. la préparation de la guerre de 1973 par l'Egypte, le refus de ce pays de subir les pressions tentées par la Lybie expliquent l'abandon de l'idée de référendum populaire devant sceller la fusion.

Après la guerre d'Octobre, l'Egypte et le Soudan, croyant plus dans le système libéral se rapprochent et signent en 1974 "le programme d'intégration".

Cette date marque aussi le début d'une longue période de divergence entre l'Egypte et la Lybie qui ne se retrouveront qu'en 1989 lorsque le Chef de l'Etat Lybien se rend au Caire pour y rencontrer Moubarak.

L'INTEGRATION ECONOMIQUE ENTRE L'EGYPTE ET LE SOUDAN -----

La première tentative d'intégration économique bipartite entre l'Egypte et le Soudan date de 1974.

Le 11 Février 1974 en effet un "traité d'intégration économique et de programme politique" est signé entre les deux pays.

Ce traité a institué une haute commission ministérielle qu'il charge d'élaborer un programme d'intégration économique (1). Entre Août 1974 et Décembre 1977 il y a eu cinq réunions de la commission ministérielle (2) qui ont abouti à l'élaboration et l'adoption d'un programme d'intégration économique comportant six points principaux qui sont autant d'actions à entreprendre :

- 1 - L'élaboration d'une stratégie globale d'intégration économique et sociale
- 2 - La détermination et la définition des objectifs précis poursuivis par le processus intégrationniste
- 3 - La coordination des plans de développement économique et social des deux pays

(1) Cette commission ministérielle a elle même mis en place des groupes techniques spécialisés chargés de traiter des questions précises et qui se réunissent à une périodicité régulière.

(2) La première du 10 au 12 Août 1974 ; la seconde du 14 au 15 Mai 1975 ; la troisième du 21 au 23 Novembre 1976 ; la quatrième du 26 au 28 Mai 1977, et la cinquième du 26 au 30 Décembre 1977.

- 4 - Le développement de programmes sectoriels conjoints
- 5 - L'élaboration d'une liste de projets économiques intégrateurs
- 6 - La mobilisation des capacités financières de chacun des deux pays mais aussi celles des institutions financières internationales pour la réalisation du programme d'intégration.

Sur un plan plus concret et plus opérationnel ce sont les points 4 et 5 du programme retenu qui doivent donner une assise économique au projet d'intégration.

Les travaux des groupes techniques spécialisés ont en effet abouti à l'élaboration d'un programme d'investissements conjoints qui identifie une série de projets dans les différents secteurs d'activité. L'enveloppe financière globale retenue pour la réalisation de ces projets est de 1 milliard de \$ US se répartissant de la manière suivante :

Programme d'investissements communs

Egypto-Soudanais

En millions de (LS)

Secteurs	1978 - 1986	Après 1986	Total des investissements
Agriculture	47,9	-	47,9
Hydraulique	122,0	474,0	606,0
Industrie	8,5	-	8,5
Transport	125,3	185,0	310,3
Communication	11,0	-	11,0
Commerce et finance	3,5	3,5	-
Services	8,8	-	8,8
Total	327,0	669,0	996,0

Le choix des projets retenus s'est fait sur la base de 2 paramètres principaux :

- * la contribution du projet au processus d'intégration économique des deux pays
- * le degré de maturation du projet et notamment l'état d'avancement des études technico-économiques.

Nous pouvons remarquer l'importance accordée aux projets du secteur de l'hydraulique secteur vital

s'il en est et qui engage simultanément les décisions des deux pays (1) ainsi que ceux du secteur des transports les liaisons infrastructurelles entre les deux pays étant largement insuffisantes.

Au moment du lancement des projets de sérieuses contraintes financières ont apparu qui ont obligé les commissions spécialisées à hiérarchiser la réalisation des investissements sur la base des principes suivants :

- 1 - Les investissements en cours de réalisation doivent être achevés
- 2 - Les investissements d'infrastructure pouvant faciliter et accélérer le processus d'intégration doivent être lancés (2)

(1) On peut considérer que l'élément principal qui plaide en faveur de l'intégration de l'Egypte et du Soudan tient à l'objectif stratégique de la "sécurité de l'eau" au double plan de l'utilisation rationnelle des ressources hydrauliques du Nil et du danger permanent que représentent les crues du Nil. De nombreux projets ont d'ailleurs été lancés dans le domaine de l'hydraulique (assèchement et drainage des marécages de bahr el diebel, bahr ezzraf et bahr es soubat) et deux sociétés mixtes ont été créées : la société égypto soudanaise de constructions hydrauliques et la société arabo-africaine des eaux souterraines.

(2) Un projet de construction de la route le Caire-Assouan et Halfa-Dangha-Khartoum est lancé. De même le projet de construction d'une ligne ferroviaire reliant Assouan à Gued Halfa est mis en chantier. Dans le domaine du transport fluvial dès Juillet 1975 est créée la Société mixte égypto-

- 3 - Les investissements qui contribuent directement à atteindre l'objectif de sécurité alimentaire doivent être financés (1)
- 4 - Enfin les investissements qui concourent à la production d'excédents exportables doivent être identifiés.

Cette première tentative d'intégration économique égypto-soudanaise qui a couvert la période 1974-1982 et qui a permis l'identification d'une série de projets stratégiques du point de vue de la complémentarité recherchée, s'est heurtée, si l'on ne retenait que le facteur économique, à l'insuffisance des ressources financières disponibles pour ce programme. La faiblesse des ressources financières propres que pouvait dégager chacun des deux pays, le refus des pays arabes pétroliers de contribuer financièrement à la concrétisation de l'intégration égypto-soudanaise ont emmené ces deux pays à abandonner beaucoup de projets d'investissement pourtant bien maturés et certains même bien avancés sur le terrain.

(1) C'est ainsi qu'a été créée la société égypto-soudanaise d'intégration agricole qui a été chargée de la définition et l'application d'une stratégie visant à l'autosuffisance alimentaire des deux pays.

Ces difficultés n'ont pourtant pas découragé ni l'Egypte, ni le Soudan à poursuivre la tentative d'intégration et en octobre 1982 est signé par les deux Chefs d'Etat "la charte d'intégration entre la République Arabe d'Egypte et la République Démocratique du Soudan" document qui décrit la stratégie à appliquer pendant les dix prochaines années pour réaliser la construction de "l'unité des peuples du Nil."

Le contenu de la stratégie

Tenant compte de la première expérience (1974-1982) et visant à la consolider et la compléter la charte de 1982 insiste sur quatre orientations qu'elle considère comme stratégiques :

- la coordination des deux planifications économiques et sociales des deux pays
- la coordination des politiques commerciales et financières
- la réalisation de la sécurité alimentaire des deux pays
- la réalisation de la libre circulation des marchandises et des services, des hommes et des capitaux (1) entre les deux pays.

(1) Bien évidemment la charte rappelle tout l'intérêt qu'il y a à développer les transports et les communications qui faciliteront le processus intégrationniste.

La démarche retenue devra être fondée sur trois principes de base : la progressivité, le réalisme et l'équilibre des intérêts.

Au plan institutionnel deux organismes sont mis en place, l'un administratif : le secrétariat général, l'autre financier : le Fond de l'intégration.

Le secrétariat général assure la liaison entre le conseil suprême (qui réunit les deux Chefs d'Etat) et les commissions techniques spécialisées. Il prépare et fait adopter le budget.

Le Fond de l'intégration peut être considéré comme l'élément moteur du processus intégrationniste. Il est l'instrument à la fois financier et technique de l'intégration. Il jouit de l'autonomie administrative et financière. Il dispose d'un budget spécial. Ses fonctions sont multiples- Il est chargé :

- * de mobiliser les capitaux auprès des institutions financières tant locales qu'étrangères
- * d'assurer le financement des projets conjoints
- * de réaliser les études de choix des investissements

Secteurs					
Projets	Agriculture	Hydraulique	Finances Commerce	Industrie	Transports et communications
	<ul style="list-style-type: none">-Exploitation d'un M. de Feddan, maïs et graines (P) oléagineuses- production de viandes et d'aliments de bétail (P) en étude)- production d'huiles de tables et industriel-les (projet en étude)-création d'une société d'arrosage des cultures par avion (projet en étude)-production de café, thé et tabac (projet en étude)	<ul style="list-style-type: none">-Assechement des marécages-Projet dans la région de El Djebel et Ezaraf-Projet pour le lac Soulat- projet de forage du canal de Djoumli	<ul style="list-style-type: none">-élargissement et renforcement du commerce frontalier-libération des échanges et application des mesures de faveurs-accord pour élaboration de protocoles à moyen terme en fonction de développement respectif de chaque pays- accord sur des mesures de libération des échanges-ratification d'une convention portant compensation financière-échanges et instruments de ratification d'accord pour encouragement et protection des investissements dans les 2 pays-abrogation de la loi portant sur la somme transférable en devises pour les déplacements des citoyens entre ces 2 pays-réduction de prix des billets d'avion entre les 2 pays-formation de 40 travailleurs du ministère Soudanais du commerce en Egypte.	<ul style="list-style-type: none">-Sié Mixte de minéral-fonds de financement des projets mixtes (1 M. livres soudanais)-unités de traitement de la canne à sucre produites localement-études de faisabilité dans industries alimentaires et cuirs pour exportation-études prospectives de coopérations dans l'industrie	<ul style="list-style-type: none">-renforcement de réalisation de la r-construction d'un-construction de chemin de grand barrage - F-construction d'un-reliant Assouan (1-à Khartoum(1500

NB : L'ensemble des projets mentionnés dans ce tableau pour l'ensemble des secteurs sont à la phase d'études technico-économiques et de faisabilité

ND : L'ensemble des projets mentionnés dans ce tableau pour l'ensemble des secteurs sont à la phase d'études technico-économiques et de faisabilité

- * de suivre les travaux de réalisation des projets retenus
- * de déterminer le montant des soutiens financiers qui devront être accordés.

Le capital du Fond est d'une valeur de 500 millions de DTS répartis en parts égales entre les deux pays. Chacun des deux pays devra verser sa quote-part pour un tiers (1/3) en monnaie locale et deux tiers (2/3) en devises convertibles.

Le Fonds agit à la fois comme banque de financement d'un certain nombre de projets conjoints et comme société d'investissement au service de l'intégration.

Ainsi le conseil suprême a-t-il chargé le Fonds de prendre en charge financièrement par le biais de subventions la société agricole égypto soudanaise et de soutenir l'extension de la surface cultivable. De même la restructuration financière de l'organisme "Oued Ennil" chargé de l'administration de la navigation sur le fleuve a-t-elle été confiée au Fonds. Enfin le Fond doit prendre en charge le financement des études technico-économiques dans les domaines de :

- la canne à sucre
- la culture du café, du thé et du tabac

- la production des viandes rouges et d'aliments du bétail
- la production des viandes blanches.

Agissant en tant que société d'investissements le Fond s'est vu confirmer par le conseil suprême, le transfert de propriété de cinq sociétés mixtes importantes :

- la société égypto-soudanaise chargée de l'intégration agricole
- la société égypto-soudanaise des minerais
- la société arabo-africaine des eaux minérales
- la société égypto-soudanaise pour les travaux hydrauliques
- l'office "Oued Ennil" d'administration de la navigation.

Que peut-on retenir de cette période (1974-1985) de coopération bilatérale égypto-soudanaise sinon que les tentatives d'intégration lancées dans le cadre du programme d'intégration de 1974 puis dans celui de la charte d'intégration de 1982 n'ont pas atteint leurs objectifs. Les raisons de l'échec tiennent à la fois aux insuffisances de ressources financières, au mode d'organisation inefficace mis en place ainsi qu'au

relatif laxisme des dirigeants des deux pays plus soucieux de problèmes politiques et de sécurité que de développement économique.

En Avril 1985 il y a soulèvement populaire au Soudan qui va alors traverser une sérieuse crise politique. Les relations bilatérales égypto-soudanaises sont gelées. En 1986, le Gouvernement soudanais prend un certain nombre de décisions qui réduisent les organismes d'intégration existants : il y a création d'un seul bureau rattaché au Premier Ministre qui remplace toutes les anciennes structures.

Ce n'est qu'en 1987 et plus exactement le 21 Février que le Chef de l'Etat soudanais Sadek El Mahdi signe au Caire la "charte de fraternité" entre l'Egypte et le Soudan qui remplace la charte de l'intégration signée en 1982 et qui relance la coopération multiforme entre les deux Etats.

Sur le plan économique les orientations de la charte de fraternité reprennent trois séries d'actions déjà inscrites dans les précédents programmes :

- 1 - la coordination des plans de développement des deux pays notamment en matière de stratégie agricole et de développement industriel

2 - la prise en charge immédiate et la réalisation rapide de tout projet commun visant la satisfaction des besoins essentiels des populations des deux pays.

3 - Le développement des réseaux de communication et de télécommunications qui facilitent la circulation des personnes et des marchandises entre les deux pays.

. Au plan institutionnel les deux Chefs d'Etat décident de la mise en place d'une haute commission présidée par les deux Premiers Ministres et chargée du suivi de la mise en oeuvre des recommandations de la charte. Cette commission est composée de Ministres spécialisés. Elle se réunit une fois tous les 6 mois alternativement dans chacun des deux pays. La haute commission peut créer des sous commissions chargées de dossiers techniques pouvant éclairer ses décisions.

La seconde réunion de la haute commission a eu lieu à Khartoum les 9 et 10 Avril 1983. D'importantes décisions y ont été arrêtées notamment dans le domaine des affaires économiques et de la sécurité alimentaire.

Ainsi la société égypto-soudanaise d'investissement et de développement remplace le fond de l'intégration. Le capital initial de la société est arrêté à deux cents millions de dollars américains réparties en 2000 actions de 1000 dollars chacune détenues à part égale par chacun des deux pays. De même la société égypto-soudanaise pour l'intégration agricole est chargée de la mise en valeur d'une superficie de deux cents mille feddan (200 000) dans la zone de Damazine au Soudan et ce à partir de la campagne agricole 1990-1991. Son capital est augmenté par des contributions égales de chacun des deux pays. De plus la société bénéficie d'une exonération totale des impôts et taxes et est encouragée à exporter sa production en bénéficiant notamment de ses recettes en devises.

LES ECHANGES COMMERCIAUX EGYPTO-SUDANAIS

Tout comme le commerce intra maghrébin le commerce égypto-soudanais est d'une très faible intensité malgré les traités, chartes et accords de coopération et d'intégration.

En 1987 le commerce de l'Egypte avec le Soudan a représenté en valeur 0,2 % de la valeur totale de son commerce extérieur.

Le Soudan quant à lui a réalisé durant la même année seulement 1,7 % de ses exportations totales et 1,2 % de ses importations totales avec l'Egypte.

Le Soudan importe d'Egypte essentiellement du pétrole, des textiles, du ciment blanc, des produits électroménager des livres et journaux et du riz. Il exporte vers l'Egypte des huiles végétales et des parfums.

Il est facile de constater encore dans ce cas que les échanges commerciaux entre partenaires du Sud restent très limités, et à contenu traditionnel.

Les raisons sont ici aussi d'ordre réglementaire et organisationnel, infrastructurel mais tiennent aussi aux structures productives de chacun des partenaires.

LA COOPERATION INDUSTRIELLE

S'agissant de la coopération industrielle entre l'Egypte et le Soudan cinq (05) projets de sociétés mixtes ont été retenus mais le stade le plus avancé qui ait été atteint par la prise en charge effective de ces projets ne dépasse, pour aucun d'entre eux, l'étude de faisabilité.

Le tableau qui suit constitué à partir d'un ensemble de données de l'ONUDI retrace la nature et l'état d'avancement de chacun de ces projets.

Numero du projet, titre et lieu
exécution du projet

Promoteurs
Conclusions et décisions de la
réunion de Tunis, mars 1984

heures prises depuis
mars 1984

Observations et recommandations

I - PROJETS MOTEURS

INDUSTRIE MECANIQUE

Création d'usines de montage
de tracteurs: Soudan/
Egypte

Ministère
des Industries
et du
Commerce
Soudan et
El Nasr
Automotive
and Manu-
facturing
Company
d'Egypte

1. Le Soudan et l'Egypte constitueront les principaux marchés, l'excédent de la production sera offert aux pays de la sous-région.
2. Il a été recommandé de fabriquer des tracteurs de grande puissance (jusqu'à 115 ch), et de considérer la possibilité de sous-traiter la fabrication de certaines pièces de rechange dans les autres pays de la sous-région.
3. La réunion a reconnu le caractère sous-régional du projet et a recommandé de l'inclure dans le programme en vue d'une exécution à court terme

En Egypte, deux usines fonctionnent: le matériel agricole en général et le déjà et une troisième est en construction. Une société du secteur public, El-Nasr Company, d'une capacité annuelle de 5000 unités, monte et fabrique actuellement 3000 modèles yougoslaves et roumains (45 à 95 ch) par an. Une installation ultérieure en monte 2000 (25 à 35 ch) par an et une autre usine en construction montera et fabriquera 4000 tracteurs soviétiques (75 ch) par an. Au Soudan, la nature du sol et la configuration du terrain exigent des tracteurs plus puissants. Un projet commun avec une société italienne prévoyant la production de 3000 unités (120 ch) par an a été inclus dans le plan quinquennal de développement national en cours.

Le matériel agricole en général et le usage de tracteurs en particulier revêt une importance considérable pour le développement du Soudan. Il s'agit d'un projet prioritaire pour le plan de développement. La société égyptienne Al-Nasr Automotive Company joue très importante de participation à ce projet, probable aux deux parties. Il est recommandé d'accorder au projet assistance active.

Numéro du projet, titre et lieu d'exécution du projet

Promoteurs

Conclusions et décisions de la réunion de Tunis

Mesures prises depuis mars 1984

Observations et recommandations

17. fabrication de carreaux de marbre au Soudan

Egypte et Soudan

1. Le projet avait été présenté par le responsable égyptien qui avait indiqué que les études de faisabilité étaient en voie d'achèvement et que ce projet revêtait un intérêt particulier pour les deux pays qui sont consommateurs de ce produit.
2. Le projet a été retenu pour une réalisation à court/moyen terme.

Aucune mesure n'a encore été prise. La possibilité d'un projet conjoint soudano-égyptien est envisagée dans le cadre de la coopération entre ces deux pays et dans les protocoles industriels et commerciaux signés récemment.
1. L'Egypte a également été invitée à envisager une entrepris conjointe.

Des études considérables devront être prises, notamment des évaluations des prémisses et des analyses technico-économiques. Le projet offre de bonnes perspectives de coopération avec la Tunisie et l'Algérie est donc recommandé de le maintenir dans le programme révisé.

21E CHRONIQUE

19. Création d'une unité de production de lithopones en Tunisie.

Algérie et Tunisie

1. La production devait commencer en 1986.
2. Le projet a été retenu pour une réalisation à court/moyen terme.

1. Les études de projet ont été réalisées.
2. Les deux parties ont constitué une société mixte.
3. Un commanditaire est en cours de sélection.

Malgré les mesures déjà prises, les pays intéressés ont décidé d'annuler le projet pour cause de non-rentabilité et il n'y a donc pas recommandé de maintenir le projet dans le programme révisé.

19. Création d'une unité de production de verre à vitre au Soudan

Général Organizat. for Industrialization (GOFI) Egypte

1. L'importance d'un tel projet présenté par l'Egypte a été reconnue, compte tenu notamment de l'importance demandée de ce produit dans le pays.
2. Aussi a-t-il été recommandé de retenir ce projet pour une réalisation à court/moyen terme.

Bien qu'aucune étude n'ait encore été réalisée, l'Egypte est toujours très intéressée. La société Al-Nasr Glass and Crystal Co. serait disposée à discuter du projet et à participer à l'étude.

Pas d'information disponible. Aucune détaille ne semble avoir été entrepris. Le projet n'est pas inclus dans le plan de développement quadriennal. L'ODA a pris une étude de faisabilité pour un relatif à la production de verre au N. la procédé de la flottation. Cette étude sur tous les pays de la sous-région. Egypte, un projet de production de verre utilisant le même procédé, d'une annuelle envisagée de 100 000 tonnes, l'objet d'une étude approfondie et de bonnes perspectives de coopération sous-régionale. Néanmoins, le projet toujours nécessaire et il est recommandé de le maintenir dans le projet révisé.

Statut du projet, titre et lieu d'exécution du projet

Promoteurs Conclusions et décisions de la réunion de Tunis, mars 1984

Mesures prises depuis mars 1984

Observations et recommandations

AGRO-INDUSTRIES

2. Installation de sucreries au Soudan

Ministère de l'Industrie du Soudan

1. Les représentants de l'Egypte et de la Tunisie avaient approuvé le projet de réalisation des deux sucreries proposées.
2. Le projet avait été retenu pour une réalisation à court/moyen terme.

Une étude globale pour le secteur agro-alimentaire a été réalisée par l'ONUL et est actuellement étudiée par les autorités soudanaises. Cette étude prévoit la création d'une sucrerie d'une capacité annuelle de 120 000 tonnes. Le projet a un rang de priorité élevé au Soudan et a été inclus dans le plan quadriennal de développement.

Considérant l'écart entre la production et la consommation du sucre et le fait que s'agit d'une source importante d'énergie pour les habitants des pays de la sous-région, le potentiel du projet conjointement semble éminent. Le projet de Kenna au Soudan est un bon exemple de coopération régionale avec les pays du Golfe. Un projet conjoint similaire aux pays de l'Afrique du Nord a été proposé.

3. Création d'une usine de papeterie, Soudan (Kosti ou autre site)

Ministère de l'Industrie du Soudan

Le projet a été présenté dans le cadre de la coopération entre le Soudan et l'Egypte, le Soudan fournissant le site et les matières premières, l'Egypte les compétences techniques. Il alimenterait aussi les pays de la sous-région. Le projet avait été retenu pour une réalisation à court/moyen terme.

Ce projet est envisagé dans l'étude globale proposée par l'ONUL. Le caractère régional du projet doit être souligné, mais une étude plus détaillée devra être entreprise avec l'assistance de l'ONUL. Il faut en outre appeler l'attention sur des projets de papier similaires entrepris en Egypte. Une étude de faisabilité a été établie pour un projet italo-egyptien de papeterie utilisant la bagasse, d'une capacité annuelle de 100 000 tonnes. Des appels d'offres ont été lancés pour l'acquisition des équipements et machines requis. Des plans ont en outre été élaborés en vue de la production de papier journal à base de pâte à papier pour satisfaire la demande locale.

Le projet est inclus dans le plan de développement quadriennal. Une étude détaillée est nécessaire. Quelques usines papeteries cellulose sont disponibles au Soudan. Le Gouvernement propose un projet conjoint. Vu le nombre de projets envisagés dans la région, il serait souhaitable d'examiner l'intégration entre les unités de production établies dans toute la sous-région afin d'assurer une efficacité maximale, d'éviter les doubles emplois et d'obtenir une rentabilité profitable à tous.